



HAL
open science

Architecture et frugalité : révéler, réparer, réunir, et si trois gestes suffisaient ?

Romain Cazaux

► To cite this version:

Romain Cazaux. Architecture et frugalité : révéler, réparer, réunir, et si trois gestes suffisaient ?. Architecture, aménagement de l'espace. 2019. dumas-02462698

HAL Id: dumas-02462698

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-02462698v1>

Submitted on 31 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Architecture et frugalité

Révéler, réparer, réunir, et si trois gestes suffisaient ?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Mémoire de fin d'étude
Romain Cazaux - 2019
Encadré par Marie-Paule Halgand
ensa Nantes

| | |
|---|-----|
| Introduction | 7 |
| La fin d'un modèle | 13 |
| Une société de croissance | 17 |
| Bienvenue dans l'anthropocène | 23 |
| Vers la frugalité | 31 |
| Exploration de trois gestes | 37 |
| Révéler | 41 |
| Réparer | 63 |
| Réunir | 87 |
| Vers une architecture frugale | 111 |
| Des pratiques en marge | 113 |
| Pérenniser l'éphémère | 119 |
| Conclusion | 125 |
| Entretiens Sophie Ricard et Tibo Labat Annexes | 131 |

« Il y avait des graines terribles sur la planète du petit prince ...
c'étaient les graines de baobabs. Le sol en était infesté. Or un
baobab, si l'on s'y prend trop tard, on ne peut jamais plus s'en
débarrasser. Il encombre toute la planète. Il la perfore de ses
racines. Et si la planète est trop petite, et si les baobabs sont trop
nombreux, ils la font éclater. »

Antoine de Saint-Exupéry,
Le Petit Prince, 1943

Introduction

Le rendez-vous était donné à 19h. Pendant que mon pas se presse pour gravir la butte Sainte-Anne, la nuit tombe sur la ville. Au loin, je discerne quelques silhouettes émerger de la pénombre. Une vingtaine d'invités attendent patiemment en haut des marches.

– C'est pour une promenade ? demande d'un air malicieux une dame emmitouflée d'un châle.

– Oui c'est pour la visite de l'Arbre ... s'amuse à répondre un jeune homme adossé à la statue.

Les derniers curieux arrivent et nous entamons la descente de la rue des Garennes, armés de cannes et de lampes frontales. Derrière d'épais branchages qui ont survécu au bulldozer, nous apercevons les restes de la Carrière Misery. Quelques habitants du quartier s'arrêtent parfois pour témoigner qu'ici, il y avait du lierre et que là-bas, il y avait un grand arbre ; qu'ici, il y aura une cascade artificielle et que là-bas, il y aura un grand panneau pour annoncer un jardin extraordinaire. Il y a deux ans, la ville a décidé d'enraciner, au beau milieu de cette carrière en friche, un arbre de métal. Trente-deux mètres de ferrailles animées par des pompes hydrauliques. Vingt branches d'acier articulées pour surplomber les 200 plantes exotiques replantées chaque année. Quand nous arrivons sur le chantier de l'Arbre aux Hérons, il ne reste que notre mémoire pour se rappeler de la diversité qui foisonnait dans cette friche. Face à la roche dénudée, sur le sol dépouillé, la tractopelle est immobile et silencieuse.

Ce qui réunit les habitants de la Commune de Chantenay et leurs invités ce jour-là, c'est la rédaction d'un livre pour raconter ce qu'était la Carrière et rêver de ses possibles devenirs. Après la visite nocturne, on se retrouve ainsi à imaginer le titre de l'ouvrage. Les idées fusent.

– «La carrière, l'arbre et le tiroir-caisse» ! propose l'un des habitants.

– «La maire qui murmurait à l'oreille des hérons» ! lance une voisine.

– Et pourquoi pas «Main basse sur la friche» ?

Au fil des discussions, on finit par rêver d'un autre arbre, et on me raconte qu'un voyageur visitant le quartier avait imaginé un Arbre aux Étourneaux. Si l'Arbre aux Hérons était celui de l'artifice et du libéralisme, l'Arbre aux Étourneaux serait celui de l'endogène et du bien commun. Si l'un voit la ville comme un ensemble de terrains à exploiter, l'autre voit la ville comme un gisement de ressources latentes à explorer. Si l'un fait table rase de l'existant pour déployer ses plateformes d'acier, l'autre naît du déjà-là en occupant les plateformes de béton armé d'un bâtiment abandonné. Si l'arbre d'acier est une attraction pour développer le tourisme et gentrifier un quartier, l'arbre de béton est un moyen d'émanciper l'habitant par l'appropriation collective. Et ils se feraient face, ces deux arbres. Et de ce dialogue de sourd émergerait peut-être une nouvelle ville.

Cette visite qui a eu lieu le 14 décembre conclut mon travail d'étude par cette image de deux arbres dialoguant à côté d'une carrière. Ce face-à-face intrigant de deux mondes qui se toisent, de deux visions de la ville que tout oppose, illustre assez bien le titre de ce mémoire, dont les deux termes Architecture et Frugalité peuvent sembler antinomiques.

D'une part, l'architecture est éminemment constructive. C'est la formalisation des besoins humains, l'accomplissement formel d'une société basée aujourd'hui sur le progrès et l'amélioration du confort. L'architecture transforme de la matière première en espace disponible à la vente et paraît nécessaire au développement de la vie urbaine.

La frugalité quant à elle, est éminemment improductive. Elle est fondée sur la conviction que l'on doit poser la question du pourquoi avant celle du comment, elle interroge les besoins de l'homme plutôt que d'y répondre. La frugalité apparaît comme une évidence face à la rareté des ressources premières, c'est la conviction que le faste et l'abondance sont révolus à l'ère de l'anthropocène. La frugalité est empreinte de simplicité, de sobriété, elle est précaire, instable et partagée.

«Architecture et frugalité» sonne donc comme un paradoxe, un étrange oxymore entre deux termes qui semblent incompatibles. Comment peut-on penser construire la ville sans dépenser un minimum de matière ? Comment peut-on imaginer répondre aux besoins humains, potentiellement illimités, avec des ressources limitées ? Comment peut-on faire de la frugalité une des vertus de l'Architecture ?

Quelques théoriciens et praticiens de la ville tentent de répondre à cette tâche qui nous incombe d'habiter plus sobrement le monde. On voit ainsi apparaître, depuis une dizaine d'années, des expériences urbaines ayant pour ambition de concilier l'architecture et la frugalité dans divers foyers de création. Des livres aux titres évocateurs tels que «ré-enchanter le monde», «alterarchitectures manifesto», «la ville rebelle» ou «other ways of doing architecture» répertorient ces pratiques alternatives qui forment des taches blanches dans la carte du capitalisme. L'objet de ce mémoire est de comprendre le contexte dans lequel prennent forme ces alternatives, d'en étudier les différentes méthodes et d'interroger leurs limites.

Dans un premier temps, nous tenterons de comprendre comment la frugalité est devenue une nécessité à l'ère de l'anthropocène. Après avoir précisé ce qu'est devenue l'architecture à l'époque du néolibéralisme et de la croissance infinie, nous verrons à quel point la prise de conscience que nous vivons dans un monde aux limites connues interroge profondément l'acte de bâtir.

La seconde partie explore trois gestes de la frugalité : Révéler, Réparer et Réunir. Révéler, c'est considérer l'existant et ses ressources latentes comme la matière de tout projet. Réparer, c'est voir l'architecture comme une acupuncture urbaine, c'est ne plus détruire mais consolider le déjà-la, c'est ménager plutôt qu'aménager. Réunir enfin, c'est considérer que la construction peut appartenir à tous, que la ville est un bien commun et que l'architecture doit viser l'émancipation de chacun. Trois projets seront particulièrement étudiés : le Caillou de Bougainville du collectif Fertile à Nantes, la rue Auguste Delacroix à Boulogne-sur-Mer de l'agence Construire, et l'Hôtel Pasteur à Rennes de Sophie Ricard.

La troisième partie enfin fera une synthèse des différents projets cités. On tentera de comprendre pourquoi ces pratiques alternatives, qui expérimentent la frugalité en architecture, restent assez marginales dans l'exercice du métier, puis nous interrogerons les jeux d'acteurs qui permettent l'éclosion de tels projets. Nous aborderons également la question de la temporalité des projets explorés et de leur possible pérennisation.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Une société de croissance - Bienvenue dans l'anthropocène - Vers la frugalité

La fin
d'un modèle

Au fil de mes recherches, une idée semblait émerger des textes que je lisais, une conviction que semblent partager leurs différents auteurs. Celle que nous sommes à un tournant de l'histoire où le modèle de développement et de croissance qui s'est institué depuis plusieurs siècles, qui s'est progressivement imposé au monde entier, est remis en cause par son incapacité à répondre aux principaux enjeux de ce siècle. Nous verrons dans un premier temps quelle architecture est créée par ce monde libéral, ce monde de la croissance et du développement, et quelles critiques peuvent en être faites. Nous verrons ensuite comment, à l'ère de l'anthropocène, la finitude des ressources premières interroge l'idéologie du progrès et nous interrogerons la soutenabilité du développement durable. Enfin nous verrons que, pour éviter l'effondrement de la société, certains penseurs s'interrogent sur la viabilité d'une société de la décroissance, une société de la sobriété et de la simplicité, et nous expliquerons ce que pourrait alors devenir l'architecture dans cette recherche de frugalité.

Une société de croissance

L'architecture libérale

« Les productions intellectuelles d'une époque – dont son architecture – obéissent à la logique des modes de production du moment. Le libéralisme ayant fait un marché, de l'argent, des profits, des bénéfices, son horizon indépassable, il infecte bien évidemment les productions de l'architecture et de l'urbanisme. »

Michel Onfray, « Principe de contre-renardie », 2006

Michel Onfray¹ emploie le terme d'architecture libérale² pour désigner l'ensemble des productions architecturales qui répondent à la demande du marché libéral. Pour cette architecture, le payeur est roi et la ville est un moyen de développer le consumérisme et l'exhibition du capital.

Au tournant des années 80, les politiques de relance keynésiennes, si elles ont permis la reconstruction après la seconde guerre mondiale, ne permettent pas d'éviter la crise économique liée aux deux chocs pétroliers de 1973 et 1979. Les dirigeants politiques des

¹ Cf biographie en annexe.

² Michel Onfray, « Principe de contre-renardie », dans Patrick Bouchain, *Construire autrement. Comment faire ?*, Actes Sud, 2006, p.142.

pays occidentaux – Margaret Thatcher, Donald Reagan, François Mitterrand – n'ont d'autre alternative que de se tourner vers le néolibéralisme en décloisonnant les marchés et en dérégulant la société salariale et l'État social¹. La théorie néolibérale pense que si l'État cesse de contrôler le marché financier, l'économie va se réguler par elle-même. Pour les adeptes du néolibéralisme, et pour reprendre les termes de Margaret Thatcher, « la société n'existe pas », l'intérêt général n'étant que le résultat de la somme de tous les intérêts individuels.

Les méfaits du libéralisme

« Le cancer de la Croissance ne détruit pas seulement la ville, il lacère le territoire, ronge le sens des lieux et détricote le tissu social. »

Serge Latouche, *Alterarchitectures manifesto*, 2012

Les résultats de cette urbanisation néolibérale sont critiqués par de nombreux auteurs et acteurs de la fabrique de la ville. Serge Latouche² explique dans son texte « La décroissance comme projet urbain »³ que le libéralisme des années 80 est à l'origine de l'omnimarchandisation du monde, c'est-à-dire qu'avec le libre marché et la mondialisation, tout est devenu objet de trafic et de profit. Les villes de ce monde-là ne sont conçues et réalisées que dans l'optique de faire du profit. La spéculation effrénée, issue de la possibilité de faire sans cesse plus de profit dans une économie

1 Source : François Denord, « La déferlante néolibérale des années 1980 », *Le Monde Diplomatique : Manuel d'histoire critique*, Hors-Série, 2014, p.150.

2 Cf biographie en annexe.

3 Serge Latouche, « La décroissance comme projet urbain », dans Thierry Paquot et coll., *Alterarchitectures manifesto*, Infolio, 2012, p.224.

capitaliste, est à l'origine de la fracture sociale qui existe par exemple entre le centre et la périphérie urbaine, la gentrification obligeant les classes moyennes et populaires à quitter les centres-villes.

David Harvey¹, dans son livre *Le capitalisme contre le droit à la ville*, explique que les années 80 marquent le début de la « ville-entreprise » où chaque grande ville est mise en concurrence avec les autres pour développer le tourisme et attirer les firmes et les investisseurs. La fabrique de la ville est alors plus guidée par la recherche de compétitivité et de croissance, que par la recherche d'une véritable justice spatiale et d'une redistribution sociale. Pour David Harvey, la ville néolibérale est devenue le site de production de la plus-value du capital, reprenant ainsi l'analyse de Marx qui situait, lui, la production de cette plus-value dans les usines. Le foncier de la ville y est en effet considéré comme un capital fictif – obtenu par des crédits – dont il faut nécessairement maximiser les rentes pour créer de la valeur. L'urbanisme néolibéral investit donc dans des grands projets attractifs, en attendant que l'effet de ruissellement permette de diminuer les inégalités sociales et spatiales.

1 Cf biographie en annexe.

Un monde d'objets

« Dans un univers d'objets, ce qui caractérise notre époque, c'est le triomphe de l'oeuvre ou de l'exploit, comme le retour à certaines formes de monumentalité, conjuguées à la surexpression du moi je. »

Claude Franck, «Un monde d'objets», 2011

Claude Franck, architecte urbaniste enseignant à l'ensapl, explique dans son article «Un monde d'objets»¹ comment l'architecture est devenue une course à l'exploit dans le monde libéral qui est le nôtre. Depuis le musée Bilbao de Frank Gehry, de nombreuses villes veulent développer leur attractivité en y faisant construire des sculptures monumentales. La signature de l'architecte sur ces objets «hors du commun» ponctuant la ville attire de plus en plus de touristes et d'investisseurs.

Ces projets démesurés, ces totems glorifiant leurs auteurs, dont le coût est justifié par les retombées économiques promises par un tel investissement, n'ont souvent aucune vocation sociale et entraînent *de facto* une gentrification liée à l'accroissement de l'intérêt porté à un quartier et à la hausse du prix de ses biens immobiliers.

Ainsi, nous assistons depuis les années 1980 à l'avènement du néolibéralisme. Dans ce monde de l'omnimarchadisation, l'architecture est devenue un bien de consommation, elle produit des objets jetables souvent détruits pour être remplacés par de nouveaux. L'investissement dans de grands projets urbains permet

aux villes de développer économiquement des quartiers entiers, les jeux de la spéculation entraînant souvent leur gentrification. Seulement, la crise écologique et la prise de conscience que les limites de ce monde sont connues remet en question la viabilité d'une croissance et d'un développement illimité.

1 Claude Franck, «Une monde d'objets», *Cosa Mentale*, Modestie, n° 7, 2011, p.21.

Bienvenue dans l'anthropocène

L'hypothèse de Crutzen

« Il nous semble plus qu'approprié de souligner le rôle central de l'Homme pour la géologie et l'écologie en proposant d'utiliser le terme anthropocène pour l'ère géologique actuelle. »

Paul Crutzen, *Global Change Newsletter*, 2000

L'hypothèse de Crutzen¹, selon laquelle nous serions rentrés dans une nouvelle ère géologique où, pour la première fois de l'histoire planétaire, les activités humaines ont une influence irréversible sur l'environnement, a gagné toutes les sphères de la pensée à partir des années 2000. Cette ère géologique, qu'il nomme l'anthropocène – du grec *anthropos*, « être humain » – aurait débuté au milieu du 19^{ème} siècle et marquerait la fin de l'holocène, époque géologique ayant débuté depuis la dernière glaciation il y a 10 000 ans.

Depuis la révolution industrielle en effet, la croissance économique exponentielle de la société occidentale est basée sur la combustion sans limite des matières fossiles, tels le charbon

¹ Paul J. Crutzen et Eugene F. Stoemer, « The 'Anthropocene' », *Global change newsletter*, n° 41, Mai 2000, p.17-18.

puis le pétrole, au cours du 20ème siècle. Ce modèle occidental porte en lui une telle charge utopiste – la promesse d'un progrès illimité permis par l'exploitation à grande échelle de ces matières premières –, qu'il s'est progressivement imposé à l'ensemble de la planète. C'est le triomphe du feu saturant de carbone l'ensemble de la biosphère.

Seulement, les derniers rapports du GIEC¹ sont alarmants. Les émissions de gaz carbonique ne cessant de croître, l'effet de serre est déjà à l'origine d'une augmentation de 1 degré de la température moyenne mondiale. Les conséquences désastreuses de ce bouleversement climatique sur les systèmes naturels et humains sont de plus en plus visibles, avec une augmentation du niveau de la mer, une augmentation des températures extrêmes chaudes et une augmentation des précipitations dans certaines régions du monde. Le déclin massif de la biodiversité, avec 60% de vertébrés disparus en 30 ans, est sans précédent depuis la dernière grande extinction, et le nombre de catastrophes naturelles liées au climat a doublé en 15 ans, affectant davantage les pays en voie de développement, plus vulnérables à ces risques naturels. La croissance économique, depuis la révolution industrielle, n'a donc pu se faire qu'au dépend d'une énorme dette écologique dont nous apercevons aujourd'hui seulement les prémices.

De plus, l'idéologie d'un développement économique illimité, reposant sur l'extraction des matières premières, est rendue d'autant plus caduque que ces ressources sont limitées. Selon le

1 Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Changement climatique. Les deux derniers rapports datent de 2007 et de 2014.

principe d'entropie développé par Nicholas Georgescu-Roegen¹, tout organisme dépend de l'exploitation de ressources naturelles pour créer l'énergie dont il a besoin. Aussi, l'être humain ne peut ni créer ni détruire de la matière, il ne peut que la transformer. L'activité humaine ne cesse donc de transformer des ressources naturelles – sable, charbon, pétrole, bois, etc – en ressources sans valeur d'utilité pour l'homme – déchets, pollution. Or, un déséquilibre entre la vitesse d'exploitation d'une ressource naturelle et son renouvellement entraîne nécessairement un effondrement².

L'hédonisme architectural

« L'anthropocène [marque] une triste victoire de l'apparence et de l'hédonisme architectural, sur une tradition plus discrète qui cherchait une complicité avec les éléments naturels. »

Tufano Antonella, *Ressources urbaines latentes*, 2016

L'architecture et la construction étant liées de manière indélébile à la disponibilité des matières premières³, elles sont

1 Nicholas Georgescu-Roegen, *La décroissance. Entropie - Écologie - Économie*, Sans de la terre, 1995.

2 À titre d'exemple, en 2018, nous avons consommé en sept mois l'ensemble des ressources naturelles qui pouvaient être produites par la planète en un an, nous vivons donc « à crédit » du mois d'août au mois de décembre. Source : Jour du dépassement, calculé annuellement par WWF et Global Footprint Network.

3 Le secteur du bâtiment représente à lui seul 40% des déchets produits dans les pays développés, la grande majorité de ces déchets provenant de la démolition de bâtiments. Ce secteur représente également 44% de l'énergie consommée en France et émet chaque année 123 millions de tonnes de CO2 dans l'air, soit près d'un quart des émissions nationales. Source : www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr.

indubitablement responsables de cette pénurie et de cette pollution globale. Tufano Antonella explique dans le livre *Ressources urbaines latentes*¹, que la culture architecturale s'est construite, depuis le 19ème siècle, sur des théories et des esthétiques fondées sur la recherche perpétuelle du confort de l'homme. Cette quête hédoniste aurait cristallisé l'opposition classique que l'on fait entre nature et culture, avec d'une part l'avènement d'un confort moderne, basé sur une forte consommation énergétique par personne, et d'autre part l'exploitation et le contrôle des éléments naturels au profit de cette idéologie du confort.

La ville moderne est la traduction spatiale de cette artificialisation du monde au profit de l'homme. On imperméabilise les sols sous des nappes de bitume, on érige des gratte-ciels énergivores pour vanter la puissance des entreprises qu'ils hébergent, le béton coule à souhait pour répondre à la forte demande d'une population urbaine en expansion et des tentacules de goudron relient les lotissements de maisons individuelles aux immenses zones commerciales construites sur d'anciens terrains agricoles.

Un développement soutenable ?

« Nous sommes capables d'améliorer nos techniques et notre organisation sociale de manière à ouvrir la voie à une nouvelle ère de croissance économique »

Gro Harlem Brundtland, *Notre avenir à tous*, 1987

En 1983, l'ONU réunit une vingtaine de personnalités politiques

¹ Antonella Tufano, « Les clés de la latence, dispositifs conceptuels pour la fabrique du projet », dans Annarita Lapenna et coll., *Ressources urbaines latentes. Pour un renouveau écologique des territoires*, MétisPresses, 2014, p.143.

dont la première ministre de Norvège Gro Harlem Brundtland afin de rédiger un programme politique international permettant d'éviter le désastre environnemental. Après quatre années de recherches, Brundtland arrive à la conclusion qu'un « développement durable » est possible et souhaitable pour la société à venir, c'est à dire que l'on peut tout à fait « répondre aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations à venir de satisfaire les leurs »¹.

Dès lors, les trois piliers décrits dans le rapport, la croissance économique, la cohésion sociale et la préservation de l'environnement, ne sont plus contradictoires mais peuvent être compatibles si l'on parvient à les équilibrer.

L'hypothèse schumpétérienne sous-jacente à cette notion de développement durable est que les innovations technologiques permises par un fort investissement dans le domaine du développement durable, entraîneront *de facto* la création de nouveaux produits et de nouveaux services moins polluants. La commercialisation de ces produits développera la croissance économique, améliorant ainsi les conditions sociales. Ce cercle vertueux de l'innovation est rendu possible par la mise en concurrence des différentes entreprises qui doivent nécessairement s'adapter à la demande.

Cette idée d'un « développement durable » a essaimé dans de nombreuses politiques publiques et est à l'origine de la création de nombreux labels et normes à l'échelle européenne. Concernant le secteur de la construction, les pays développés ont connu

¹ Gro Harlem Brundtland, *Our common future* (Notre avenir à tous), Oxford University Press, 1987.

une rapide montée en puissance du développement durable¹. À titre d'exemple, il est prévu en 2020 que la Réglementation Thermique généralise le bâtiment passif à l'ensemble du parc français en imposant à chaque nouvelle construction de créer sa propre énergie.

« En fin de compte, ce sont des îlots de soutenabilité dans une mer de pollution urbaine qu'ils ne réussiront pas à transformer. »

Serge Latouche, *Alterarchitectures manifesto*, 2012

Ces normes ont pour objectif principal de développer l'éco-construction. Depuis la fin des années 2000, quelques écoquartiers issus des politiques de développement durable ont ainsi pu émerger dans différentes villes européennes. Si certains de ces projets les plus aboutis peuvent être exemplaires – comme le quartier BedZed dans la ville de Sutton ou le quartier Vauban à Fribourg-en-Brisgau – Serge Latouche² explique que ces projets restent largement minoritaires³. Chaque année, on construit en France l'équivalent de 1% du parc bâti existant, et si certaines mesures visent à favoriser la réhabilitation de l'habitat ancien, pour diminuer sa consommation énergétique – par le biais d'un crédit d'impôt sur le coût de la rénovation par exemple –, les

1 En France, on peut noter la création du label privé Haute Qualité Environnementale (HQE) en 2004, qui valorise les constructions limitant leur coût global et qui améliorent le confort thermique des usagers. D'autres labels publics ou privés voient le jour comme le label Haute Performance Énergétique (HPE), Bâtiment Basse Consommation (BBC) ou Bâtiment Passif. Avec la loi RT 2012, un plafond de 50 kWh/m² par an est imposé pour toute nouvelle construction à usage d'habitation ou du secteur tertiaire.

2 Cf biographie en annexe.

3 Serge Latouche, «La décroissance comme projet urbain», dans Thierry Paquot et coll., *Alterarchitectures manifesto*, Infolio, 2012, p.225.

résultats restent décevants, avec moins de 200 000 logements mis aux normes par an sur 23 millions de « bâtiments passoires » en France¹. Au final, ces mesures ne font qu'ajouter au parc immobilier des bâtiments consommant moins d'énergie, ce qui ne permet pas de freiner la courbe dissipative du secteur de la construction.

Selon Serge Latouche toujours, il s'agit plutôt d'une modernisation écologique du capitalisme qui reproduit *in fine* le même culte de la performance. Le déploiement des innovations techniques, permettant aux entreprises de se différencier sur le marché et d'obtenir de nouveaux labels, s'est ainsi emparé de l'éco-habitat. On assimile aujourd'hui l'habitat écologique à une industrie de pointe tournée autour du confort de l'habitant. Or, il paraît illusoire de penser une société soutenable sans s'interroger sur notre rapport fondamental au confort et à la consommation.

Ainsi, pour de nombreux auteurs, la crise écologique doit être l'occasion d'une véritable inversion de pensée pour la fabrique de la ville. La rareté des matières premières entraîne nécessairement la reconsidération de ce qu'est l'acte de construire, l'architecture étant en partie responsable du dérèglement climatique et de l'épuisement des ressources. Si le développement durable fait des adeptes dans les pays développés, certains auteurs pensent que la réponse, politique comme architecturale, ne peut plus être la prolongation vaine de l'idéologie de développement et réfléchissent, comme nous allons le voir, à la viabilité d'une société décroissante.

1 Enquête Phébus 2013.

Vers la frugalité

Une société décroissante

« Il ne peut pas y avoir de croissance infinie sur une terre dont les limites sont connues. »

Le club de Rome, *The limits to growth*, 1972

Remontons à l'apogée des trente-glorieuses. En 1972, les chercheurs américains Donella et Dennis Meadows¹ publient leur rapport *Halte à la croissance ?*². C'est la première fois que l'on démontre, par une modélisation mathématique, qu'il est impossible de prôner une croissance économique sans fin dans un monde aux limites connues, la croissance économique étant inexorablement liée à la disponibilité des ressources.

Ironiquement, si le livre connaît immédiatement un succès mondial, ses idées sont rapidement mises de côté lorsque le monde entier doit faire face au premier choc pétrolier. Face à l'explosion du chômage, il faut relancer la croissance coûte que coûte. Un an après la publication du rapport en effet, les États-Unis, alors premiers exportateurs d'or noir, n'ont plus la capacité d'augmenter leur production de pétrole pour répondre à la demande. Le prix du baril est multiplié par quatre ; s'ensuit un ralentissement de

¹ Cf biographie en annexe.

² Dennis Meadows, Donella Meadows et coll., Le club de Rome, *The limits to growth* (Halte à la croissance ?), Fayard, 1972.

la croissance mondiale, une chute de la production industrielle et un chômage de masse généralisé. Pour seule réponse de la part des dirigeants politiques, de nouvelles exploitations pétrolières sont ouvertes afin de diversifier l'approvisionnement en or noir et l'énergie nucléaire se développe considérablement dans certains pays comme la France. Malgré les mises en garde du rapport Meadows¹, l'exploitation des ressources fossiles au profit de la croissance économique a donc repris de plus belle.

Néanmoins, ce rapport a donné suite à de nombreuses publications sur la nécessité de penser et d'imaginer ce que pourrait être une société de la décroissance, pour abandonner le projet insensé du développement pour le développement.

On peut difficilement soutenir qu'une croissance négative serait politiquement acceptable, en observant qu'un simple ralentissement de la croissance plonge notre société dans un désastre social. Pourtant certains auteurs comme Serge Latouche expliquent² que la décroissance n'est pas forcément synonyme de croissance zéro, ni de croissance négative, mais qu'il s'agit plutôt d'un moyen pour repenser notre façon d'habiter le monde. Plutôt que de construire de nouveaux quartiers ou de nouvelles villes, il s'agirait « d'habiter autrement les mêmes villes » pour retrouver un mode de vie soutenable.

1 Le rapport prévoyait un effondrement massif de la population, des ressources et de la production industrielle, la démographie mondiale diminuant de près de 50% entre 2030 et 2100.

2 Serge Latouche, «La décroissance comme projet urbain» dans Thierry Paquot et coll., *Alterarchitectures Manifesto*, Infolio, 2012.

Une pensée de la rareté

« Nous sommes à un moment de basculement entre un monde qui avait de plus en plus et un autre qui en aura de moins en moins. »

Christophe Laurens, «*Architecture : la fin du productivisme*», 2012

Dans son texte intitulé « architecture : la fin du productivisme »¹, Christophe Laurens explique qu'il est nécessaire d'en finir avec la logique productiviste qui a guidé l'architecture et a permis d'ériger les villes de la modernité. Avec l'épuisement des ressources limitées, on ne peut en effet plus penser la production d'un bâtiment comme objectif premier de l'architecture.

Cette pensée rejoint les idées de Jeremy Till² qu'il développe dans son texte « de l'austérité à la rareté »³. La « rareté », entendue comme le résultat de la pénurie globale qui touche notre société, interroge la nécessité même de construire de nouveaux bâtiments et contredit l'idée que l'architecture ne soit définie que par l'acte de construire et d'ajouter de nouveaux objets au monde.

Dans ce monde de la rareté, où nous avons de moins en moins, l'architecture est nécessairement beaucoup plus frugale et se définit plutôt comme une possibilité de répartir ce qui existe déjà. La modernité aura été un bref instant, durant lequel nous avons pu puiser dans l'ensemble des ressources limitées, pour construire

1 Christophe Laurens, «*Architecture : la fin du productivisme*», dans Thierry Paquot et coll., *Alterarchitectures manifesto*, Infolio, 2012, p.233.

2 Cf biographie en annexe.

3 Jeremy Till, «De l'austérité à la rareté», *Criticat*, n° 16, Automne 2015.

davantage que toutes les générations antérieures réunies¹.

Des architectures frugales

«Instruire l'esprit du non-faire comme on instruit celui du faire»

Gilles Clément, *Manifeste du tiers-paysage*, 2007

Gilles Clément² commence son manifeste du tiers-paysage par cette injonction³. On ne peut plus faire comme avant. Cette phrase fait écho à de nombreuses autres voix qui surgissent de la scène architecturale pour affirmer qu'il ne faut plus faire, que l'on doit penser l'architecture autrement que par l'acte de construire. Patrick Bouchain⁴ écrit qu'il ne faut plus «agir, mais transformer», qu'il faut «faire le moins possible pour donner le plus possible», dans son livre *Construire autrement*⁵. Michel Lussaut introduit son livre *Constellation-s*⁶ en annonçant que «face aux illusions de la toute-puissance, une sobriété créative peut s'inventer chaque jour», que la tâche qui incombe désormais aux architectes est de «faire le plus possible avec le moins possible, sans en faire trop». Michel Onfray appelle, lui, à la «prolifération de micro-résistances»⁷ pour affronter la ville libérale, pendant que Thierry Paquot⁸ appelle à la création de «petits manifestes pour

1 Cf Rem Koolhaas, *Jonkspace*, Payot, 2011.

2 Cf biographie en annexe.

3 Gilles Clément, *Manifeste du tiers-paysage*, Sujet/Objet, 2007, p.24.

4 Cf biographie en annexe.

5 Patrick Bouchain, *Construire autrement, comment faire ?*, Actes Sud, 2006, p.7.

6 Arc-en-rêve, *Constellation-s, Habiter le monde*, Actes Sud, 2017, p.31.

7 Michel Onfray, «Principe de contre-renardie», dans Patrick Bouchain, *Construire autrement, comment faire ?*, Actes Sud, 2006, p.143.

8 Cf biographie en annexe.

déstabiliser le Goliath de la magapole»¹. On pourrait encore citer Stéphane Bonzani, qui explique combien «le micro-récit est en train de devenir un grand enjeu de l'urbanisme contemporain»² ou encore Marie-Hélène Contal qui affirme la nécessité de «quitter la grande dimension pour se tourner vers les micro-interventions»³. Enfin, Xavier Bonnaud pourrait conclure cette énumération lorsqu'il parle de remplacer «l'esprit de conquête par la légèreté et l'économie de moyens»⁴.

Toutes ces allégations résonnent ainsi comme autant d'appels à la sobriété, à la simplicité, dans la fabrication de ville. Elles font ensemble l'éloge de ce que pourrait être une architecture de la frugalité, une architecture faite de micro-interventions, une architecture qui émerge des ressources urbaines latentes, une architecture qui préfère la réparation à la construction.

1 Thierry Paquot et coll., *Alterarchitectures manifesto*, Infolio éditions, 2012, p.24.

2 Stéphane Bonzani, «Microporos, possibiliser en milieu urbain», dans Coll., *Ressources urbaines latentes. Pour un renouveau écologique des territoires*, MetisPresses, 2016, p.395.

3 Marie-Hélène Contal, *Ré-enchanter le monde. L'architecture et la ville face aux grandes transitions*, Alternatives, 2014, p.89.

4 Xavier Bonnaud, «L'enjeu architectural du 21ème siècle», dans Thierry Paquot et Coll., *Alterarchitectures manifesto*, Infolio, 2012, p.148.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Révéler - Réparer - Réunir

Exploration de trois gestes

L'ambition de la frugalité n'est pas mince, il s'agit d'inscrire dans un monde gouverné par l'idéologie du développement des micro-lieux manifestes, qui s'opposent à l'injonction productiviste qui est faite à l'architecture, qui tentent sobrement d'augmenter l'existant sans nécessairement construire, qui inscrivent le projet urbain dans le carré de l'en-commun et partagent ce qui, trop longtemps, a été l'apanage de quelques-uns. Si ces expérimentations de la frugalité sont extrêmement diverses et singulières, on pourrait néanmoins les réunir en trois gestes, trois postures qui transparaissent plus ou moins dans chacun des projets : Révéler, Réparer et Réunir. Révéler, c'est ce geste par lequel l'existant est dévoilé, sublimé. C'est un geste contemplatif par lequel la description d'un lieu peut suffire à en révéler des possibles. Réparer, c'est ce geste qui vise la consolidation du déjà-là, qui préfère agir par petites touches pour recoudre les fractures du tissu urbain plutôt que faire table rase pour reconstruire. Réunir enfin, c'est considérer que le projet urbain est un bien commun et doit être l'affaire de tous.

Révéler

Contemplation

Révéler le monde tel qu'il est. Révéler le monde dans ce qu'il peut avoir de plus banal et quotidien, regarder l'extraordinaire naître de l'ordinaire pour se laisser surprendre par l'infinie richesse des espaces qui l'habitent. C'est en prenant le temps d'écouter les récits d'un lieu, même infime, que l'on peut constater sa singularité. Cette attitude contemplative du réel paraît nécessaire avant toute action ou toute intervention de l'architecte ou du jardinier, de l'aménageur ou de l'artisan, pour tenter d'être au plus proche de la juste-mesure, faire bien assez sans trop faire. Une ligne sur une carte efface le sens et l'essence d'un quartier, d'une place, d'une rue ou d'un banc.

Lacaton et Vassal¹ ont eu besoin de visiter la place Léon Aucoc chaque semaine durant quatre mois, de nuit comme de jour, pour percevoir le caractère authentique de la petite place : terrain de pétanque, bancs installés à l'ombre de tilleuls, petites maisons aux façades bien dessinées. Les habitants de ces logements sociaux se sont déjà appropriés les lieux. Aux élus qui avaient lancé un appel à projets pour « embellir » les places de Bordeaux en 1996, dont la place Léon Aucoc, ils ont affirmé qu'il ne fallait surtout rien

1 Cf biographie en annexe.

y faire, rien d'autre que d'élaguer quelques arbres et assurer un nettoyage régulier pour en préserver le sens.¹

Latence

Révéler, c'est aussi faire émerger ce qu'un lieu peut avoir de latent en lui ; ce qui, n'étant pas encore devenu, n'aspire qu'à éclore. Ces lieux disponibles prêts à être animés, la ville contemporaine en est remplie. Issus du zoning territorial et de l'étalement urbain, du rationalisme de l'espace et de la planification homogène des territoires, les délaissés urbains sont de plus en plus nombreux. L'impératif d'efficacité de la ville contemporaine laisse derrière lui un archipel d'espaces résiduels, terrains vagues ou friches industrielles, franges ferroviaires abandonnées ou tenues maraîchères en ruines.

La valeur de ces restes urbains réside dans le fait même qu'ils sont indéterminés, qu'ils sont préservés de la norme et dissimulés du zoning territorial. Ces zones blanches de la carte du géographe, pour reprendre l'expression de Philippe Vasset², aux interstices de l'aménagement conventionnel, forment une vaste mosaïque de possibles et d'imaginaires, où le jeu qui y est laissé permet de se tenir à l'écart de la règle et d'y dessiner d'autres possibles. Révéler ces espaces latents, oui, mais sans coup de projecteur, sans lever de rideaux, pour éviter d'altérer leur latence et d'empêcher qu'autre chose puisse y prendre place.

1 Sources : <https://www.lacatonvassal.com> et « De l'austérité à la rareté », TILL Jeremy, Criticat numéro 16, Automne 2015.

2 Philippe Vasset, *Un livre blanc*, Fayard, 2007.

► Place Léon Aucoc, Bordeaux.





Le Collectif Fertile¹ a, durant trois ans, participé à l'activation d'un des délaissés du centre-ville nantais, nommé le Caillou de Bougainville. Comme nous allons le voir, c'est une friche dissimulée entre deux murs, une frange de tiers-paysage, dont les aménageurs ont oublié l'existence.

Aveuglement

Révéler enfin, c'est montrer l'invisible, raconter l'indicible. Montrer ce qui n'est pas regardé et ce que l'on ne veut pas voir dans nos villes contemporaines. Révéler est un acte politique nécessaire pour appréhender le réel dans toute sa complexité, c'est considérer l'Autre, le marginalisé, le précaire, l'étranger au même titre que le citoyen, le résident, l'habitant. C'est conjuguer le regard, la description, l'analyse, avec l'égard, l'attention, l'estime, pour reprendre les mots de Marielle Macé².

L'architecte Sébastien Thiéry³, avec l'Association Perou⁴, lutte contre l'aveuglement criminel de l'État vis à vis des villes informelles, qui s'érigent, malgré les démantèlements successifs, pour répondre au plus essentiel des besoins humains, celui de s'abriter puis d'habiter. En 2015, avant la destruction organisée de la « jungle » de Calais, il y a décrit ce qui, malgré la misère, a fait lieu. Il considère qu'il est essentiel d'apprendre à voir ce qui, au milieu du désastre, n'est pas du désastre, pour le faire exister, l'augmenter, l'amplifier. Il a ainsi fait le relevé méthodique des trois églises, des

1 Cf biographie en annexe.

2 Marielle Macé, *Sidérer, considérer*, Verdier, 2017.

3 Cf biographie en annexe.

4 Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines.

◀ Occupation du Caillou de Bougainville par Fertile, Nantes.

cinq mosquées, des deux bibliothèques, du théâtre, du hammam, des cinq salons de coiffure, des quarante-huit restaurants, des quarante-quatre épiceries et des quatre boîtes de nuits qui ont pu exister au cœur de cette « ville-monde ». L'action de description est ici un geste politique pour révéler les urbanités qui prennent place dans une « ville » que l'on ne considère plus, le bidonville.¹



¹ Sources : <https://reinventercalais.org> et Rencontres «Habiter la terre», 12 et 13 Octobre 2018, Gare au Théâtre

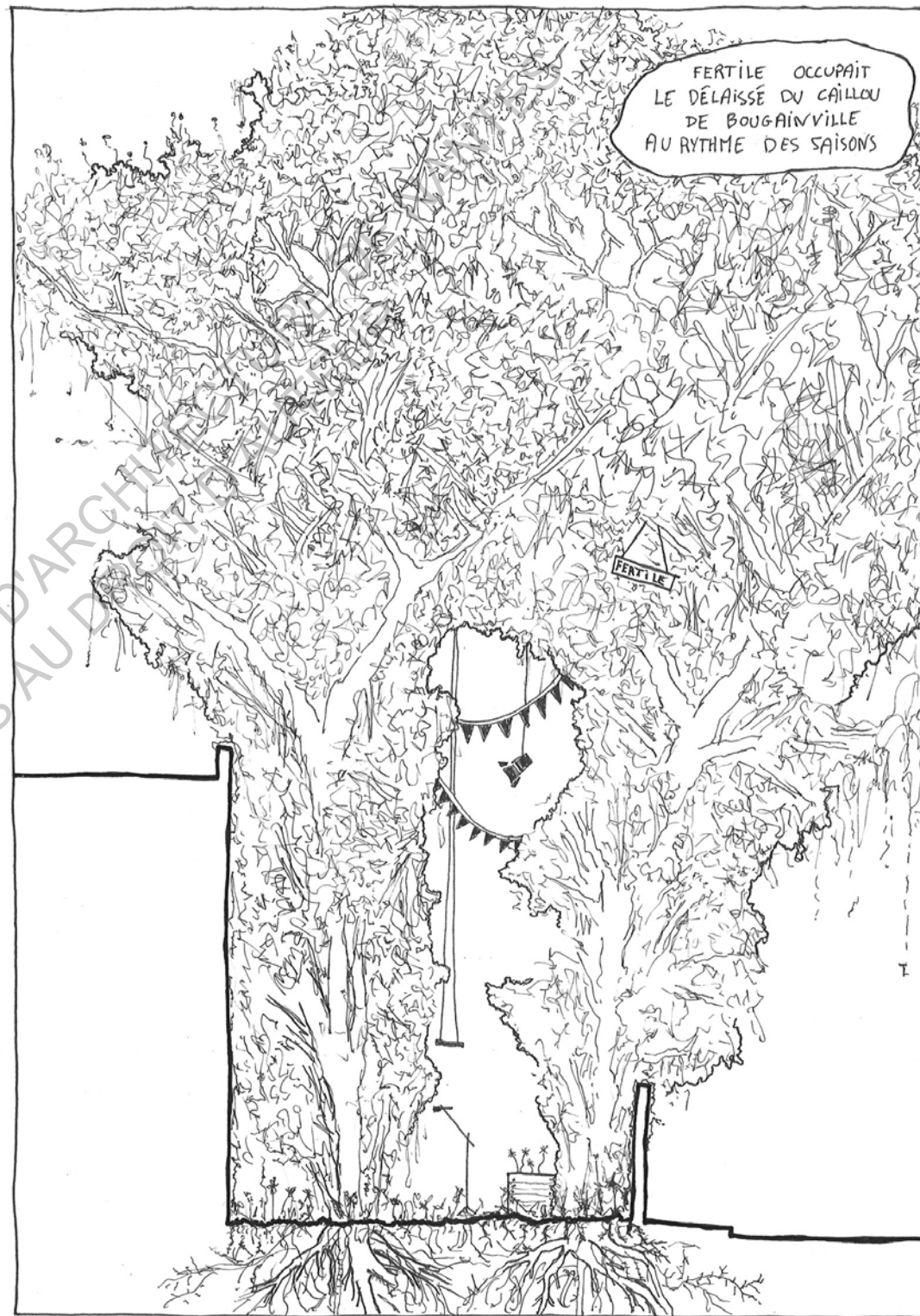
► Une des photographies illustrant l'Atlas réalisé de la «jungle» de Calais.

Le caillou de Bougainville

C'est le Jeudi 6 décembre à 16h que je rencontre Tibo Labat¹ à l'ensa Nantes. Tibo, diplômé en 2008 de l'école d'architecture de Paris-la-Villette, est l'un des premiers membres du Collectif Fertile. Les citations qui vont suivre sont extraites de cet entretien. J'ai pu prolonger ma recherche par la lecture de trois documents, accessibles partiellement en ligne², rédigés par le collectif. Ils témoignent de l'occupation du Caillou de Bougainville et de la Carrière Misery. J'avais pu visiter seul le site du Caillou une semaine plus tôt, l'après-midi du 29 novembre, et y suis retourné lors de la visite que j'aborde en introduction, organisée par les habitants de la Commune de Chantenay le vendredi 14 décembre. Ils organisaient un atelier d'écriture en vue de la publication d'un livre critiquant le projet de la ville pour la Carrière Misery en y proposant un autre devenir.

¹ Cf biographie en annexe.

² <https://lecaillouchantenay.wordpress.com/collectif-fertile>.



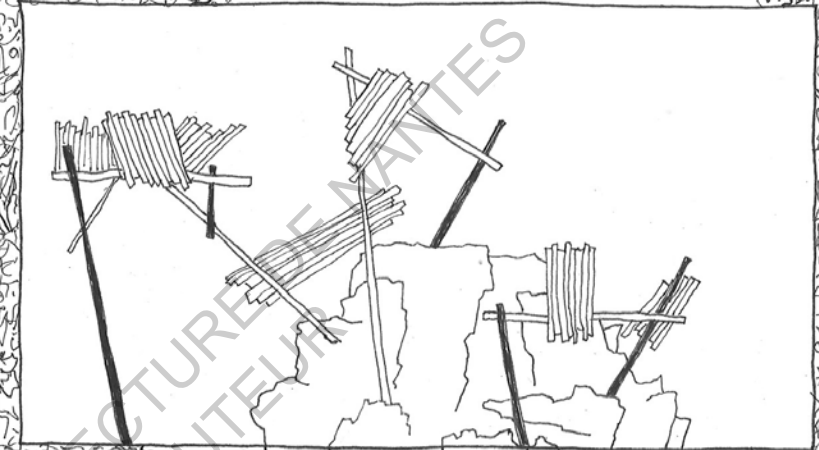
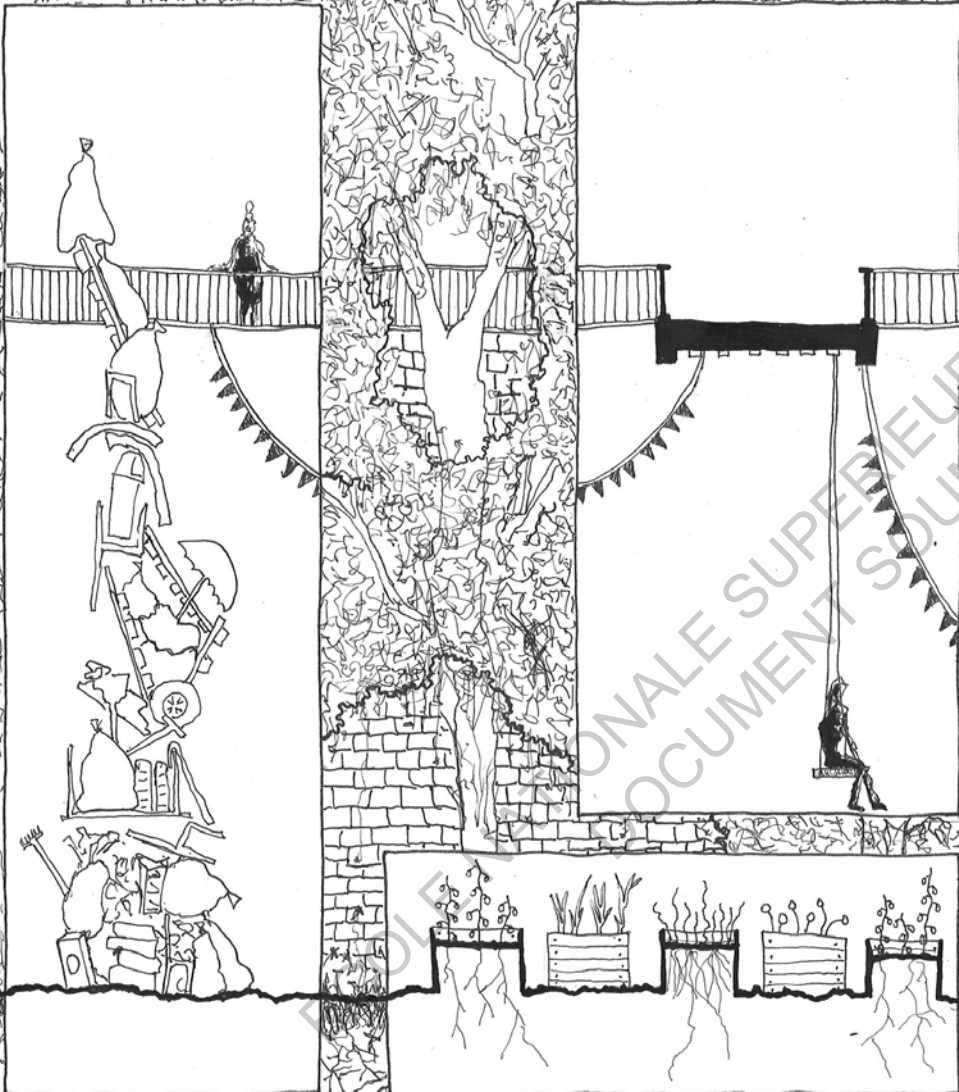
AU SOLSTICE D'HIVER,
ILS ONT FAIT UNE MONTAGNE
AVEC LES DÉCHETS DU
SITE

LES PREMIERS JOURS
D'ÉTÉ, LA PASSERELLE
SERVAIT À SUSPENDRE
DES OBJETS INSOLITES

FERTILE AVAIT RÊVÉ
D'IMAGINER CONSTRUIRE
UN BELVÉDÈRE
SUR LE CAILLOU

AU PRINTEMPS,
QUELQUES CARRÉS DE
TERRE ÉTAIENT
JARDINÉS

ET IL Y AVAIT
UNE SCÈNE POUR
DES CONCERTS AU FOND





Fertile : une rencontre

« Fertile, c'est une rencontre entre des gens. Il n'y a pas de fondateur. Ce sont des projets, des points communs, qui articulent une pensée, une action, entre des personnes »

Le Collectif Fertile naît en 2009 au hasard d'une rencontre entre Tibo Labat, jeune diplômé et Matthieu Picot, jeune paysagiste arrivant à Nantes à la recherche d'un travail. Ils se retrouvent une fois par semaine au bar Le Louis Blanc pour organiser des « Explos », marches urbaines ouvertes à tous pour faire le tour de la ville de Nantes sans avoir d'itinéraire. L'idée est de se retrouver le dernier dimanche du mois et de marcher durant quatre heures, le point de départ étant le point d'arrivée de la dernière marche. Par la suite, une dizaine de diplômés en architecture, paysagisme, ou autres champs d'études, viendront se greffer au Collectif.

Le site : de la Carrière Misery au Caillou de Bougainville

« Je fréquentais la Carrière étant ado, j'avais une pratique parfois de faire, pas des conneries parce que ce n'est pas des conneries, mais je faisais des trucs, j'explorais des choses ... »

Tibo Labat m'explique qu'avant de s'intéresser au site du caillou, le Collectif Fertile a pu occuper la friche de la Carrière Misery située juste à côté. Lorsque l'agence pour laquelle il travaillait à Paris lui demande de faire une analyse urbaine de la ville de Nantes en amont du PLU¹, il réfléchit à ce que pourrait devenir cette carrière de trois hectares, abandonnée depuis 1985, sur laquelle il se rendait étant adolescent. Quand il arrive à Nantes et que le

1 Plan Local d'Urbanisme.

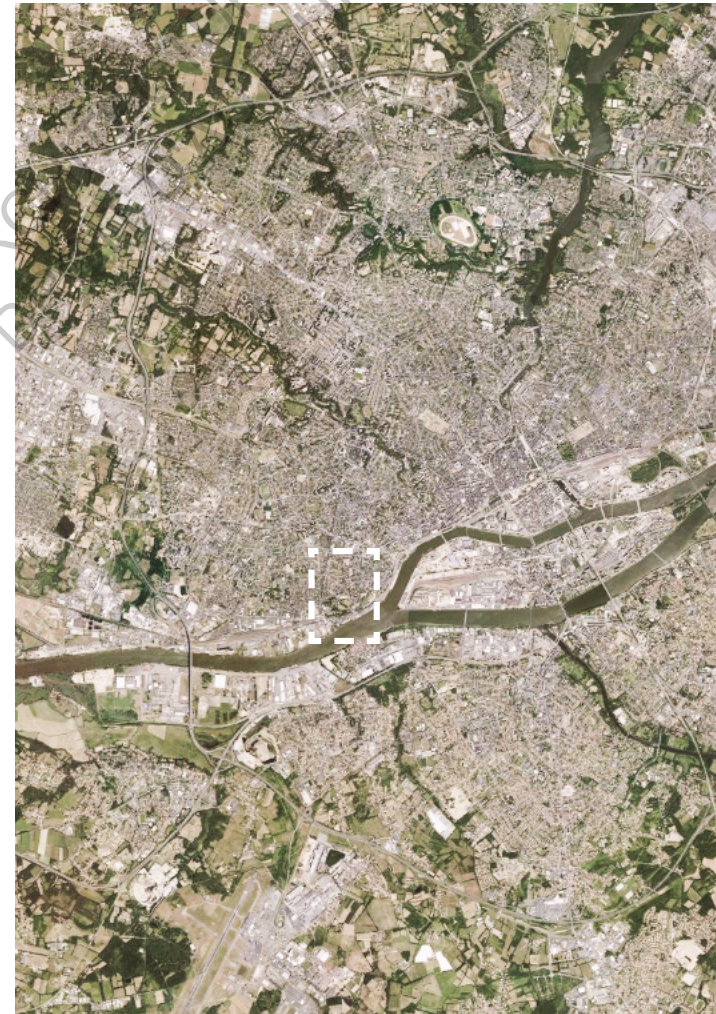
Collectif Fertile commence à naître, en parallèle des « Explos », il monte un dossier avec Matthieu Picot pour demander à Laurent Tiéry, alors directeur de la Samoa¹, le droit d'occuper la friche appartenant à la ville de Nantes. Laurent Tiéry quitte la Samoa avant d'avoir pu travailler sur le dossier, et le Collectif commence à occuper le terrain délaissé.

« On a rencontré un gars quand on est allé sur place, il était jardinier et il essayait de faire des trucs, il faisait un jardin de lignes, il essayait de planter des graines dans toutes les lignes de béton, et il essayait de les voir de là-haut, il était en intérim, il faisait des chantiers un peu bizarres et dès qu'il avait du temps il fonçait à la carrière et il jardinait tout seul ... »

Le Collectif, avec ce voisin jardinier qui s'intéressait déjà au lieu, commence donc à habiter la friche et à en révéler les possibles. Durant l'été 2010, ils campent sur le terrain et organisent avec un réseau d'artistes disparates plusieurs événements dont la Balade des Ateliers, un événement durant lequel tous les ateliers de la ville ouvrent leurs portes au public. La carrière accueille alors 500 visiteurs, intéressés de voir ce qui peut bien se passer dans cette friche, lors du week-end de la Balade.

1 Société publique locale d'aménagement aujourd'hui en charge de la maîtrise d'ouvrage de l'aménagement de l'île de Nantes, et qui était à l'époque intéressée par la prise en charge de la maîtrise d'ouvrage du Bas-Chantenay.

► Localisation du Caillou de Bougainville, Nantes, 1:100 000.





« Après ça, ce fut compliqué de rester à cet endroit-là. [...] Nantes Métropole te prend pour un pirate, et on n'arrivait pas à voir comment tenir une énergie dans ce lieu-là, hyper grand, visible de tous, puis l'hiver arrivait. [...] Au printemps, un copain a dit 'Venez, il y a un lieu à côté de la Carrière !' »

C'est ainsi que le Collectif Fertile découvre le site du Caillou, juste à côté. C'est une frange de tiers-paysage qui se glisse entre le quartier Bas-Chantenay et une voie rapide. Tibo Labat m'explique que ce lieu était tellement bien dissimulé, entre deux murs, que les élus n'en connaissaient pas l'existence. C'est une sorte de lapsus cadastral qui a tendance à l'entropie. Les habitants du quartier qui domine cette faille à ciel ouvert, rendue inaccessible par l'abondance des ronces, utilisent ce lieu comme déchetterie. Cette fois-ci, le Collectif dépose un dossier à la ville de Nantes¹ et commence son action sans attendre de savoir qui sont les propriétaires de cet interstice.

L'ambition : la petite pièce d'à-côté

« Hier, un gars me parlait de cette espèce de monde parallèle. Il a récupéré un hangar et on lui a demandé de tout enlever, et il y avait une mini salle à côté, cachée. Il a cassé le mur et a tout mis dans l'autre pièce. Ce serait super si tout le monde avait sa petite pièce d'à-côté, un truc que tu ne vois pas, qui n'existe pas dans le cadastre ! »

Le Caillou avait peut-être cette ambition d'être cette « petite pièce d'à-côté » dont parle Tibo Labat aujourd'hui. Quand on

¹ Service des Espaces Verts.

◀ Friche du Caillou de Bougainville, Nantes, 1: 5 000.

lit les documents qui témoignent de l'occupation de cette friche par Fertile de 2011 à 2013, on voit que ce qui fait l'intérêt du Caillou est sa dissimulation. Lorsque Fertile vient occuper le lieu, c'est pour expérimenter une autre manière de faire ville, en le mettant à disposition des passants, des voisins, des artistes, des associations ...

Pour un autre projet du Collectif, nommé « Friche and chips », Tibo Labat m'explique qu'ils avaient eu l'idée de cartographier l'ensemble des friches nantaises. Finalement, ils ont décidé de ne pas réaliser cet inventaire, car ils se sont aperçus que la dissimulation des friches était justement ce qui permettait d'y inventer de nouveaux usages, moins institutionnalisés, moins normalisés, moins réglementés.

La méthode : l'événement aménageur

« Le concept qu'on avait un peu, c'était 'l'événement aménageur'. L'idée était de se dire que, par des événements, on aménage un lieu. On disait aux associations 'tu veux faire un truc ? OK ben on jardine un week-end et on fait l'événement le week-end d'après.' Jardiner c'était préparer l'espace, c'était préparer les 'trucs' dont il y avait besoin pour l'événement. »

Fertile, en invitant ceux qui le souhaitaient à occuper le caillou, a expérimenté le concept de « l'événement aménageur ». Ils ont cherché à démontrer que l'on peut faire ville, faire société, sans construire, simplement en occupant, en transformant, en révélant un lieu par l'usage. La première intervention a été de nommer la friche « Le caillou de Bougainville », du nom de l'arrêt de bus qui signale l'entrée du jardin. Le simple fait d'en défricher l'accès

pour le rendre accessible, de créer une montagne d'objets à l'entrée à partir de déchets ramassés sur le site, intriguent les passants, les voisins, et éveille la curiosité.

La deuxième phase, m'explique Tibo Labat, a été de « provoquer du réel » en y organisant une suite d'événements au rythme des semaines et des saisons. La première année, ils y accueillent la Balade des Ateliers et y plantent quelques petites surfaces de terre pour expérimenter différentes cultures. En 2012, ils sont accompagnés d'autres collectifs, comme Coloco ou Exyzt, pour créer les petits équipements qui viennent habiter ce corridor végétal et organiser différents événements comme la « Biennale Estuaire », la « Balade des Ateliers », la « Célébration des Jardiniers ». Ils s'y rendent chaque week-end pour jardiner avec les intéressés. En 2013, ils veulent créer une infrastructure faite d'une succession de plateformes de bois, pour en faire un belvédère. En l'absence d'une Convention d'occupation, ce projet ne verra pas le jour, la responsabilité de Fertile en cas d'accident étant trop importante.

L'économie : faire sans budget

« Tout ça s'est fait avec 'pas d'argent', c'est des trucs très spontanés. Une fois, vers la fin, on a eu une subvention de la ville de Nantes [...] mais on était habitués à fonctionner sans, donc ça demandait une sorte d'autre gouvernance de savoir ce que tu fais avec ça, et comme tout le monde est très poli sur la façon d'utiliser le budget, tu ne l'utilises pas vraiment. »

Les deux premières années, le Collectif n'avait aucune subvention pour réaliser son projet. Ils ont pu le faire car les propriétaires du terrain – partagé entre le Port, Nantes Métropole et la

SNCF – n’avaient aucun projet pour le site, donc pas de budget à mettre dans son aménagement. L’activité a été bénévole sur les trois ans et les équipements ont été créés à partir d’objets récupérés – palettes, télé, corde, etc. C’est en 2012, sur les conseils de la mairie de Nantes, qu’ils reçoivent 5000 euros de subvention pour des « Projets Émergeant ». Tibo Labat me fait part de la difficulté de dépenser cette somme lorsque l’on n’a pas réfléchi à un modèle de gestion, de prise de décision qui convienne à l’ensemble du collectif.

Les limites : l’intérêt des politiques

« Puis, de fait, le ‘truc’ se délite un peu sans qu’il y ait vraiment un acte de fin. [...] C’est maintenant qu’il faudrait le faire. C’est maintenant que la ville se transforme qu’arrive un intérêt pour le quartier, des financements, et que toute la machine de l’urbanisme se met en place »

L’occupation du caillou s’est éteinte petit-à-petit suite au délitement du Collectif. Les membres de Fertile sont appelés ailleurs et abandonnent peu à peu le Collectif pour leur vie personnelle ou professionnelle. Fertile étant composé d’une quinzaine de personnes aux parcours différents, c’est une aventure qui se rapproche plutôt d’une rencontre que d’un véritable collectif qui réaliserait «son laboratoire». Tibo Labat analyse que pour pérenniser le projet d’occupation du caillou de Bougainville, il aurait fallu que chacun des membres s’y projette sans doute davantage. Au fond, l’ambition de Fertile, en venant occuper cette friche et en y assurant des animations, était d’en révéler le potentiel aux habitants et aux élus.

En 2018, un projet de Johanna Rolland, maire de Nantes depuis 2014, offre la possibilité aux citoyens qui le souhaitent, de réfléchir sans aucun budget au devenir de quinze délaissés urbains. Si la friche du Caillou de Bougainville fait partie de ces «quinze lieux à réinventer», aucune proposition ne sera faite par les habitants du Bas-Chantenay. Les membres de Fertile ne souhaitaient pas refaire ce qu’ils avaient fait cinq ans plus tôt sans aucun budget ...

La Carrière Misery est actuellement le lieu désigné par la ville pour accueillir l’Arbre aux Hérons, le nouveau projet des Machines de l’Île. Le but est d’augmenter l’attractivité des lieux pour les touristes, les habitants et l’intérêt des entreprises, et nécessite son défrichage au bulldozer. Toutefois, ce moment peut s’avérer opportun pour profiter de ce soudain intérêt de la ville pour ce lieu et envisager que des projets alternatifs puissent voir le jour sur la parcelle voisine dite «Le Caillou de Bougainville».

Réparer

Acupuncture

Réparer plutôt que détruire. Réparer l'existant, plutôt que faire table rase de ce qui a pu être construit. Réparer, c'est consolider la fragilité d'un lieu pour l'améliorer, par petites touches, c'est voir l'acupuncture urbaine comme méthode de projet. Quelques micro-interventions méticuleusement placées sur le territoire permettent souvent mieux de répondre à une situation urbaine complexe que la coûteuse démolition-reconstruction. Ne pas agir mais transformer, comme le dit Patrick Bouchain dans son livre *Construire autrement*¹, paraît une évidence au regard de tout ce qui a été construit au cours du vingtième siècle. Dans la ville palimpseste, chaque lieu est l'héritage de récits, de ratures, de strates où se mêlent la grande et la petite histoire, et la tâche qui incombe à l'architecte-acupuncteur est plutôt d'en réécrire quelques mots avec le plus grand soin que de le nier brusquement à coups de tractopelle.

Sophie Ricard², dans le cadre du laboratoire « Construire ensemble le Grand Ensemble », est chargée du réaménagement des logements sociaux de la rue Auguste Delacroix à Boulogne-sur-Mer. Elle décide d'utiliser l'argent de la démolition pour réparer

1 Patrick Bouchain, *Construire autrement, comment faire ?*, Actes Sud, 2006.

2 Cf biographie en annexe.

petit-à-petit les maisons délabrées avec les habitants, en faisant au plus proche de leurs besoins. Pour mener à bien cette expérience et tisser des liens avec les habitants, elle développe, comme nous allons le voir, l'idée d'une «permanence architecturale» durant trois ans permettant un rapport de confiance entre l'architecte et les habitants.

Rhizome

Réparer amène à penser le projet urbain tel un rhizome prenant racine dans la ville, c'est-à-dire, comme l'expliquent Gilles Deleuze et Félix Guattari¹, qu'il n'a ni commencement ni fin, mais toujours un milieu. La réparation est une suite d'actions, qui peuvent paraître incohérentes, dont la réalisation fera sans cesse germer d'autres racines insoupçonnées. C'est un geste incrémental par essence. Réparer n'est pas une finalité en soi mais un processus qui doit être en perpétuel questionnement. L'incrémentalisme, cher à Simone et Lucien Kroll², traduit cette idée que l'on avance en faisant, à l'image des tâtonnements de la nature, et que chaque pas du projet en révèle un autre. On répare un morceau de ville pour générer de nouvelles urbanités, qui à leur tour amèneront d'autres micro-interventions, d'autres ajustements.

Cyrille Hanappe³ est invité avec l'agence AIR architecture à travailler sur l'amélioration du bidonville de Mahabourini à Mamoudzou, chef-lieu de Mayotte. Le bidonville s'est formé sur des parcelles appartenant à la ville dont la forte topographie a em-

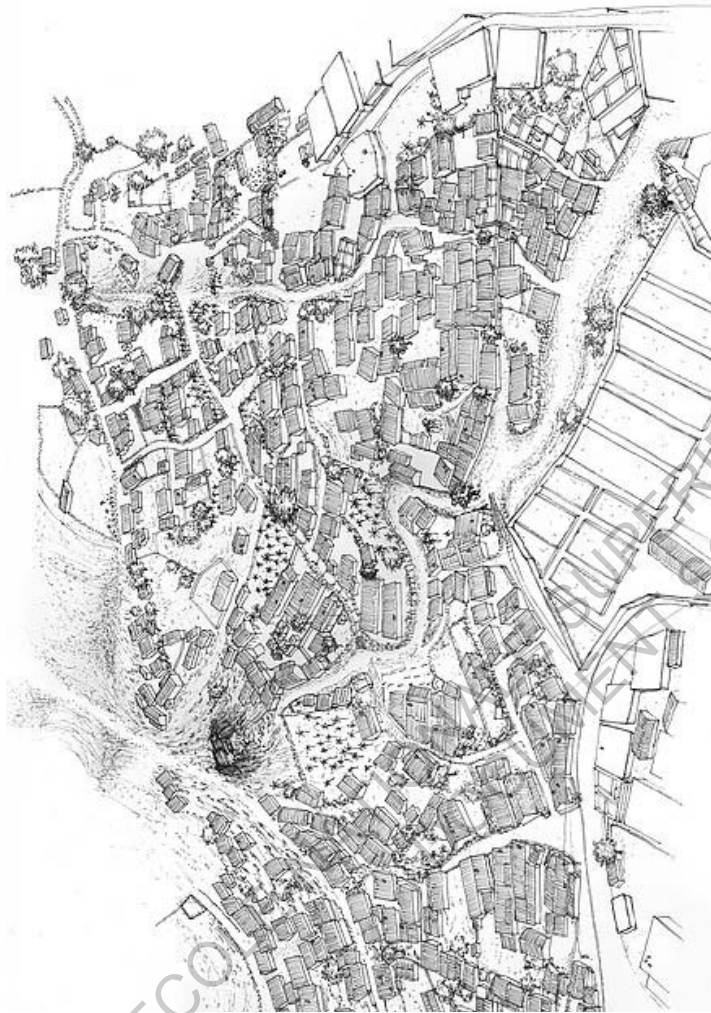
1 Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Mille plateaux*, Éditions de minuit, 1980.

2 Cf biographie en annexe.

3 Cf biographie en annexe.

► Collage réalisé par Sophie Ricard de la rue Delacroix, Boulogne-sur-Mer.





pêché l'aménagement traditionnel. L'objectif étant de diminuer le risque sismique et climatique pour les habitants – ouragans et cyclones traversent l'île fréquemment – un réseau de cheminements et de places en béton est créé. L'idée pour Cyrille Hanappe est d'augmenter les urbanités du quartier hétéroclite pour prouver que l'on peut améliorer l'habitat informel et en faire un morceau de ville. Ce réseau d'espaces publics est pensé pour offrir aux habitants les services dont ils sont privés, tels l'accès à l'eau potable ou la collecte des déchets. De petits abris disséminés dans le bidonville et pensés par les habitants leur permettront de s'y réunir et d'y organiser une vie publique, pour tenter de retrouver une forme de gouvernance propre au quartier¹.

Matière grise

Réparer, raccommoder, accommoder la ville, c'est enfin envisager la « matière grise » comme matière première, pour reprendre l'expression du collectif *Encore Heureux*². La cité se refait sans cesse sur elle-même, c'est un gisement à ciel-ouvert dont on ne peut plus externaliser les matières surannées. Les ressources premières venant à manquer, les « déchets urbains », qui ne cessent de s'accumuler, sont les ressources de demain. Réparer la ville passe donc nécessairement par le réemploi opportun de ses matières déchues, de ses objets vétustes, de ses rebus obsolètes, qui composent ensemble les précieux résidus du *Junkspace*. L'expression de Koolhaas³, que l'on traduirait littéralement par « espace

1 Sources : <https://www.airarchitectures.com> et Rencontres «Habiter la terre», 12 et 13 Octobre 2018, Gare au Théâtre.

2 *Encore heureux, Matière grise*, éditions du pavillon de l'Arsenal, 2014.

3 Rem Koolhaas, *Junkspace. Repenser radicalement l'espace urbain*, Payot, 2011

◀ Relevé du bidonville de Mahabourini réalisé en amont du projet, Mayotte.

déchet », décrit l'ensemble de ce qui reste une fois l'œuvre de la modernisation accomplie. L'architecte est un glaneur qui récolte ces matériaux délaissés pour leur donner une seconde vie.

Assemble¹, Collectif d'étudiants diplômés de Cambridge en architecture, en art ou en design fondé en 2010, a obtenu le prestigieux prix de la Tate Gallery en 2015 – le Turner Prize – pour son projet Granby Four Streets par lequel ils ont redonné vie à un quartier abandonné grâce au réemploi de ses ruines. Après les émeutes de 1981 à Liverpool, avec l'explosion du chômage, les magasins du quartier Granby ferment et les petites maisons victoriennes sont peu à peu abandonnées par leurs locataires et leurs propriétaires. Dans les années 1990, la ville les détruit par centaines pour construire de gigantesques barres de logement social, tellement mal conçues qu'elles seront détruites à peine dix ans plus tard. Quatre rues de maisons mitoyennes ont résisté à l'hérésie du béton armé grâce à quelques habitants qui ont refusé d'abandonner le quartier déserté. Après l'effondrement du dernier projet de la ville, ces habitants décident de se rassembler en association et de réfléchir à l'avenir des 200 maisons vides rescapées des démolitions. Ils commencent par peindre collectivement les façades des maisons de Cairn Street et par jardiner quelques avant-cours pour attirer l'attention de la mairie, qui accepte de leur transférer la propriété d'une dizaine de maisons vides destinées à être détruites. Ils font alors appel au Collectif Assemble pour réparer ces maisons grâce aux prêts de généreux donateurs. Deux maisons sont transformées en un jardin d'hiver commun aux habitants du quartier, et dix maisons décrépités sont réparées avec sobriété pour en faire des logements à loyer modéré. L'idée

¹ Cf biographie en annexe.

► Maquette d'une des maisons réparées de Cairn Street, Liverpool.





est de travailler avec l'existant pour faire le moins d'intervention possible ; si l'étage d'une maison est écroulé, ce sera une maison avec une belle hauteur sous plafond ! Un atelier est créé avec les habitants pour transformer les ruines en objets manufacturés ; les gravats sont transformés en marbre, des poignées de portes sont réparées, les luminaires sont remis à neuf, les pieds d'une chaise cassée deviennent les pieds d'une table basse. Les recettes de la vente de ces objets, faits par les habitants, permettent de financer de nouvelles réhabilitations. Le projet est récompensé par le Global Award for Sustainable Architecture en 2017.¹

1 Sources : a. Arc-en-rêve, *Constellation-s, habiter le monde*, ed. Actes Sud, 2017 b. <https://www.granby4streetsclt.co.uk> c. «Le turner prize attribué au collectif Assemble», Jean-Jacques Larrochelle, *Le Monde*, 8 Décembre 2015

◀ Objets réalisés avec les ruines des maisons du projet de Granby, Liverpool.

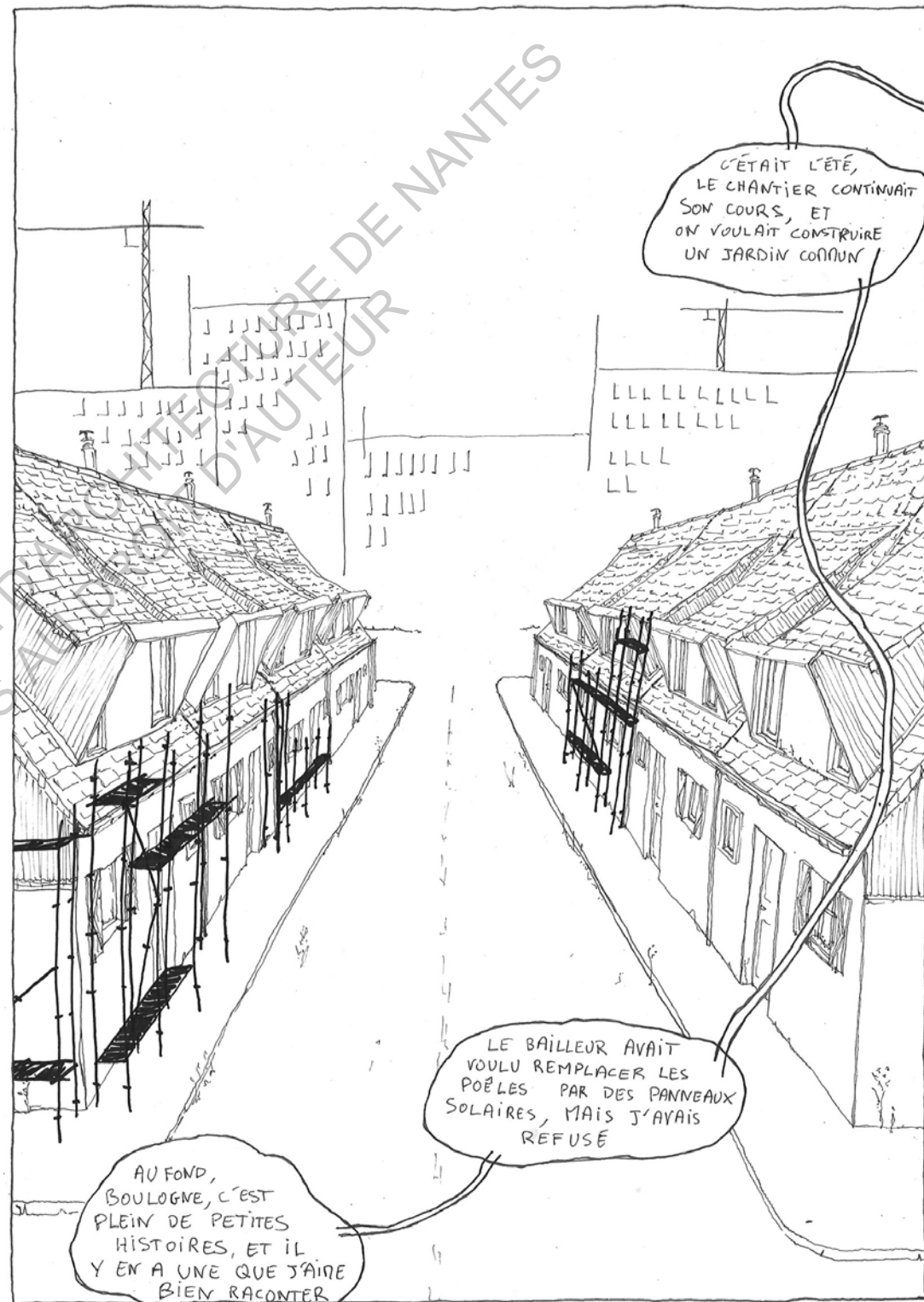
Boulogne-sur-Mer

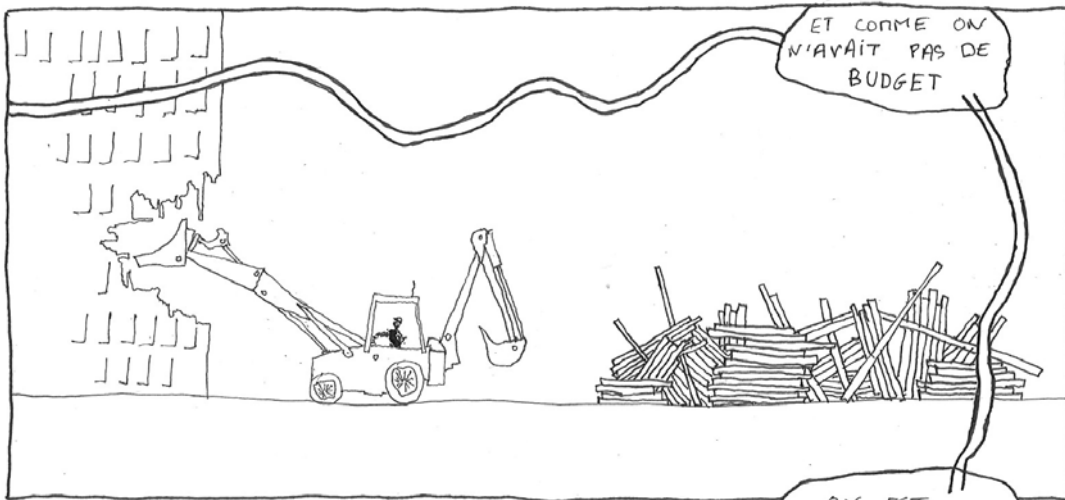
Les citations qui vont suivre sont tirées de l'entretien que j'ai pu avoir avec Sophie Ricard le Mercredi 5 Décembre 2018 au Palais Pasteur de Rennes et du chapitre du livre *Pas de toit sans toi* consacré au projet de Boulogne-sur-Mer rédigé par Sophie Ricard¹. N'ayant pu me rendre sur le site, j'ai regardé le documentaire *Construire ensemble : la rue Auguste Delacroix* réalisé par Jacques Kébadian qui relate les trois années du chantier². Les documents relatifs au projets, disponibles sur le site de l'agence Construire, m'ont permis d'avoir davantage d'informations quant à son coût³.

1 Sophie Ricard, «Construire à Boulogne-sur-Mer», dans Patrick Bouchain (dir.), *Pas de toit sans toi*, Actes Sud, 2016.

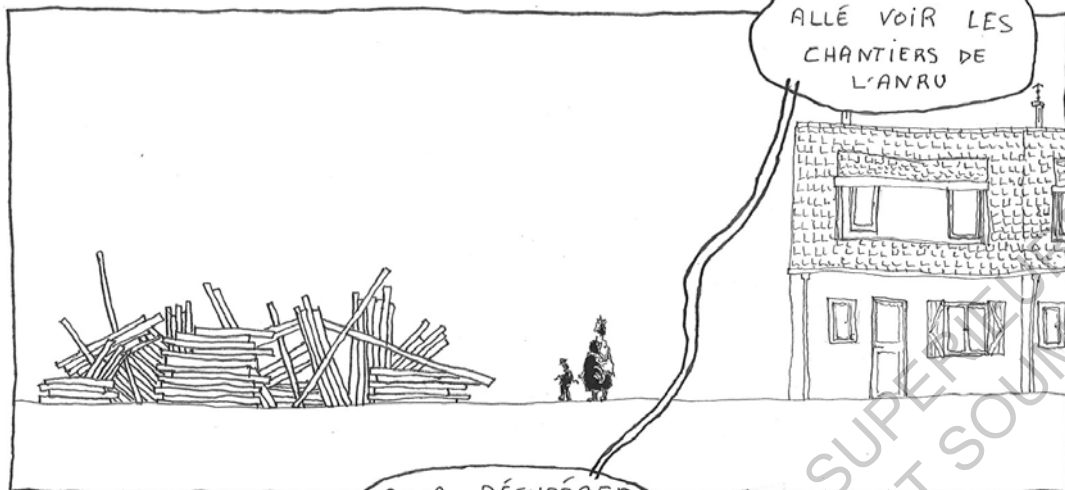
2 Jacques Kébadian, *Construire ensemble : la rue Auguste Delacroix*, 2014, 148 minutes.

3 <http://construire-architectes.over-blog.com>.

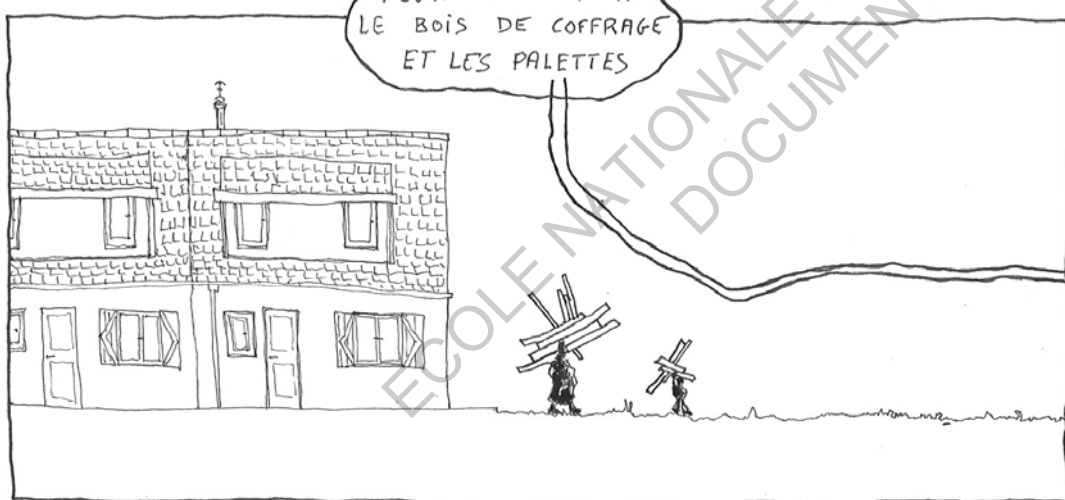




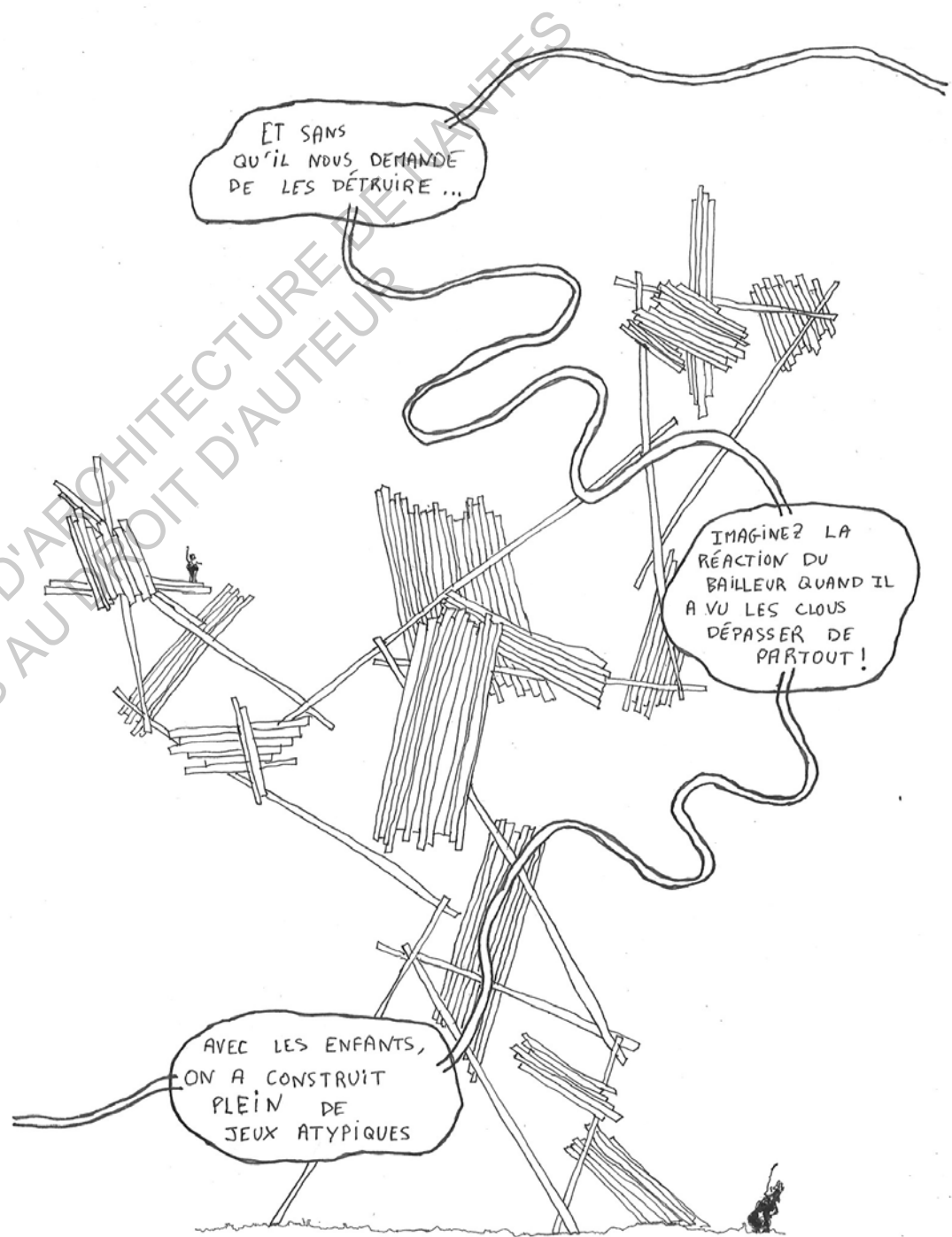
ET COMME ON
N'AVAIT PAS DE
BUDGET



ON EST
ALLÉ VOIR LES
CHANTIERS DE
L'ANRU



POUR RÉCUPÉRER
LE BOIS DE COFFRAGE
ET LES PALETTES



ET SANS
QU'IL NOUS DEMANDE
DE LES DÉTRUIRE ...

IMAGINEZ LA
RÉACTION DU
BAILLEUR QUAND IL
A VU LES CLOUS
DÉPASSER DE
PARTOUT!

AVEC LES ENFANTS,
ON A CONSTRUIT
PLEIN DE
JEUX ATYPIQUES

ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE LAVAL
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



Agence Construire : construire ensemble le grand ensemble

« Quand Patrick Bouchain et Loïc Julienne m'ont demandé si je connaissais un jeune architecte pour mener à bien un projet de réhabilitation de soixante petites maisons, [...] je me suis portée volontaire »

Sophie Ricard, *Pas de toit sans toi*, p.37

L'agence Construire, dont font partie Loïc Julienne et Patrick Bouchain, acquiert une certaine expérience de la participation des habitants à l'aménagement du logement social, suite au laboratoire « Construire ensemble le grand ensemble », comprenant plusieurs projets expérimentaux menés en France. Lorsque l'agence gagne l'appel d'offre du projet de réhabilitation des soixante logements sociaux de la rue Auguste Delacroix à Boulogne-sur-Mer, ils engagent et financent, par le biais d'un Contrat à Durée Déterminée de Mission, une jeune architecte à la recherche d'un stage pour sa HMONP¹. Sophie Ricard est chargée d'habiter sur le lieu durant trois ans pour faire émerger le programme avec les habitants, puis suivre le chantier.

Le site : soixante maisons de logement social

« Comment concevoir un plan général de rénovation quand les situations sont aussi diverses ? Il faut tenir compte des particularités de chaque habitant. »

Sophie Ricard, *Pas de toit sans toi*, p.44.

C'est une rue de soixante maisons à loyer très modeste construites en 1972 qui abritent aujourd'hui 250 personnes vivant sous le

1 Habilitation de Maîtrise d'Œuvre en son Nom Propre

seuil de pauvreté. En 2003, le quartier du Chemin-Vert à Boulogne-sur-Mer, dont fait partie la rue Auguste Delacroix, est un des premiers à entrer dans le cadre de l'Agence Nationale pour le Renouvellement Urbain (ANRU), un dispositif créé par la loi Borloo dont la vocation est de transformer en profondeur les quartiers du logement social.

Lorsque l'architecte missionné par l'ANRU visite la rue Delacroix, il préconise de raser les soixante maisons insalubres, n'étant pas entretenues par le bailleur depuis plus de trente ans. Quinze barres de logements sociaux viennent déjà d'être détruites par l'ANRU et Frédéric Cuvillier, le maire de Boulogne-sur-Mer et président de l'office HLM, refuse d'en détruire davantage, n'ayant pas les moyens de reconstruire autant de logements qu'il en détruit. Il décide donc de sortir la rue Auguste Delacroix du programme de l'ANRU et de financer sa réhabilitation sur fonds propres.

Lorsque Sophie Ricard se rend sur le site, elle se rend compte de la complexité des liens qui unissent les habitants du quartier. Cinq familles se sont progressivement installées sur le quartier, certains étant voisins de leur oncle ou de leurs frères et sœurs. D'autres sont d'anciens marins à la retraite dont les enfants reviennent tous les week-end. D'autres sont des gens du voyage sédentarisés qui travaillent dans la rue avec des voisins – réparation de voiture, vidanges, etc. La traditionnelle démolition-reconstruction aurait anéanti tous ces liens existants entre les habitants qui auraient, dans le meilleur des cas, été relogés par l'office HLM dans des logements dispersés.

► Localisation de la rue Auguste Delacroix, Boulogne-sur-Mer, 1:100 000.





L'ambition : le chantier ouvert

« L'idée c'était de faire au cas par cas, au plus proche des envies et des besoins des gens et de travailler sur l'appropriation, la valeur d'usage du logement social qui peut être redonnée au locataire et surtout de se dire que l'appropriation est une source de responsabilisation »

Extrait de l'entretien avec Sophie Ricard

L'idée du projet était de réparer le logement social en utilisant l'argent de sa destruction. Considérant la complexité de la situation et pour être au plus juste des envies et des besoins des habitants, Sophie Ricard devait installer une relation de confiance en devenant une habitante du quartier. L'objectif était de penser l'amélioration de l'habitat de chacun en fonction de son propre mode de vie, et que cette amélioration du cadre de vie bénéficie in fine également au prochain locataire. Trop souvent, le locataire doit rendre son logement en blanc, sans aucune trace de vie, ce qui ne lui permet pas de s'investir dans l'amélioration de son logement.

L'autre objectif était de faire un chantier ouvert durant lequel chacun avait un pouvoir décisionnel, que ce soit l'habitant, le bailleur, l'architecte, l'artiste ou le politique et de considérer ce temps non pas comme un « mal nécessaire » mais comme un grand moment de vie commune et d'échanges de savoir-faire. Aussi, le chantier a permis d'embaucher des habitants non qualifiés en insertion professionnelle, des artistes ont été invités pour organiser des ateliers et des échanges culturels et les rebuts des chantiers de l'ANRU ont été utilisés pour faire des workshops avec les habitants.

◀ Les soixante maisons de la rue Auguste Delacroix, Nantes, 1: 5 000.

La méthode : la permanence architecturale

« Pour une situation très complexe comme Boulogne, si on n'habite pas, si on ne prouve pas que nous aussi on est capable de faire notre pas de côté et de comprendre les besoins, pour ajuster l'action, on n'y arrive pas. »

Extrait de l'entretien avec Sophie Ricard

La réparation des maisons au cas par cas a été rendue possible grâce à ce que Sophie Ricard nomme la « permanence architecturale ». L'idée est de considérer que l'architecte ne doit plus regarder la ville du haut de sa tour d'ivoire et penser l'évolution d'un territoire sans jamais y avoir vécu, mais au contraire expérimenter une nouvelle manière de faire de l'architecture en habitant sur les lieux ou en y installant son bureau avant même d'avoir dessiné quoi que ce soit.

Sophie Ricard habite donc au numéro 5 de la rue Auguste Delacroix dès 2009 avec son compagnon, la maison étant abandonnée. Elle commence par l'aménagement de son propre jardin en y créant une serre avec les déchets des chantiers de l'ANRU, ce qui attire la curiosité des enfants du quartier qui commencent alors à venir participer à des ateliers de jardinage, quand ils le peuvent, dans le « jardin de Sophie ».

Dans un second temps, après la première réunion publique qui a eu lieu dans la maison rénovée de Sophie Ricard, le chantier des soixante maisons commence par l'étanchéité et l'isolation de chaque maison pour assurer l'essentiel le plus rapidement possible. Si l'appel d'offre s'est révélé infructueux durant plus d'une année, les entreprises ayant peur de se faire voler du matériel en le laissant

sur place, les premiers maçons arrivent seulement au bout d'un an, en juillet 2011, et livrent les matériaux aux habitants mêmes, pour les placer sous leur surveillance.

Une fois la mise « hors d'eau hors d'air » assurée, le chantier s'est concentré sur la réhabilitation intérieure des maisons. Les maisons étant appropriées de manière différente et n'ayant pas toutes atteint le même stade d'insalubrité, Sophie Ricard imagine soixante projets différents, pensés avec les habitants, pour améliorer les moindres détails de leur vie quotidienne dans le budget imparti. C'est donc soixante petits appels d'offres différents qui sont lancés, ce qui permet de ne pas passer par les majors du BTP. Dans certaines des maisons, les habitants voulaient faire eux-mêmes les travaux, ayant des compétences en maçonnerie.

L'économie : réparer avec l'argent de la destruction

« La permanence de trois ans a permis de faire avec rien du tout en termes de budget, [...] on a fait avec le prix de la démolition dans une opération démolition reconstruction, pour 38000 euros par maison. »

Extrait de l'entretien avec Sophie Ricard

Le chantier est financé sur fonds propres par l'office d'HLM de Boulogne-sur-Mer. C'est donc 2 300 000 euros qui sont mis à disposition de Sophie Ricard pour réparer les soixante maisons insalubres, ce qui fait 400 euros du m², le coût de la destruction, pour payer les entreprises, la maîtrise d'œuvre et les matériaux. Si cela revient en théorie à 38 000 euros par maison, Sophie Ricard a décidé que le montant des travaux n'allait pas être le même pour toutes les maisons, étant donné que certaines étaient en bien pire

état que d'autres. Les honoraires pour payer la maîtrise d'œuvre se sont élevés à 10% du montant des travaux et la permanence architecturale de Sophie Ricard a été négociée avec l'Office d'HLM à 1% des travaux. La réhabilitation des logements a été en partie permise par l'augmentation progressive des loyers, que Sophie Ricard et les habitants ont réussi à conditionner aux revenus des locataires, ce qui n'avait pas été prévu au départ.

Les limites : généraliser la permanence architecturale

Pour ce projet expérimental qui va certainement en inspirer d'autres, le rôle du politique a été fondamental. C'est avant tout grâce à la volonté du maire Frédéric Cuvillier de ne pas détruire ces logements, que cette expérience collective a été permise. Sophie Ricard précise que le projet a fonctionné du fait qu'ils étaient trois à travailler sur les différentes échelles d'un projet urbain. Alors qu'elle-même était en charge de faire émerger des programmes et des appels d'offre en discutant avec les habitants, Patrick Bouchain a installé un dialogue permanent avec le maire de Boulogne-sur-Mer et Sébastien Eymard gérait les relations avec l'office HLM.

On peut se demander si une telle expérience peut être reproductible à une échelle plus grande que ces soixante logements individuels. Effectivement, on ne peut pas imaginer que l'architecte puisse aller habiter sur chaque lieu où est projetée une réhabilitation, car si le nombre de logements était trop important, l'approche finirait par être nécessairement standardisée et anonyme. Ce qui pourrait être généralisé, c'est peut-être l'idée que l'on peut installer un véritable « lieu du projet », un bureau, un lieu d'accueil, une maison, un endroit qui permette une perma-

nence architecturale au sein d'un territoire, avant même d'avoir l'idée d'une programmation précise. C'est en effet un des moyens qui a permis à l'agence Construire, dans plusieurs de ses projets, d'être au plus juste des attentes des premiers concernés par l'architecture : les Habitants.

Enfin, on sait que Sophie Ricard n'a pas obtenu son Habilitation à Maîtrise d'Œuvre suite à ce projet, l'Ordre des Architectes estimant que ce qu'elle avait fait au cours de son stage n'était pas de l'Architecture. Ce n'est donc pas chose facile de généraliser une telle pratique au sein d'une corporation qui a parfois tendance à clore et à normaliser son exercice.

Réunir

Communs

Réunir autour de biens communs. Réunir pour tenter de créer du commun là où il n'y en a plus. L'idée propre à Illich¹ de recouvrer des communaux dans nos sociétés urbanisées, ces terres rurales qui n'appartenaient à personne mais dont l'usage était réservé aux villageois pour l'intérêt de la communauté, va de pair avec le geste de réunir. Ces biens communs ont disparu avec le phénomène d'*enclosure*, propre à la révolution industrielle, lorsque de riches propriétaires ont racheté ces terres pour les barricader de clôtures. La seule alternative à la propriété privée est aujourd'hui la propriété de l'État, qui est devenue la seule entité souveraine à opposer aux intérêts individuels. Certains architectes, urbanistes et penseurs de la ville affirment qu'une gouvernance partagée de biens communs est essentielle pour nos démocraties, que retrouver des espaces communs dans la cité, qui ne sont ni des espaces publics, ni des espaces privés, est essentiel pour expérimenter d'autres manières de faire la ville et de faire société.

L'Hôtel Pasteur de Rennes est un modèle d'espace commun, disponible à tous, pour réunir la société civile. Comme nous allons le voir, le projet débute en 2012 lorsque Patrick Bouchain cherche un lieu pour expérimenter une aventure inédite : l'Université

1 Cf biographie en annexe.

Foraine, qui est ce que l'on pourrait appeler une méthode d'activation de sites urbains et ruraux. Le maire de la ville lui présente un lieu en plein centre-ville dont il ne sait plus quoi faire : le Palais Pasteur. L'idée de Patrick Bouchain est d'offrir ce lieu, tel qu'il est, à tous ceux qui expriment l'envie de «faire». Des projets qui n'auraient pu se faire nulle part ailleurs, prennent alors forme et se diffusent dans la ville de Rennes depuis l'Hôtel Pasteur. En 2018, le projet de l'Hôtel Pasteur comme bien commun est exposé au pavillon français de la Biennale de Venise dont le thème est «lieux infinis».

Chantier ouvert

Réunir et faire de l'architecture un chantier ouvert. L'action de construire et de penser la ville ne peut plus être réservée à une élite ou à une profession isolée bénéficiant des privilèges d'un corps institué. Le projet urbain peut être déposé dans le carré de l'en-commun. On ne peut plus penser pouvoir créer des architectures qui répondent aux besoins des habitants et des usagers, en limitant leur participation à un simple acquiescement d'un projet déjà pensé. Patrick Bouchain parle de faire une « œuvre ouverte » pour désigner l'importance de livrer des architectures non-finies, de penser le chantier comme un moment intense où peuvent se réunir tous les corps constituant la ville : l' élu, le citoyen, l'association, l'artisan¹.

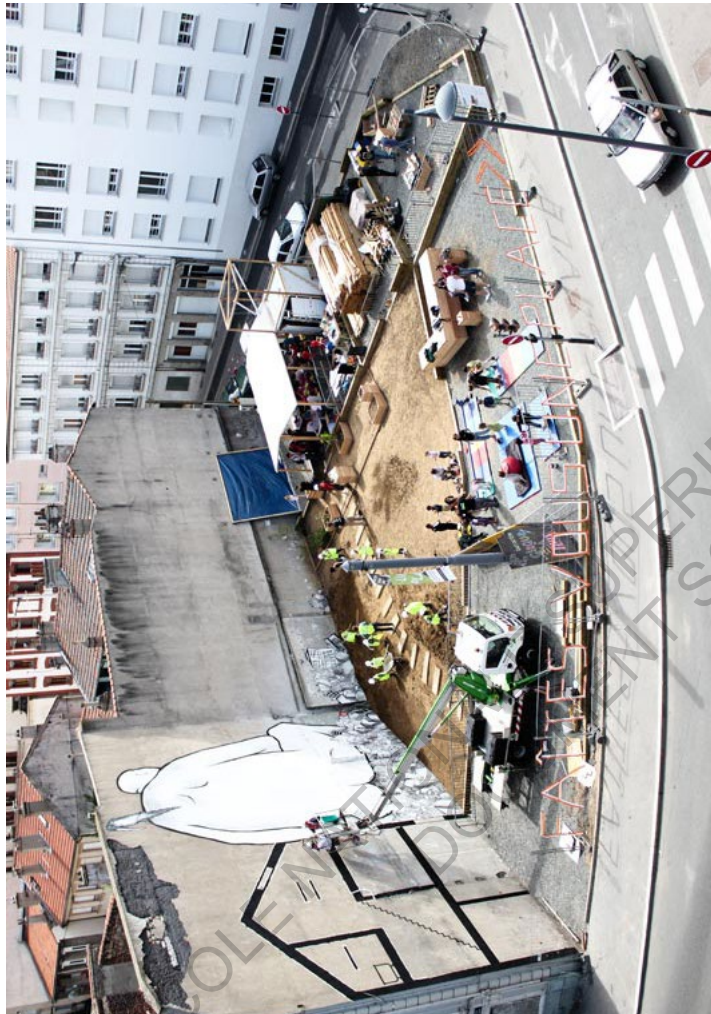
Le Collectif Etc² intervient en 2011 sur une friche du centre-ville de Saint-Étienne appartenant à l'Établissement Public d'Aména-

1 Patrick Bouchain, *Construire autrement : comment faire ?*, Actes Sud, 2006.

2 Cf biographie en annexe.

► L'Hôtel Pasteur en travaux, Rennes.





gement. Projetant d'y construire des logements et des bureaux, la ville décide d'ouvrir la friche à l'appropriation des habitants, pour impliquer les voisins avant le début des travaux prévus trois ans plus tard. Le Collectif Etc, pour leur proposition qu'ils nomment « Place au changement ! », décident d'organiser trois ateliers ouverts à tous pour aménager la parcelle en friche qui se situe au croisement de la rue Ferdinand et de la rue Cugnot. Durant quatre semaines, un atelier de menuiserie est donc mis en place pour créer du mobilier urbain, un atelier de jardinage permet d'y faire germer les boutures du quartier et un atelier d'illustration incite les enfants à s'approprier le pignon du bâtiment qui domine la friche. D'autres événements gratuits, organisés par les associations et le centre socio-culturel du quartier, animent la place durant ce workshop pour inviter des publics différents sur le chantier : cirque, tournois de boule, cours de danse, concerts et projections de films. En 2013, avant la biennale de Design de Saint-Étienne, le collectif Etc est rappelé par la ville pour intervenir de nouveau sur la friche, l'appropriation par les habitants s'étant essoufflée. Cinq collectifs sont invités pour repenser la place avec les habitants par le biais de différents événements. Une fresque est peinte sur le grand mur aveugle par les artistes Ella & Pittir : un géant contemplant la ville. En 2016, la mairie, n'ayant toujours pas trouvé d'acheteurs pour pouvoir financer la construction d'un bâtiment, demande de remplacer le géant par un arbitre de football pour accueillir les spectateurs de l'Euro arrivant de la gare ...¹

¹ Sources : Coll., *Alterarchitectures manifesto*, Infolio, 2012 et <http://www.collectifetc.com/realisation/place-au-changement-chantier-ouvert>
 ◀ «Place au changement !» du Collectif Etc, Saint-Étienne

Émancipation

Réunir, enfin, pour permettre à l'individu de s'émanciper. Réunir la société civile autour de questions urbaines, pour décider de l'avenir d'un morceau de ville, c'est reconnaître la possibilité de son émancipation. La véritable participation ne peut se faire qu'avec le partage du pouvoir décisionnel car, après tout, l'habitant est l'expert de son propre logement, de son immeuble et de son quartier. Cela invite à repenser complètement la fabrique de la ville, pour favoriser et faire émerger les initiatives venant d'en bas qui préexistent déjà dans nos villes habitées. Participer n'est pas une injonction qui viendrait des institutions pour faire valoir des programmes décidés en amont, mais un rapport de force, qui doit s'instituer entre les usagers et les institutions.

Le projet autogéré « Esta es una Plaza » du quartier de Lavapiés à Madrid, présenté dans le livre *Alterarchitectures Manifesto* est à ce titre exemplaire. En 2008, la ville de Madrid finance la création de laboratoires citoyens pour explorer de nouvelles manières de faire la ville. Un de ces laboratoires prend place, le temps d'un workshop d'une semaine, dans l'un des délaissés urbains du quartier de Lavapiés. L'objectif du workshop est de transformer une friche fermée depuis 30 ans en un espace public ouvert aux voisins. Après avoir démontré le potentiel de cette friche par le biais de différents événements organisés par les habitants, le Conseil de la Ville décide de fermer le lieu et de détruire tout ce qui a pu y être construit durant le workshop. Après un an de lutte et de protestation, l'association habitante « Esta es una plaza » obtient le droit d'agir sur cette place vide, grâce à une Convention d'Occupation Temporaire de quatre ans, renouvelée en 2018. Cette friche autogérée est devenue un jardin de tiers-paysage, sur

lequel ont lieu de nombreux événements culturels traitant de la transition écologique. Elle comprend une galerie d'art ouverte à tous et gratuite, un marché pour y échanger des biens et des services grâce au troc et à l'existence d'une monnaie-temps, ainsi qu'un espace couvert permettant l'organisation de débats et la présentation de pièces de théâtres.¹

1 Sources : Coll., *Alterarchitectures manifesto*, Infolio, 2012 et <http://estaesunaplaza.blogspot.com>

L'Hôtel Pasteur

Les citations qui vont suivre sont extraites de l'entretien que j'ai pu faire avec Sophie Ricard le 5 décembre 2018 dans une des salles du Palais Pasteur en chantier. Nous étions plusieurs à mener cet entretien, Sophie Ricard ayant décidé de réunir en une matinée toutes les demandes d'entretien qui lui avaient été faites. Au terme de cet entretien, Sophie Ricard m'a transmis les documents précisant notamment les modalités de gouvernance et l'économie de l'Hôtel Pasteur, présentés à Venise pour la biennale de 2018 et disponibles en lignes sur le site de l'Hôtel Pasteur¹. Le rapport fait en 2015 par l'association Notre Atelier Commun, lors de l'Université Foraine, m'a également donné des informations supplémentaires². Le documentaire *L'étrange histoire d'une expérience urbaine*, réalisé par Julien Donada en 2016, ainsi que la discussion que j'ai pu avoir avec d'anciens usagers du lieu³, m'ont également permis d'avoir un aperçu de ce qu'était l'Hôtel Pasteur avant le début des travaux.

1 <http://www.hotelpasteur.fr>

2 Rapport disponible sur le site de l'Université Foraine : <http://www.universiteforaine.fr/#rennes>

3 Hugo Le Fevre, étudiant à l'école des Beaux-Arts de Rennes, Willy Velay et Marcos Stambolé, alors étudiants à l'école d'architecture de Rennes



DES PANNEAUX PRÉSENTENT LE PROJET

MAIS LE CHANTIER EST FERMÉ

TROIS LIEUX EN VN

- L'ÉCOLE MATERNELLE 1600m², 250 ENFANTS AU RDC
- L'HÔTEL À PROJETS 2450 m² OUVERT À TOUS
- L'ÉDULAB 300 m²

UN CHANTIER OUVERT

- LA TRANSFORMATION DE L'HÔTEL PASTEUR A ÉTÉ PENSÉE COMME UN CHANTIER-ÉCOLE PAR L'AGENCE ENCORE HEUREUX
- LE CHANTIER A ÉTÉ EXPOSÉ À LA BIENNALE DE VENISE

L'HÔTEL PASTEUR

- 1896 = BÂTIMENT DE J-B MARTENOT
- 1920 = LA FAC DE SCIENCE QUITTE L'HÔTEL
- 2006 = L'HÔTEL EST ABANDONNÉ
- 2013 = P. BOUCHAIN Y CRÉE L'UNIVERSITÉ FORAINE



VOUS PENSEZ QUE JE PEUX RENTRER? J'AI VU QUE C'ÉTAIT UN CHANTIER OUVERT

AH NON, ON N'OUVRE PAS À TOUT LE RONDE, IMAGINEZ, ET PUIS SOPHIE EST EN RÉUNION

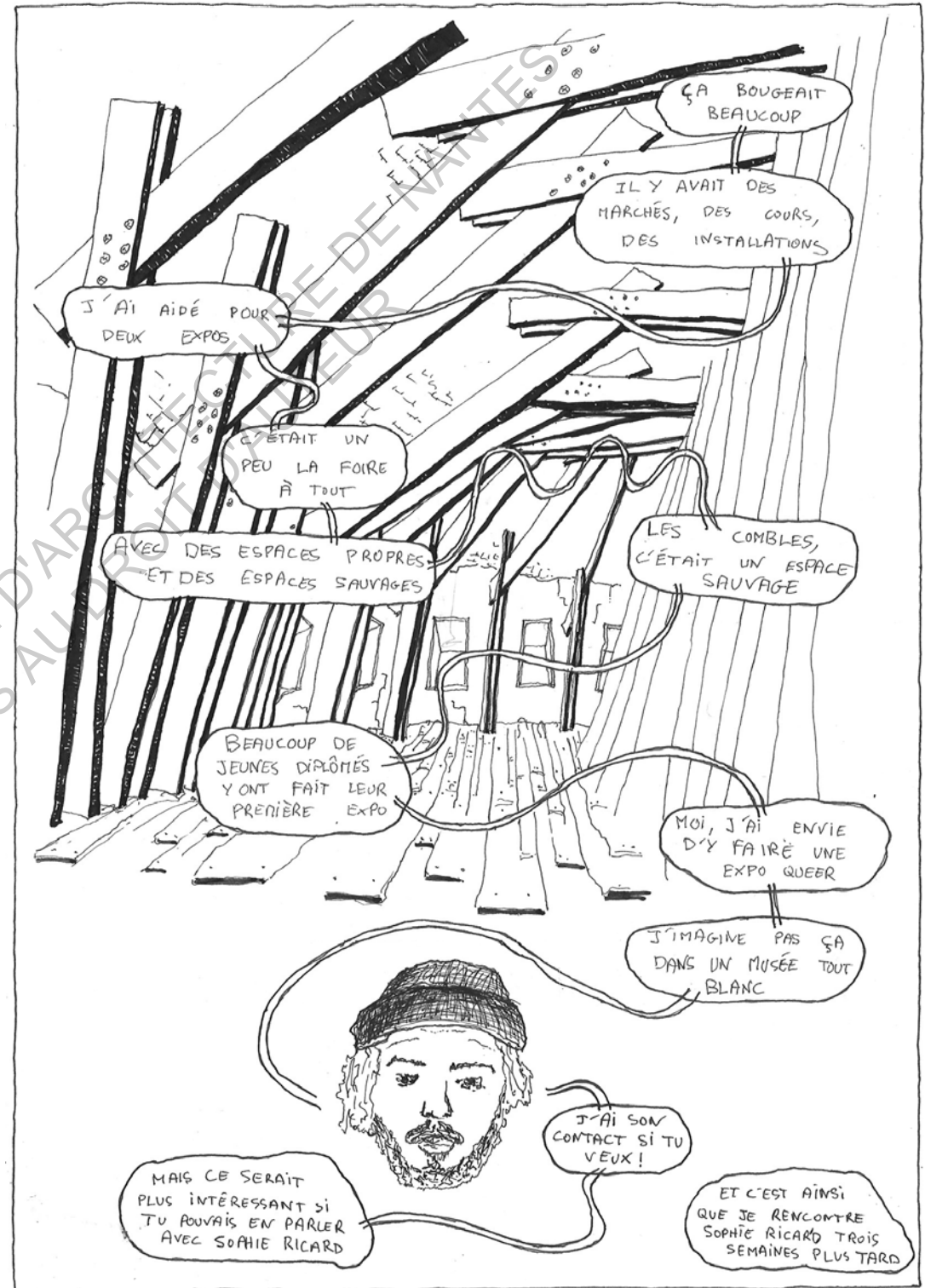
ALORS COMME ÇA HUGO, TU CONNAIS L'HÔTEL PASTEUR?

OUI

ON Y ALLAIT SOUVENT AVEC LES BEAUX-ARTS

J'AI PAS PU RENTRER CE MATIN, TU PEUX ME RACONTER?

OUI BIEN SÛR



ÇA BOUGEAIT BEAUCOUP

IL Y AVAIT DES MARCHÉS, DES COURS, DES INSTALLATIONS

J'AI AIDÉ POUR DEUX EXPOS

C'ÉTAIT UN PEU LA FOIRE À TOUT

AVEC DES ESPACES PROPRES ET DES ESPACES SAUVAGES

LES COMBLES, C'ÉTAIT UN ESPACE SAUVAGE

BEAUCOUP DE JEUNES DIPLÔMÉS Y ONT FAIT LEUR PREMIÈRE EXPO

MOI, J'AI ENVIE D'Y FAIRE UNE EXPO QUEER

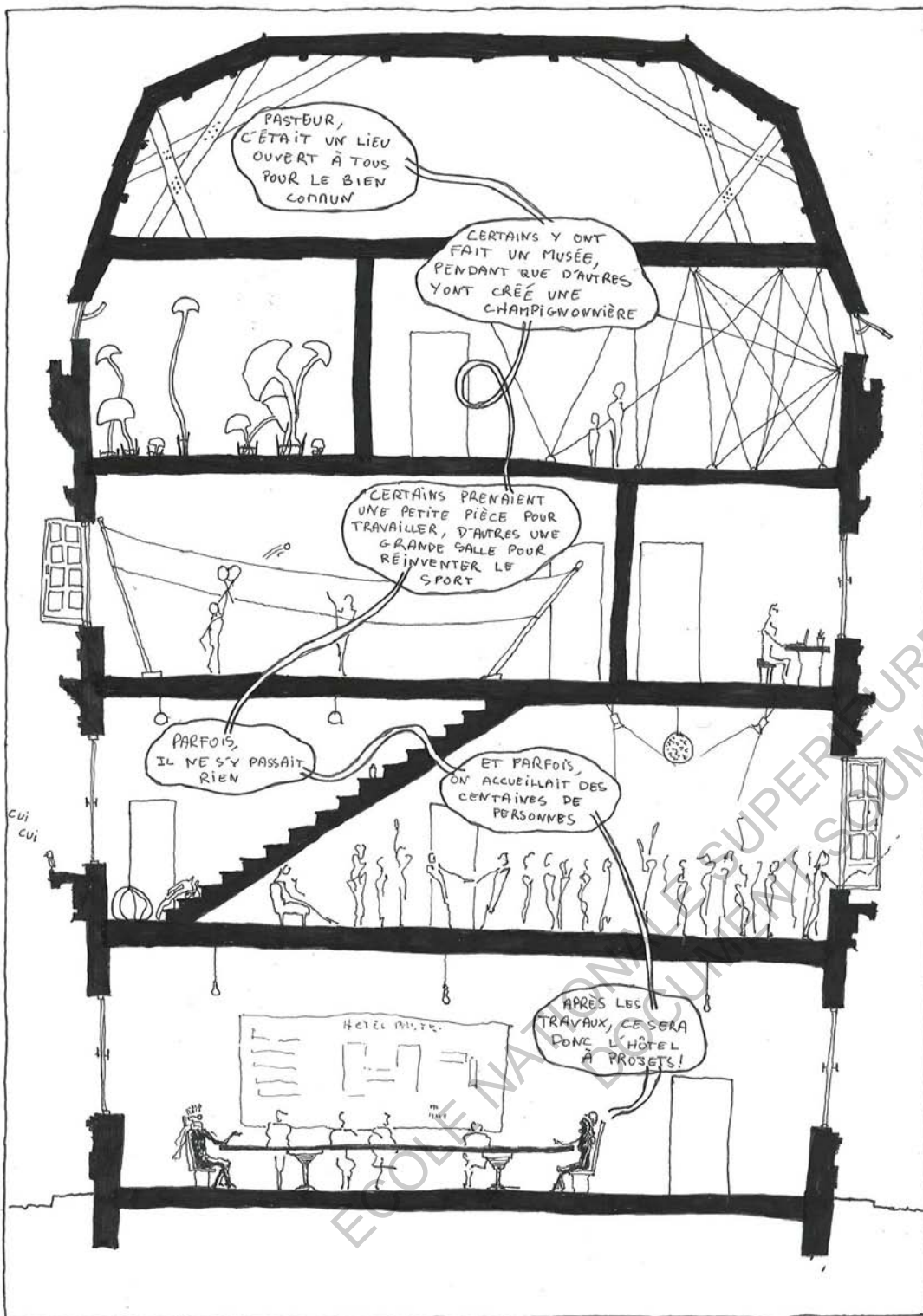
J'IMAGINE PAS ÇA DANS UN MUSÉE TOUT BLANC



J'AI SON CONTACT SI TU VEUX!

MAIS CE SERAIT PLUS INTÉRESSANT SI TU POUVAIS EN PARLER AVEC SOPHIE RICARD

ET C'EST AINSI QUE JE RENCONTRE SOPHIE RICARD TROIS SEMAINES PLUS TARD



Sophie Ricard : une Architecte-Concierge

« Je crois que [les élus] ont compris le principe de la permanence architecturale. Au bout d'un moment ils se sont dit : 'quand même, l'architecte elle ouvre le site, elle est concierge, elle passe le balai, c'est pas mal' ! »

Sophie Ricard, suite à sa première expérience de trois ans à Boulogne-sur-Mer, se définit parfois comme Architecte-Concierge. C'est, comme nous l'avons vu, en habitant sur les lieux du projet de réhabilitation qu'elle découvre l'intérêt de ce qu'elle appelle la « permanence architecturale », une méthode de projet par laquelle l'architecte habite les lieux ou y installe son bureau, avant même d'avoir dessiné de projet.

Habiter les lieux permet à l'architecte de rencontrer les différents acteurs et usagers du projet, d'installer une relation de confiance pour favoriser les échanges avec les habitants. Selon elle, la tâche de l'architecte serait plutôt d'accompagner les besoins et les envies des usagers d'un site et de coordonner les intérêts de chacun pour en faire une œuvre collective.

Lorsqu'elle arrive au Palais Pasteur en 2012, à défaut de pouvoir habiter dans le bâtiment abandonné, elle y installe son bureau. Aujourd'hui, alors que le lieu est en chantier, la permanence architecturale est toujours assurée par Guillaume Jouin-Trémeur, architecte salarié de l'agence Encore Heureux, par Sophie Ricard, missionnée pour la maîtrise d'ouvrage et par Lise Buisson, venant d'être diplômée en géographie. Ils travaillent quotidiennement dans une des salles de Pasteur et restent disponibles pour accueillir du public et organiser différents événements.

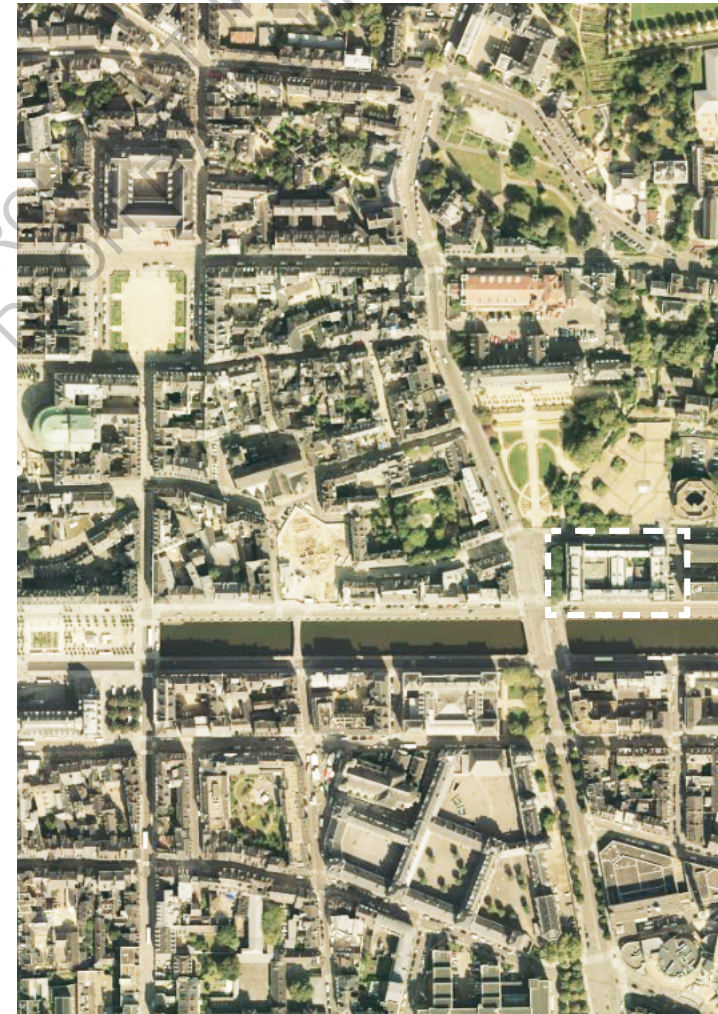
Le site : une situation bloquée

« En 2006, le maire se retrouve dans une situation bloquée, avec le patrimoine public qu'est l'ancienne faculté des sciences. [...] Il était question de faire un hôtel quatre étoiles il y a plus de dix ans. L'investisseur est venu, a visité et s'est dit 'j'ai tellement de travaux que je mettrais trop de temps à m'y retrouver sur investissement, ça se compte en nombre d'années là.' [...] Donc le maire n'arrivait pas à vendre à un privé, et il n'avait pas non plus les moyens pour le réhabiliter et en faire un musée. »

À l'origine, Patrick Bouchain était à la recherche d'un site pour accueillir son projet expérimental nommé l'Université Foraine, un dispositif qui réunit habitants, architectes, élus, urbanistes pour activer les lieux vacants d'une ville et de sa périphérie. En 2011, il demande à quelques maires s'ils sont intéressés à soutenir ce projet dans leur ville, et Daniel Delaveau, le maire PS de Rennes, accepte de tenter l'expérience.

Parmi les huit sites présentés par le maire, le Palais Pasteur, bâtiment néoclassique de 3600 m² situé en plein centre-ville de Rennes, avait accueilli la faculté de sciences avant d'être abandonné en 2006. Les investisseurs privés ne sont pas intéressés par le rachat du bien – la réhabilitation et la remise aux normes coûteraient trop cher ou seraient bien trop longues – et la ville ne dispose alors pas de moyens suffisants pour en faire un traditionnel équipement culturel aux normes, un musée ou un équipement public. Les étages du bâtiment sont vides, son rez-de-chaussée est occupé par un centre de soins dentaires.

► Le Palais Pasteur en plein centre-ville, Rennes, 1: 5 000.



L'ambition : faire du non-programme le programme

« L'idée était de travailler sur le non-programme. On fait confiance aux citoyens qui portent des initiatives, ceux qui ne sont pas révélés car ils ne rentrent pas dans les clous de l'institution, et on révèle ces gens invisibles. »

À l'inverse de l'urbanisme temporaire, qui permet à des associations ou à des individus d'occuper un lieu avant le début d'un chantier déjà programmé par les institutions – les Grands Voisins à Paris, Transfert à Nantes –, l'intérêt de ce projet est que la ville n'avait aucun programme prédéfini pour le lieu. Sophie Ricard explique que le programme du projet qu'elle propose pour le Palais Pasteur, qu'elle appelle désormais l'Hôtel Pasteur, était justement le non-programme, préfigurant ainsi ce qui pourrait advenir du lieu avant de lancer une éventuelle commande publique ou privée et d'en révéler tous les possibles.

En ouvrant gratuitement le lieu à tous ceux qui souhaitent l'occuper durant un temps donné, associations, étudiants, habitants, collectifs, visiteurs, des programmes se révèlent petit-à-petit et Sophie Ricard se rend compte que ce qui fait l'intérêt et la force du projet, c'est justement de permettre à n'importe quel projet d'y voir le jour et de participer au bien commun. Depuis le début de son occupation en 2013, les différents espaces de cet «Hôtel Pasteur», malgré leur non-conformité, se sont ainsi transformés en salle de danse, en terrain de tennis, en salle de concert, en atelier premiers secours, en salle de réunion, en bureau, en ressourcerie, en Fablab, en cuisine collective, en décor de film, en musée, en salle de thérapie communautaire, en amphithéâtre, en scène de théâtre et même en champignonnière.

La méthode : du rapport de confiance au rapport de force

« Daniel Delaveau, notre ancien maire, connaissait bien Patrick Bouchain car il avait déjà travaillé avec lui pour la reconversion de la ferme du Haut-Bois sur son ancienne commune. Ils se connaissaient, ils avaient confiance l'un en l'autre. [...] Tout ça, ça dépend évidemment des rapports humains et des prises de risques de la part du commanditaire, pour le coup l'élu. »

Dans un premier temps, l'émergence d'un lieu commun tel que l'Hôtel Pasteur aurait sans doute été impossible sans le rapport de confiance qui existe entre le maire de la ville, Daniel Delaveau, et Patrick Bouchain. Ce rapport de confiance permet à l'Université Foraine de prendre forme dans la ville de Rennes en 2012, sur les lieux du Palais Pasteur. Le bâtiment n'étant pas conforme aux normes d'un établissement recevant du public, la prise de risque de la part du maire, propriétaire du site, est considérable, et Sophie Ricard précise l'importance de dialoguer et de négocier avec les bureaux de contrôle et les pompiers de la ville qui ont compris l'intérêt d'un tel projet.

En 2012, avant d'avoir les clefs de Pasteur, Sophie Ricard mène une étude de terrain pour repérer quelles peuvent être les forces vives d'un tel projet, pour révéler l'employée d'Agrocampus qui utilise son temps libre afin de travailler sur de nouvelles formes d'agriculture biologique, pour dénicher le médecin qui est persuadé que l'on peut soigner autrement certaines maladies mentales, ou encore le professeur de sport qui veut rendre accessible la pratique du sport aux personnes les plus précarisées ... Des rencontres publiques tenues régulièrement sur différents thèmes et sur différents lieux de la ville de Rennes, lui permettent ainsi

d'organiser la cartographie, le réseau, des personnes intéressées par la philosophie de l'Université Foraine.

En septembre 2013, Sophie Ricard, par le biais de l'association Notre Atelier Commun, signe la Convention d'occupation temporaire, ce qui lui donne juridiquement le droit d'occuper le Palais Pasteur durant deux années. L'association obtient une subvention publique de 80 000 euros par an pour financer la gestion et les charges du bâtiment.

En décembre 2014, le maire de la ville prolonge la Convention de deux ans, avant les élections municipales, pour laisser davantage de temps au projet de faire ses preuves malgré l'opposition farouche de ses adversaires politiques. Au bout de quatre ans d'occupation, la nouvelle maire PS, Nathalie Appéré, ne renouvelle pas la convention et décide de fermer les lieux, ayant pour projet de le transformer en école maternelle.

« Pendant 4 mois ça ferme, il y a les États Généraux de la Culture, tout le monde dit [à la maire] 'ouais pourquoi vous l'avez fermé ?', il se passait un truc. Moi je faisais d'autres choses, c'est les gens qui, eux-mêmes, lors des États Généraux de la Culture, lors des rencontres publiques, disaient cela. Et la maire entend tout cela. »

Dans un second temps, le rapport de force entre les usagers du projet et la nouvelle municipalité permet à l'Hôtel Pasteur de continuer après 2015. Face à la demande des citoyens, la maire de Rennes décide que le rez-de-chaussée sera occupé par l'école maternelle – Sophie Ricard ayant toujours soutenu que le rez-de-chaussée pouvait être occupé par un autre programme que l'Hôtel Pasteur – et que les étages seront occupés par ce qui porte

désormais le nom d'Hôtel à Projets. Sophie Ricard, suivant le projet depuis ses débuts, est missionnée par la maîtrise d'ouvrage Territoire Public – Société Publique Locale d'Aménagement – pendant que la maîtrise d'œuvre de l'école maternelle est obtenue par l'agence Encore Heureux.

En 2018, alors que l'Hôtel Pasteur est sélectionné pour être présenté à la Biennale d'architecture de Venise, Sophie Ricard crée l'Association Collégiale Pasteur qui gèrera l'Hôtel à Projets. Cette association rédige actuellement la nouvelle convention lui permettant d'occuper les lieux durant les cinq prochaines années.

L'économie : économie contributive et gouvernance partagée

« Pasteur c'est ça, jamais les gens ne restent à Pasteur, ils viennent pour expérimenter un truc et surtout après ils s'externalisent et font ce qu'on appelle la plus-valeur, on est en train de calculer l'économie contributive qui est mise à profit du territoire. »

De 2012 à 2016, le fonctionnement économique de l'Hôtel Pasteur était assuré par une subvention publique annuelle de 80 000 euros par an, venant de la Ville de Rennes et de Rennes Métropole, permettant de financer une salariée de l'association « Notre Atelier Commun » – Sophie Ricard – et les charges. En 2017, les 10 millions d'euros obtenus pour le chantier en cours financent avant tout la réhabilitation du rez-de-chaussée en école maternelle.

Par la nouvelle convention, l'association collégiale Pasteur sera subventionnée par la ville à hauteur de 300 000 euros par an, permettant de payer la maintenance et les trois salariés chargés de

coordonner l'Hôtel à Projets – ce qui est peu pour un équipement public de 3000 m² ouvert sept jours sur sept. Cette subvention permet de conserver la gratuité de l'accès aux locaux pour les particuliers et les associations, un point essentiel, explique Sophie Ricard, pour permettre aux projets de tourner et de se diffuser dans la ville ; l'une des règles de l'Hôtel à Projet précise qu'un projet peut être hébergé pour une durée allant d'une heure à trois mois.

Sophie Ricard explique que la ville investit pour ce qu'elle appelle l'économie contributive, c'est à dire que l'argent des subventions publiques permet la création de nombreux projets bénéficiant, in fine, à la ville et à l'intérêt commun. L'Hôtel Pasteur a, par exemple, permis la création d'une ressourcerie pour l'ensemble du territoire rennais. L'association essaye de créer un nouvel outil afin de calculer chaque année «l'indicateur d'utilité» de Pasteur, un système d'évaluation qui dépasserait la simple valeur marchande, en y intégrant par exemple les objets qui y ont été produits, les interactions qui y ont pris place, ou encore le temps donné par les citoyens au bien commun.

« Ce que l'on veut rendre pérennes, ce sont les modalités de gouvernance qui permettent justement le renouveau. [...] Dans notre système collégial, il y a le collège des hôtes utilisateurs, le collège des gestionnaires et le collège des sages. »

A la différence d'autres associations bénéficiant d'une convention d'occupation temporaire sur un site, Sophie Ricard décide de mettre en place une association collégiale, comme nous l'avons vu, plutôt qu'une Société Civile d'Intérêt Collectif (SCIC). La SCIC permet des modalités de gouvernance partagée et autorise

à gérer une économie constituée de fonds publics et privés. Toutefois, le fait que l'Hôtel Pasteur ne soit pas générateur de recettes dissuade l'association de créer une société.

Sophie Ricard met donc en place une association collégiale, composée de trois collèges. Le « collège des hôtes utilisateurs » est composé de représentants de la société civile issus de disciplines et de pratiques différentes – art, culture, santé, social, etc. –, il se renouvelle chaque année. Le « collège des gestionnaires », dont Sophie Ricard fait aujourd'hui partie, est composé de trois salariés financés par les subventions publiques, chargés de la coordination de Pasteur ; il change à peu près tous les cinq ans. Enfin, le « collège des sages » est composé d'anciens membres pouvant être appelés pour certaines réunions. Le pouvoir décisionnel de Pasteur est ainsi partagé entre tous les intéressés du projet, la gouvernance évoluant d'année en année pour assurer une transmission.

Les limites : les temps du politique

« Prévalaye c'est un territoire à gouvernance métropolitaine, Pasteur c'est la ville. La maire, quand elle se fait élire, elle ne prend pas la Métropole. C'est Emmanuel Couet qui prend la métropole. C'est pour ça qu'on n'est plus avec Prévalaye. Et donc forcément il y a une scission entre les deux. »

Au début du projet, l'Université Foraine, souhaitant relier ville et campagne, se déployait sur deux sites : le Palais Pasteur, en centre-ville et le moulin de la Prévalaye, au-delà du périphérique. L'association perd le droit d'occuper le moulin abandonné lorsque la nouvelle maire est élue, suite à une scission entre la métropole, qui possède le moulin, et la municipalité, propriétaire



du Palais Pasteur. On voit ici que l'existence d'un tel projet est étroitement liée au contexte politique, la convention d'occupation étant sans cesse remise en question par de nouvelles élections. La nouvelle convention d'occupation de l'Hôtel Pasteur se terminera en 2019, avant les élections municipales de 2020, ce qui va lui permettre d'être renouvelée pour cinq années, anticipant ainsi l'arrivée éventuelle d'un nouveau maire.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Une architecture en marge - Pérenniser l'éphémère

Vers une architecture frugale

Une architecture en marge

Des pratiques peu rémunérées

La majorité des interventions architecturales explorées a été produite par de jeunes diplômés – que ce soit en architecture, en design, en urbanisme ou d'un autre champs – pouvant sans doute davantage se permettre d'être peu ou pas rémunérés pour leur travail. Granby Four Streets a été pensé par un collectif d'une dizaine de jeunes diplômés de Cambridge, le collectif Fertile était majoritairement composé de jeunes diplômés d'écoles parisiennes ou de l'école d'architecture de Nantes, Sophie Ricard venait d'être diplômée de l'école d'architecture de Versailles lorsqu'elle a débuté sa permanence architecturale à Boulogne-sur-Mer, et le collectif Etc était composé de dix jeunes diplômés de l'INSA Strasbourg lors du projet Place au Changement.

Les autres acteurs cités, tels Cyrille Hanappe ou Sébastien Thiéry, enseignent également en école d'architecture à côté de leur pratique professionnelle, ce qui leur permet de travailler sur des domaines en général peu financés, comme celui de l'habitat dit «informel». Enfin, l'agence Lacaton & Vassal bénéficie d'une réputation suffisamment importante pour remporter de nombreux appels d'offre de projets coûtant plusieurs dizaines de

millions d'euros, ce qui diminue le risque pris en affirmant qu'il ne fallait rien faire pour l'aménagement de la place Léon Aucoc.

Mis à part le projet de Granby Four Streets situé à Liverpool, financé au départ par des donateurs privés, l'ensemble des interventions ont été financées par des fonds publics, que ce soient ceux d'une municipalité – comme le projet de l'Hôtel Pasteur – ou d'une institution publique – comme pour le projet de Boulogne-sur-Mer.

On peut supposer que ces pratiques alternatives de la fabrique de la ville, cherchant à développer une vision plus frugale de l'architecture et à produire du bien commun autrement que par l'acte de construire, sont aujourd'hui souvent peu rémunérées car elles émergent de situations où le commanditaire public a peu de moyens et qu'elles ne cherchent pas à rentabiliser financièrement un terrain. Ce sont des projets qui se situent à la marge de la fabrique dominante de la ville libérale, celle-ci développant son attractivité par un aménagement du territoire qui vise à maximiser le rendement de chaque parcelle. De plus, le calcul des honoraires de l'architecte, étant généralement un pourcentage du montant total des travaux, incite plus à construire et à dépenser de la matière que de valoriser la «matière grise» d'un projet.

Une affaire de génération

Au regard des notices biographiques des différents auteurs, situées en annexe, qu'ils soient architectes, philosophes, urbanistes ou paysagistes, on peut remarquer que deux générations sont particulièrement intéressantes à étudier, pour comprendre l'apparition et le développement des pratiques alternatives de la fabrique de la ville.

En premier abord, on pourrait réunir ceux qui sont nés entre 1925 et 1945, étant aujourd'hui souvent cités comme des références par les praticiens d'une architecture plus frugale et inclusive. Parmi ces références, on observe aussi bien des philosophes et des penseurs, comme Ivan Illich, Gilles Deleuze, Félix Guattari et Serge Latouche, que des praticiens de l'espace, comme Simone et Lucien Kroll, Gilles Clément et Patrick Bouchain. Ces acteurs, issus de ce qu'on appelle parfois la «génération silencieuse», ont tous participés d'une manière ou d'une autre aux mouvements de contestation politique des années 1970. Ivan Illich publie un des livres les plus lus par la contre-culture en 1971, *Une société sans école*, Gilles Clément se revendique de la «génération 68», Deleuze et Guattari se rencontrent suite aux mouvements de Mai 68, et Patrick Bouchain devient membre du Parti Communiste en 1968. On peut remarquer que Lucien Kroll, Patrick Bouchain et Serge Latouche ont pu développer un regard critique sur la société occidentale dans les années 1960, lors d'un séjour en Afrique pour y travailler, y faire leur service militaire ou y étudier.

La deuxième génération que l'on peut remarquer comprend ceux qui sont nés entre 1980 et 2000. Ils naissent au moment où les préoccupations écologistes commencent à être connues du grand public. Ce sont de jeunes diplômés qui portent souvent la conviction que l'on doit concilier le travail avec ses engagements personnels, nourris des expériences et des ouvrages de la contre-culture des années 1970. C'est donc sans doute une des autres raisons qui expliquent que ces pratiques alternatives de la fabrique de la ville, que nous avons pu explorer dans ce mémoire, soient réalisées en grande partie par de jeunes architectes.

L'éloge de la frugalité

Si ces projets restent à la marge de la fabrique urbaine et émergent en général de situations bloquées ou précaires, ils ne sont pas pour autant moins visibles. Au contraire, on observe qu'une bonne partie des projets étudiés ont pu être récompensés par des prix ou des publications et ont été exposés dans différents «haut-lieux» de la scène architecturale. Le projet de Lacaton & Vassal a ainsi été publié dans de nombreuses revues françaises, américaines ou allemandes. Le projet de Sophie Ricard pour l'Hôtel Pasteur a été exposé en 2018 pour la biennale d'architecture de Venise, et le collectif Assemble, pour leur projet Granby Four Streets, a obtenu le prix Turner en 2015 et le Global Award for Sustainable Architecture en 2017.

L'intérêt de reconnaître de tels projets alternatifs réside dans la nécessité de construire de nouvelles références, démontrant que d'autres manières de faire sont possibles. Jana Revedin et Marie-Hélène Contal, dans leur entretien pour le livre *Alterarchitectures Manifesto*, expliquent qu'elles ont créé le prix Global Award for Sustainable Architecture pour tenter de mettre en réseau ces architectes, ces urbanistes et ces autres praticiens de l'espace, qui expérimentent des alternatives urbaines et réfléchissent à d'autres manières de transformer la ville aux quatre coins du monde. C'est peut-être cette reconnaissance et cette visibilité qui permettra de faire émerger de nouveaux projets, visant eux-aussi à rendre la ville plus soutenable par l'expérimentation de la frugalité. Néanmoins, si ces alternatives semblent de plus en plus reconnues dans le milieu architectural, elles restent peu visibles pour des publics qui ne s'intéresseraient a priori pas à l'architecture, ces alternatives se tenant à l'écart des circuits économiques dominant.

Pérenniser l'éphémère

Entraîner tout le monde

On peut remarquer dans les différents projets explorés les liens étroits qui existent entre l'architecture, le monde politique et les habitants.

D'une part, la réussite et la pérennité des projets évoqués dépendent énormément de la volonté des politiques et des institutions. Non seulement la plupart des projets évoqués dépendent en partie de subventions publiques, mais ils sont également situés sur des terrains appartenant, au moins au début du projet, à une institution publique. La municipalité de Rennes est propriétaire du Palais Pasteur, celle de Liverpool est propriétaire des maisons abandonnées à l'origine du projet Granby Four Streets, et celle de Madrid possède la parcelle où prend place le projet «Esta Es Una Plaza». La parcelle du projet «Place au Changement !» est possédée par l'Établissement Public d'Aménagement de Saint-Étienne, et l'Office Public d'HLM est le bailleur social des logements de la rue Auguste Delacroix à Boulogne-sur-Mer. Il est donc nécessaire d'emmener le politique et les institutions avec le projet, de les convaincre de sa nécessité, pour pouvoir déroger à la règle et faire un pas de côté.

D'autre part, la fabrique de la ville doit être fondée sur les envies des habitants car ce sont eux, les utilisateurs du projet. Engager la société civile autour du projet urbain paraît essentiel pour la durabilité d'un projet. L'instauration d'un rapport de force entre les habitants et les institutions semble récurrente dans les différents projets étudiés. Pour l'Hôtel Pasteur, le bail a été renouvelé suite à la mobilisation de quelques citoyens, anciens usagers du lieu, qui demandaient à la nouvelle maire de Rennes de réouvrir le lieu. Les habitants du quartier Lavapiés ont dû créer l'association «Esta es una plaza» et lutter durant un an pour obtenir la convention d'occupation du délaissé urbain. Le projet Granby Four Streets est né de la volonté des habitants d'agir sur leur quartier, ce sont eux qui ont fait appel au Collectif Assemble pour intervenir sur les dix maisons dont ils ont acquis la propriété. En plus d'en être les utilisateurs, les habitants sont les experts d'un lieu. Ce sont ceux qui connaissent les usages d'un site, son histoire et ses problématiques. Pour le projet de réhabilitation à Boulogne-sur-Mer, Sophie Ricard n'aurait pu réparer chacune des soixante maisons de manière aussi singulière sans avoir fait au préalable une vaste enquête de terrain sur les besoins réels de chaque habitant. Pour le projet de la place Léon Aucoc, les architectes sont parvenus à légitimer le fait qu'il ne fallait rien y faire après une série d'entretiens et d'observations, pour comprendre les usages du lieu par les habitants. Enfin, les relevés habités de la "jungle" de Calais ont pu être faits car les habitants ont accepté d'ouvrir leurs portes et d'expliquer leurs manières de vivre dans cette ville informelle.

Un projet alternatif visant la frugalité, le partage et l'émancipation, ne peut donc pas être décrété par une institution ni même par l'architecte. S'ils peuvent avoir des intuitions en amont, des ambitions, le projet doit néanmoins émerger des besoins des

habitants pour s'inscrire dans le temps long par l'appropriation collective. C'est en redonnant un rôle politique à chacun qu'un consensus peut se créer entre Institution, Municipalité, État, et les souhaits des citoyens, des habitants, des usagers, œuvrant pour l'intérêt commun.

Des pratiques éphémères

On peut remarquer qu'une partie des projets cités ont en commun de se déployer sur un temps limité, certains n'existant plus aujourd'hui, comme le projet de Fertile ou celui du Collectif Etc. La dimension éphémère de ces projets est sans doute ce qui leur permet d'exister sur des sites appartenant à la ville ou à une institution publique. En effet, mis à part le projet de Granby Four Streets, où les acteurs du projet sont devenus propriétaires des terrains, les autres projets d'occupation et de transformation d'un lieu dépendent, en général, d'une Convention d'occupation temporaire. Si cette convention permet d'occuper un bien, pour y expérimenter des pratiques alternatives, le temps de quelques années, elle n'empêche pas le propriétaire de récupérer l'usage de son bien, dans l'hypothèse d'une urgence sociale par exemple. De plus, ces projets ne respectant parfois pas les normes en vigueur, ils n'auraient sans doute jamais vu le jour s'ils avaient été annoncés comme pérennes au propriétaire du terrain. Le temporaire permet aux acteurs du projet d'acquérir une certaine liberté de faire, d'expérimenter et de jouer avec les règles. Pour l'Hôtel Pasteur, par exemple, qui dépend toujours d'une Convention d'occupation, le fait que le bâtiment ne soit plus aligné aux normes de la construction ne l'a pas empêché d'abriter de multiples usages et d'accueillir parfois des centaines de personnes, cela aurait été sans doute impossible si Sophie Ricard avait souhaité pérenniser

l'Hôtel Pasteur en une institution. La brièveté de ces projets, plutôt que d'en être une limite, est ce qui leur permet d'éclorre et de se déployer dans des contextes singuliers.

Semer des graines

Plus que d'être pérennisées sur un site isolé, ces expériences urbaines méritent donc plutôt d'être multipliées sur divers territoires, urbains comme ruraux. Si l'ensemble des projets cités ne sont pas duplicables en soi, puisque leur singularité est de naître de contextes chaque fois particuliers, ils mettent en place des méthodes de gouvernance et de création de projet qui, elles, peuvent être dupliquées. La transmission de ces pratiques alternatives et leur éclosion dans de multiples régions est ce qui assure leur pérennité. Sophie Ricard, suite aux deux aventures qu'ont été la réhabilitation de la rue Auguste de la Croix et la création de l'Hôtel Pasteur, a pu démontrer les avantages de ce qu'elle nomme la «permanence architecturale», une pratique qui pourrait être généralisée à l'ensemble des projets urbains. Le projet de Cyrille Hanappe, pour améliorer et consolider le bidonville de Mahabourini à Mayotte, pourrait devenir la démonstration, sur un territoire français, que l'on peut faire ville avec l'habitat informel et pourrait faire germer d'autres projets en métropole. Enfin, si certains des projets étudiés n'existent plus, ils sont néanmoins restés dans la mémoire des habitants et sont devenus des références pour des projets à venir. Le projet «Place au changement» a permis d'expérimenter le concept du «chantier ouvert», concept présent aujourd'hui dans de nombreux projets du Collectif Etc et qui a fait depuis de nombreux adeptes. Le projet de Fertile, enfin, est resté dans la mémoire des lieux. Lors de ma rencontre avec les habitants du Bas-Chantenay, ils se sont remémoré l'occupation

de la Carrière Misery et du Caillou de Bougainville, et quand je les ai quittés, ils venaient de choisir une photographie de Fertile, témoignant de leur occupation de la friche, pour en faire la couverture de leur ouvrage.

L'ambition d'une architecture alternative, qui tente de se faire une place dans les interstices de la ville libérale, est donc de semer des possibles en révélant ce qui, au sein d'un lieu, était latent et invisible ; et si un projet vient à s'éteindre, il en fera germer de nouveaux. La frugalité est une pratique de l'Architecture qui se dissémine comme l'on sème des graines.

Conclusion

Je termine la rédaction de mon mémoire avec la conviction que l'architecture ne peut plus être uniquement définie par l'acte de construire et qu'elle est aux prémices d'une nouvelle manière de considérer et faire la ville.

Les auteurs que nous avons pu parcourir pour ma première partie ont confirmé les doutes que j'avais d'une vision de l'urbain qui me semblait critiquable, et que je n'appelais pas encore ville libérale. Ces premières recherches m'ont également permis de prendre conscience à quel point, au-delà de mes intuitions, la crise écologique peut bouleverser le modèle de développement qui s'est progressivement imposé à l'ensemble de nos sociétés, la frugalité devenant une espèce d'évidence à l'aube du 21^{ème} siècle.

Lors des visites et des rencontres que nous avons pu faire pour comprendre comment certains conciliaient la pratique de l'architecture avec les aspirations de la frugalité, nous avons réalisé l'importance de la participation des acteurs, tant des habitants que des institutions, pour permettre l'éclosion et le déploiement de ces alternatives. Nous avons également découvert trois gestes qui paraissaient récurrents et dont l'énumération préfigurait l'humilité nécessaire à l'exercice de la frugalité : Révéler, Réparer, Réunir. Ces postures nourriront très certainement ma pratique de l'architecture que j'espère réussir à concilier avec mes engagements.

Je repars de cette exploration avec l'espoir que nous ne sommes qu'au début d'un renouveau de l'architecture, et avec la certitude que les projets étudiés sont des projets pionniers qui en feront germer de nouveaux. C'est une brèche qui semble s'ouvrir pour les différents acteurs de la fabrique de la ville, mettant l'Architecture et l'Urbanisme au service du bien commun.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Annexes

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Médiagraphie 133

Biographies 139

Entretien Sophie Ricard 161

Entretien Tibo Labat 194

Crédits 209

Remerciements 212

Médiagraphie

Livres

Arc-en-rêve, *Constellation-s, habiter le monde*, Actes Sud, 2017

Atelier Georges, *L'hypothèse collaborative*, hyperville, 2018

BOUCHAIN Patrick, *Construire autrement : Comment faire ?*, Arles: Actes Sud, 2006

BOUCHAIN Patrick, *Le pouvoir de faire*, Actes Sud, 2016

BOUCHAIN Patrick (dir.), *Pas de toit sans toi. Réinventer l'habitat social*, Actes Sud, 2016

CLÉMENT Gilles, *Manifeste du Tiers paysage*, Sujet/Objet, 2007

CONTAL Marie-Hélène (dir.), *Ré-enchanter le monde: L'architecture et la ville face aux grandes transitions*, Paris: Alternatives, 2014

BRUNDTLAND Gro Harlem, *Our Common Future* (Notre avenir à tous), Oxford University Press, 1987

COLLECTIF ETC, *Le Détour de France : Une école buissonnière*, Hyperville, 2015

DE CARLO Giancarlo et Coll., *Architecture et modestie. Actes de la rencontre tenue au couvent de La Tourette*, les 8 et 9 juin 1996

DELEUZE Gilles et Félix Guattari, *Mille plateaux* (extraits), Éditions de minuit, 1980

- FUKUOKA Masanobu, *La révolution d'un seul brin de paille : une introduction à l'agriculture sauvage*, ed. Guy Trédaniel, 2005
- GEORGESCU-ROEGEN Nicholas, *La décroissance. Entropie – Écologie – Économie* (extraits), Sang de la terre, 1995
- GINTRAC Cécile et Matthieu Giroud (dir.), *Villes contestées. Pour une géographie critique de l'urbain*, Les prairies ordinaires, 2014
- GUATTARI Félix, *Les trois écologies* (extraits), Galilée, 1989
- HARVEY David, *Le capitalisme contre le droit à la ville*, Éditions Amsterdam, 2011
- KOOLHAAS Rem, *Junkspace. Repenser radicalement l'espace urbain*, Payot, 2011
- KROLL Lucien, *Tout est paysage*, Sens&tonka, 2012
- KROLL Simone et Lucien Kroll, *Une architecture habitée*, sous la direction de Patrick Bouchain, Actes Sud, 2013
- LA CERCLA Franco, *Contre l'architecture*, Arléa, 2011
- LAPENNA Annarita et Coll., *Ressources urbaines latentes – Pour un renouveau écologique des territoires*, MetisPresses, 2016
- MACÉ Marielle, *Sidérer, considérer*, Verdier, 2017
- MACÉ Marielle, *Nos cabanes*, Verdier, 2018
- MADEC Philippe, *Exist : Entretien avec Jean-philippe Pousse*, Paris: Editions Jean-Michel Place, 2000

- MEADOWS Dennis, Donella Meadows et Coll., *The limits to growth* (Halte à la croissance ?), Le club de Rome, Paris : Fayard, 1972
- OBRAS et AJAP 14, *Nouvelles richesses – Pavillon français de la biennale de venise*, Fourre-tout, 2016
- PAQUOT Thierry et Coll., *Alterarchitectures manifesto : observatoire des processus architecturaux et urbains innovants en Europe*, Infolio éditions, 2012
- REVEDIN Jana (dir.), *La ville rebelle. Démocratiser le projet urbain*, Paris : Alternatives
- TILL Jeremy, *Spatial agency : other ways of doing architecture*, Routledge, 2011
- THIÉRY Sébastien, *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir*, Post-éditions, 2014
- TRÉTIACK Philippe, *Faut-il pendre les architectes ?*, ed. Points, 2001
- VASSET Philippe, *Un livre blanc*, Fayard, 2007

Bandes Dessinées

- CHABOUTÉ Christophe, *Un peu de bois et d'acier*, Vents d'Ouest, 2012
- LA MACCHIA Yannis, *Des bâtisseurs*, Atrabile, 2017
- LARCENET Manu, *Blast*, Dargaud, 2009

Articles

Paul J. Crutzen et Eugene F. Stoemer, « the 'Athropocene' », *Global Change Newsletter*, n° 41, Mai 2000, p.17-18.

Jacques Généreux, « Le développement durable est-il soutenable ? », *Alternatives Économiques*, Août 2002, n° 206

Guy Desgrandchamps, « L'architecture et la question de la modestie », *Le Débat*, n° 155, 2009

Dossier « Modestie », *Cosa Mentale*, n° 7, Octobre 2011

Philippe Deshayes, «Le secteur du bâtiment face aux enjeux du développement durable : logiques d'innovation et/ou problématiques du changement », *Innovations*, 2012, Numéro 37, pp. 219-236

Françoise Fromonot, « Manières de classer l'urbanisme », *Criticat*, n° 8, Janvier 2013

Jeremy Till, « De l'austérité à la rareté », *Criticat*, n° 16, Automne 2015

Dossier « Faire moins avec moins : architecture de crise », *Criticat* numéro 17, Printemps 2016

Conférences

Conférence de Philippe Madec de Global Award for Sustainable Architecture, 2013, <https://www.dailymotion.com/video/x18vla8>

Conférence de Patrick Bouchain, « On est ce que l'on a », 2014, ENSA Nancy, <https://vimeo.com/119324787>

Rencontres «Habiter la terre», 12 et 13 Octobre 2018, Gare au Théâtre, sous la direction de Christophe Laurens, avec entre autres Patrick Bouchain, Cyril Hanappe, Sébastien Thiéry et Marielle Macé

Sites Web

Manifeste pour une frugalité heureuse, rédigé le 18 janvier 2018, Alain Bornarel, Dominique Gauzin-Müller, Philippe Madec, <https://www.frugalite.org/le-manifeste.html>

Texte, « l'impensé dans la ville », Patrick Degeorges et Antoine Nochy sous la dir. De Patrick Bouchain, <https://collectiflieux-communs.fr/285-l-impense-de-la-ville>

Biographies

Les notices biographiques qui vont suivre présentent une partie des auteurs cités dans ce mémoire. Il m'apparaît pertinent de les compléter par celles d'autres auteurs, que je n'ai pas eu l'occasion de citer dans mon mémoire.

Hans JONAS
1903 – 1993
Allemagne

Philosophe. Élève de Heidegger
Ami de Hannah Arendt
1955 : arrivée à New York
1935 : professeur à Jérusalem
1979 : Publie un ouvrage décisif qui connaît un succès mondial :
Le principe responsabilité
Il discute l'idéologie du progrès et cherche une nouvelle éthique de l'homme autour de l'idée de responsabilité : les actions de l'homme pourraient s'avérer désormais irréversibles, irréparables. L'utopie de la domination de la nature par l'homme est donc rendu caduque.

Hannah ARENDT
1906 – 1975
Allemagne naturalisée Etats-Unis

Nait en Allemagne dans une famille juive laïque.
Etudes de philosophie et élève de Martin Heidegger.
Fuit le nazisme en 1933.
Naturalisée américaine en 1951.
Conférencière et professeur en sciences politiques dans différentes universités.
1958 : *La condition de l'homme moderne*
1963 : *Essai sur la révolution*

Elle aborde le sujet du totalitarisme, de la culture, de la révolution ou encore de la modernité. Elle explique que la politique et la

liberté sont intrinsèquement liés à l'espace public, qui tend à disparaître avec la modernité.

Ivan ILLICH
1926 – 2002
Autriche

1942 : sa mère d'origine juive quitte l'Autriche prise par les nazis pour Florence.
Famille aristocratique.
Participe à la résistance italienne.
Après la guerre, étude de théologie et de philosophie à l'université grégorienne de Rome. Il s'oriente vers le prêtre à Rome.
1951 : part aux Etats-Unis pour étudier les travaux d'alchimie d'Albertus Magnus
1956 : vice-recteur de l'Université de Porto-Rico
Fonde le Cidoc : un lieu de formation au Mexique destinée à l'origine aux prêtres américains souhaitant travailler en Amérique Latine. Ce lieu deviendra un lieu central pour des rencontres entre intellectuels et des débats sur l'éducation.
Il se rend alors compte du dysfonctionnement de l'Institution qu'est l'École.
Dans les années 70, il devient l'un des écrivains les plus lus et les plus débattus par la contre-culture et la critique de la société industrielle.
Fin des années 70, quitte le Mexique pour s'installer en Europe.
1971 : *Une société sans école*
1973 : *La convivialité*
1981 : *Le travail fantôme*
Il développe le concept de la contre-productivité : les institutions de la société moderne industrielle finissent par nuire à leur but

premier. La médecine nuit à la santé, le transport fait perdre du temps, l'école ne réduit pas les inégalités sociales, etc. Il développe la fin des communaux par le phénomène d'enclosure propre à la révolution industrielle.

Simone KROLL

1928 -

France

Lucien KROLL

1927 -

Belgique

Simone : diplômée des Arts Décoratifs en 1940

Apprend la poterie en Provence et a une activité politique importante à Lyon

Lucien : 1952 : S'inscrit à La Cambre, enseignement qui s'avère être sans intérêt selon lui

Il travaille et apprend chez l'urbaniste Gaston Bardet, qui l'influencera notamment pour son principe d'incrémentalisme.

1957 : diplômé d'architecture

1957 : Ils se rencontrent lors d'une exposition d'un ami céramiste.

Lucien Kroll part travailler au Rwanda et y découvre le transfert de la modernité occidentale appliquée sans aucune adaptation.

1981 : création de l'agence Simone et Lucien Kroll

Projets, conférences, articles, livres développent une autre approche possible de l'architecture que le productivisme industriel urbain.

Leur réalisation la plus emblématique est sans doute « la Mémé », la maison des étudiants de médecine de Bruxelles dont le projet a été livré en 1982.

Ils font parti des premiers dans l'architecture à avoir développé

une réelle pensée écologique de la ville, en travaillant autours des concepts que sont l'incrémentalisme, l'architecture biologique, le paysage, la banalité, le partage. C'est au regard de leur travail que Patrick Bouchain a souhaité orienter sa pratique de l'architecture sur la recherche d'une architecture alternative.

Félix GUATTARI

1930 - 1992

France

Psychanalyste et philosophe

Il passe son enfance dans une banlieue ouvrière de Paris pendant les mouvements de 1936.

1950 : il s'oriente vers la psychiatrie.

Proche de Gilles Deleuze.

Membre du mouvement du 22 Mars, il participe à Mai 68.

1980 : *Mille Plateaux*, avec Gilles Deleuze

1989 : *Les trois écologies*

Il développe dans son ouvrage *Les trois écologies* la notion d'écosophie, où il explique que l'écologie environnementale est indissociable d'une écologie sociale et mentale. Il est contre le productivisme et la société du profit. Sa pensée raisonne dans des champs aussi différents que l'architecture, la politique, la psychologie, l'ethnologie ou la linguistique.

Paul CRUTZEN

1933 -

Hollande

Météorologue et chimiste

1973 : Doctorat en météorologie de l'université de Stockholm.

1980 – 2000 : dirige le département de chimie atmosphérique de l'Institut Max-Planck de chimie à Mayence et participe à la commission d'enquête sur le climat du Bundestag.
 1995 : Prix Nobel de chimie pour son travail sur la formation et la décomposition de l'ozone.
 2000 : popularise le terme d'anthropocène.
 Dans son article « the 'Athropocene' » publié en Mai 2000 dans la revue *Global Change Newsletter*, il explique et popularise le terme anthropocène.

David HARVEY

1935 -
 États-Unis

Anthropologue, économiste, urbaniste.
 1961 : Doctorat en géographie de l'Université de Cambridge.
 Maître de conférence à l'Université de Bristol.
 1970 : il s'installe aux États-Unis et devient professeur en géographie à l'Université de Baltimore
 1973 : *Social justice in the city*.
 2011 : *Le capitalisme contre le droit à la ville*.
 Il développe une pensée marxiste de la fabrique de la ville, et critique l'urbanisme libéral et ses inégalités socio-spatiales.

Serge LATOUCHE

1940 -
 France (Vannes)

Économiste.
 1963 : diplôme supérieur d'économie.
 Thèse sur la paupérisation à l'échelle du monde.

1970 : il passe plusieurs années en Afrique du Sud, recherches sur le marxisme.
 A dirigé le groupe de recherche en anthropologie, épistémologie de la pauvreté (GRAEEP).
 Cofondateur d'Entropia, revue sur la décroissance.
 Dirige la collection depuis 2013 «Les précurseurs de la décroissance» et publie ses propre livres.
 Professeur émérite d'économie à l'université d'Orsay.
 Il critique la notion de développement. L'un des principaux théoriciens français de la décroissance en économie (idée qui apparaît dans les années 70 et qui apparaît suite au rapport Meadows).

Donella MEADOWS

1941 – 2001
 États-Unis

Dennis MEADOWS
 1942 -
 États-Unis

Professeurs émérites
 Chercheurs au Massachusetts Institute of Technology
 A l'apogée des trente-glorieuses, ils publient avec d'autres collègues le-dit « rapport Meadows » (*The limits to growth*), vendu en 12 millions d'exemplaires et traduit dans 37 langues différentes.
 Membres du club de Rome : association créée en 1968 regroupant des économistes, des scientifiques, des industriels du monde entier, qui publie le rapport.
 Les conclusions du rapport, dont certains avaient reproché le catastrophisme, sont pourtant en train de se réaliser aujourd'hui avec plus de rapidité que l'annonçait le rapport.

Gilles CLÉMENT

1943 -

France (Argenton-sur-Creuse)

Jardinier engagé, paysagiste, biologiste et écrivain.

1967 : diplôme d'ingénieur horticoles.

1969 : formation de paysagiste.

Enseignant à l'ENSP Versailles et concepteur.

Ses livres et l'exposition sur «Le jardin planétaire» de 1999 à la Grande halle de la Villette l'ont fait connaître du public.

1998 : Grand Prix du paysage

Invente de nombreux concepts auxquels se réfèrent aussi bien des paysagistes que des architectes ou des urbanistes, philosophes, etc...

Il décide de se consacrer à des « projets de résistance » après l'élection de Nicolas Sarkozy.

1991 : *Le jardin en mouvement*1994 : *Éloge de la friche*1997 : *Le jardin planétaire*2004 : *Manifeste du tiers paysage***Patrick BOUCHAIN**

1945 -

France

Architecte et scénographe.

1968 : diplômé École des Beaux-Arts de Paris.

Service militaire en Afrique.

Scénographe pour le Parti communiste français, dont il est membre peu de temps après Mai 68.

Dans les années 70, il enseigne à l'école des beaux-arts de Bourges

et milite à Paris.

1981, création de l'ENSCI avec Jean Prouvé.

Création de la loi Permis de faire.

Il développe dans sa pratique et dans ses ouvrages une critique de notre société qui inspire aujourd'hui de nombreux jeunes collectifs et développe de nouvelles manières de faire autour de la question du réemploi, du droit à l'expérimentation, de l'émancipation, de la politique, de la culture, de l'art forain, du nomadisme, etc ... C'est aujourd'hui un architecte de référence pour les « architectes alternatifs », invité dans de nombreuses rencontres sur des sujets aussi variés que sa pratique de l'architecture a pu l'être.

Thierry PAQUOT

1952 -

France (Saint-Denis)

Philosophe de l'urbain.

1994-2012 éditeur de la revue Urbanisme.

1996-2000 producteur de l'émission Permis de construire sur France Culture .

Professeur émérite à l'Institut d'Urbanisme de Paris.

2007 : *Utopies et utopistes*2010 : *L'urbanisme, c'est notre affaire !*2012 : *Introduction à Ivan Illich*2013 : *Repenser l'urbanisme*2015 : *Désastres urbains, les villes meurent aussi*

Il dénonce l'urbanisme productiviste. Il parle dans ses ouvrages de nouvelles manières de faire la ville, plus participatives, plus attentive aux sens, plus écologique.

Philippe MADEC

1954 -

France (Bretagne)

Écrivain, enseignant et praticien de l'architecture.

1979 : diplômé d'architecture au Grand Palais.

1989 : création de son atelier.

1996 : Équerre d'argent.

2000 : Grand prix de l'environnement.

2010 : Enseignant à l'ensa Rennes.

2010 : Membre du Club de Rome.

2012 : Global award for sustainable architecture

C'est un des premiers architectes français à développer une pratique éco-responsable de l'architecture en travaillant sur des projets d'échelles variées (écoquartiers, logements collectifs, équipements publics, etc). Il écrit en 2018 le *Manifeste pour une frugalité heureuse*, une pétition qui appelle les praticiens de l'espace à s'engager à faire autrement, à faire avec moins et à développer une nouvelle éthique de la sobriété.

Jean-Philippe VASSAL

1954 -

Maroc et France

Anne LACATON

1955 -

France (Dordogne)

1980 : Diplômés de l'ENSA Bordeaux.

Jean-Philippe Vassal : Architecte-urbaniste au Niger.

Anne Lacaton : Architecte et chargée d'étude pour Arc-en-rêve à Bordeaux.

1987 : création de l'agence Lacaton et Vassal

1996 : équerre d'argent

1996 : projet de la place Léon Aucoc

2009 : création de l'ensa

Ils ont fait leur renommée en développant une architecture de l'économie de moyen, sans abondance, où l'objectif n'est pas de faire un architecture sophistiquée mais d'offrir plus d'espace avec moins de moyens. Ils veulent faire le plus possible avec le moins possible.

Marie-Hélène CONTAL

1956 -

France (Nancy)

1980 : architecte DPLG

Diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris

1983, : critique d'architecture et de design dans la revue *Archicrédé*.

1993 : intègre le cabinet du secrétaire d'État chargé des Grands Travaux sous François Mitterrand pour voir de l'intérieur comment fonctionne l'État.

2006 : Coordonne dès sa création le Global Award for Sustainable Architecture.

2009 : commissaire de l'exposition « habiter écologique, quelles architectures pour une ville durable ? » à la Cité de l'Architecture et du patrimoine.

Directrice du département du développement culturel de la Cité de l'architecture et du patrimoine.

2014 : exposition « Ré-enchanter le monde » qui présente les lauréats Global Award for Sustainable Architecture et qui connaît un grand succès.

Global Award for Sustainable Architecture : constituer petit à petit un réseau, un laboratoire pour ceux qui expérimentent des solutions aux grandes transitions de notre monde.

Jeremy TILL

1957 -

Grande-Bretagne

1979 : diplômé de l'Université de Cambridge en architecture.

1983 : diplômé de l'école polytechnique de Central London.

1999 : diplômé d'un master en philosophie à la Middlesex University.

Directeur du CSM College of Art and Design.

2012 : Vice-chancellor de l'Université des Arts de Londres.

2016 : Biennale d'architecture de Venise.

2009 : *Architecture depends*

2011 : *Spatial agency*

Il écrit de nombreux articles liés à l'architecture et à la politique d'austérité qui semble vouloir s'imposer depuis la crise de 2008.

Michel ONFRAY

1959 -

France (Argentan)

1986 : doctorat en philosophie à l'université de Caen

Enseigne en lycée puis démissionne de l'Éducation nationale en 2002

Il fonde l'Université Populaire de Caen en 2002 et y enseigne une « contre-histoire » de la philosophie.

Philosophe assez médiatisé en France.

80 ouvrages publiés.

Dans son texte principe de contre-renardie, il développe une dizaine de postures d'architectes qu'il regroupe globalement en deux visions de l'architecture qui s'opposent : l'architecture libérale et l'architecture libertaire.

Teddy CRUZ

1962 -

Guatemala - États-Unis

1982 : débute ses études d'architecture au Guatemala.

1987 : diplômé d'architecture en Californie.

1991 : création de son agence.

1991 : prix de Rome.

Intervient comme professeur et invité dans de nombreuses universités et écoles d'architecture.

Intervient au Tate Modern et à la biennale d'art d'Istanbul de 2013.

Récompensé en 2011 par le Global award for sustainable architecture

Il intervient dans les villes spontanées (bidonvilles) d'un territoire particulier, sur la frontière entre les États-Unis et le Mexique, entre Tijuana et San Diego. Il défend l'idée que la ville contemporaine doit partir des bidonvilles pour accueillir et doit améliorer l'existant pour en faire un morceau de ville.

Jana REVEDIN

1965 -

Allemagne

Architecte, chercheuse, professeure d'architecture.

Diplômée de l'École Polytechnique de Milan.

Doctorat en architecture et urbanisme à l'université IUAV de Venise.

Presseuse à l'ensa Lyon.

Membre du laboratoire de recherche LAURE « environnement, ville, société » (CNRS).

2006 : création du Global Award for Sustainable Architecture.

2009 : *Sustainable Design I : towards a new ethics for architecture and town planning*

2014 : Chevalier des Arts et lettres.

2014 : *Ré-enchanter le monde, l'architecture et la ville face aux grandes transitions*

2015 : *La ville rebelle, démocratiser le projet urbain*

2016 : médaille de la direction de la meilleure thèse de doctorat
Elle développe dans ses ouvrages et ses recherches la théorie d'une conception radicante de l'architecture, où la ville se modifierait petit-à-petit, en œuvre ouverte.

Alejandro ARAVENA

1967 -

Chili

1992 : diplômé de l'Université pontificale catholique du Chili en architecture.

1994 : création de son agence Elemental.

2000-2005 : Professeur à l'École de Design de Harvard.

2008 : Prix du Global award for sustainable architecture.

2009-2015 : membre du jury du Pritzker.

2016 : obtient le Pritzker Prize.

2016 : commissaire de la 15e biennale d'architecture de Venise dont le thème choisi sera « reporting from the front ».

Un de ses slogans est de « faire plus avec moins ». Il est remarqué

pour son projet de « logements incrémentés », où il préfère réaliser la moitié d'un bon logement pour permettre aux plus démunis de jouer un rôle dans l'amélioration de leur niveau de vie.

Cyrille HANAPPE

1969 -

France

Architecte

Docteur en architecture et ingénieur.

2000 : création de l'agence AIR avec Olivier Leclercq.

Enseignant à Paris-Belleville, il co-dirige le Diplôme de Spécialisation en Architecture des Risques Majeurs.

2015 : création de l'association Actes & Cités travaillant sur la dignité du cadre de vie.

Architecte engagé sur l'habitat précaire et informel, il dirige depuis 2017 une recherche pluridisciplinaire sur la Ville Accueillante.

Tufano ANTONELLA

1970 (env) -

France

1992 : diplômée en architecture et urbanisme de l'Université Federico II à Naples.

2000 : Doctorat de l'EHESS sur le paysage.

2000 : Professeure de design d'espace à l'ENSArt de Nancy.

2007 : Enseignante à l'ENSA Paris-Belleville.

Chercheuse au sein du laboratoire Lavue (UMR CNRS).

2014 : *Ressources urbaines latentes*.

Elle s'intéresse à la notion de patrimoine en architecture et rédige

le chapitre «Les clefs de la latence, dispositifs conceptuels pour la fabrique du projet» dans le livre *Ressources urbaines latentes*.

Sébastien THIERY

1975 -

France

Politologue et urbaniste.

Doctorat en Sciences politiques.

Maître assistant à l'ensa Paris Malaquais.

2008 : Au sein de l'ensad, il développe des Recherch-actions sur la question des villes spontanées.

2012 : fonde avec Gilles Clément l'association PEROU, Pôle d'Exploration des Ressources Urbaines.

2014 : *Considérant qu'il est plausible que de tels événements puissent à nouveau survenir : sur l'art municipal de détruire un bidonville.*

Sophie RICARD

1984 -

France

2009 : diplômée de l'ensa Versailles

2010 : rejoint l'équipe de l'agence Construire pour sa HMONP Elle participe à la réhabilitation des soixante logements sociaux de la rue Auguste Delacroix à Boulogne-sur-Mer durant trois ans, étant chargée de la permanence architecturale en habitant sur les lieux.

2012 : début du projet de l'Hôtel Pasteur.

2018 : le projet qu'elle coordonne pour l'Hôtel Pasteur est exposé à la biennale de Venise.

ENCORE HEUREUX

Agence d'architecture parisienne.

2001 : création du collectif par Julien Choppin et Nicolas Delon (diplômés de l'ensa Paris La Villette en 2002)

2016 : l'agence s'agrandit et rassemble une quinzaine de concepteurs.

2018 : commissaires du pavillon français de la biennale d'architecture de Venise ayant pour thème «Lieux Infinis».

Le collectif travaille sur des questions telles que le réemploi, la participation des habitants, ils ont comme maître à penser Patrick Bouchain et participe de nombreuses conférences.

FERTILE

Collectif nantais

2009 : fondation du collectif par la rencontre de deux jeunes diplômés en architecture et en paysagisme venant de s'installer à Nantes : Tibo Labat (diplômé en 2008 de l'ensa Paris-La-Villette) et Matthieu Picot (jeune diplômé en paysagisme)

2010 : ils occupent la Carrière Misery et rassemblent plusieurs artistes et concepteurs.

Le collectif s'agrandit.

2011 : ils occupent pendant trois ans la friche du Caillou de Bougainville.

Le collectif n'est plus actif aujourd'hui, chacun des membres ayant quitté le Collectif pour d'autres horizons professionnels.

COLLECTIF ETC

2009 : création du collectif à Strasbourg par des étudiants sortant de l'école d'architecture de Strasbourg.

2011 : le Collectif devient une association loi 1901.

2012 : le collectif fait le tour de France des projets alternatifs développant l'idée d'une fabrique citoyenne de la ville.

2012 : lauréat d'Européen 11 et du Palmarès des Jeunes Urbanistes.

2014 : le Collectif est basé à Marseille.

2014 : fondation de la cabane d'édition Hyperville.

Le collectif est formé de neuf architectes salariés et d'une vingtaine de collaborateurs réguliers.

COLLECTIF ASSEMBLE

2010 : fondation du Collectif par de jeunes diplômés de Cambridge à Londres.

Collectif composé de 18 architectes, tous âgés de moins de 30 ans.

2015 : le Collectif remporte le Truner Prize pour son projet Granby Four Streets.

Le collectif mêle dans sa pratique l'art, le design et l'architecture.

Il travaille sur les questions de l'auto-construction, des approches *bottom-up* du projet urbain, du réemploi. Ils ont une vision sociale de la fabrique de la ville.

Sources :

http://agora.qc.ca/dossiers/Hans_Jonas
<https://www.universalis.fr/encyclopedie/hans-jonas/>
<https://1000-idees-de-culture-generale.fr/principe-responsabilite-hans-jonas/>

<http://www.toupie.org/Biographies/Arendt.htm>
<https://www.franceculture.fr/personne/hannah-arendt#biography>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Hannah_Arendt
https://www.editionsladeouverte.fr/catalogue/index-Introduction____Ivan_Illich-9782707174949.html

https://fr.wikipedia.org/wiki/Ivan_Illich
https://www.scienceshumaines.com/ivan-illich-une-societe-sans-ecole_fr_37231.html
<https://www.fayard.fr/auteurs/ivan-illich>

Simone et Lucien KROLL, Une architecture habitée, sous la direction de Patrick Bouchain, Actes Sud, 2013
https://fr.wikipedia.org/wiki/Lucien_Kroll
 communiqué de presse de l'exposition « Tout est paysage » de la Cité de l'Architecture et du Patrimoine, 2015

https://fr.wikipedia.org/wiki/F%C3%A9lix_Guattari
<http://1libertaire.free.fr/Guattari16.html>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Paul_Josef_Crutzen
<https://www.universalis.fr/encyclopedie/paul-crutzen/>

<https://www.lisez.com/auteur/serge-latouche/36127>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Serge_Latouche
<https://www.franceculture.fr/personne-serge-latouche.html#biography>

https://www.universalis.fr/encyclopedie/halte-a-la-croissance/#i_95832
https://fr.wikipedia.org/wiki/Club_de_Rome
https://fr.wikipedia.org/wiki/Dennis_Meadows
https://www.liberation.fr/futurs/2012/06/15/le-scenario-de-l-effondrement-l-emporte_826664

<https://www.babelio.com/auteur/Gilles-Clement/4841>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Gilles_Cl%C3%A9ment

<https://www.babelio.com/auteur/Patrick-Bouchain/11522>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Patrick_Bouchain
<https://www.lemoniteur.fr/article/patrick-bouchain-construire-avec-le-politique.1349289>
<https://archicree.com/portraits/patrick-bouchain-et-larchitecture-h-q-h/>

https://www.editionsladecouverte.fr/catalogue/index-Terre_urbaine-9782707190420.html
https://fr.wikipedia.org/wiki/Thierry_Paquot
<https://www.cairn.info/revue-hermes-la-revue-2013-3-page-95.htm>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Philippe_Madec
<https://www.ouest-france.fr/culture/architecture-philippe-madec-l-architecte-de-la-frugalite-heureuse-5759288>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Lacaton_et_Vassal
<https://www.universalis.fr/encyclopedie/lacaton-et-vassal/>

<https://www.babelio.com/auteur/Marie-Helene-Contal/84182>
<https://www.citedelarchitecture.fr/fr/son-organisation>
<http://www.archibat.com/blog/marie-helene-contal-reenchanter-le-monde-par-larchitecture/>

https://en.wikipedia.org/wiki/Jeremy_Till
<http://www.jeremytill.net/>

<http://www.toupie.org/Biographies/Onfray.htm>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Michel_Onfray
 Construire autrement : comment faire ?, Patrick Bouhcaïn, Principe de contre-renardie, Actes Sud, 2006

http://www.lecourrierdelarchitecte.com/article_1903
https://fr.wikipedia.org/wiki/Teddy_Cruz
<https://visarts.ucsd.edu/people/faculty/teddy-cruz.html>

<http://www.esa-paris.fr/Revedin-Jana.html>
https://en.wikipedia.org/wiki/Jana_Revedin

<https://www.britannica.com/biography/Alejandro-Aravena>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Alejandro_Aravena
<https://www.pritzkerprize.com/biography-ale-jan-dro-ara-ve-na>

<http://www.ipapic.eu/presentation/participants/antonella-tufano.html>

https://fr.wikipedia.org/wiki/David_Harvey

<https://paris-malaquais.archi.fr/etudes/i/thiery-sebastien/www.iaur.fr/wp-content/uploads/2015/11/20151117-Présentation-THIERY.pdf>

<http://www.collectifetc.com/qui-sommes-nous/>

<https://intramuros.fr/portraits/encore-heureux-architectes-engages/>

<https://lecaillouchantenay.wordpress.com/collectif-fertile/>

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/sophie-ricard-architecte-nomade-la-fac-pasteur-2568856>

<https://assemblestudio.co.uk/about>
<https://www.lesinrocks.com/2015/12/10/arts/le-collectif-assemble-remporte-le-turner-prize-2015-11792616/>

Entretien Sophie Ricard

Entretien réalisé avec Sophie Ricard le 5 décembre 2018 dans une des salles du Palais Pasteur en chantier. Plusieurs personnes étaient présentes, Sophie Ricard ayant décidé de réunir en une matinée toutes les demandes d'entretien qui lui avaient été faites. Les citations qui ont été tirées de cet entretien ont pu être légèrement modifiées, pour fluidifier la lecture de certaines expressions orales sans en changer le sens. Durée : 3h30

R : Romain Cazaux

S : Sophie Ricard

L : Lise Buisson

G : Guillaume Jouin-Trémeur

H : Association de l'Hermitage

P : Association de la Prévalaye

M : Autres intervenants présents pour la rédaction d'un mémoire

H : Du coup nous on fait parti du projet de l'Hermitage, qui est un Tiers-Lieu rural coopératif dans l'Oise, qui s'inscrit entre quatre thématiques originales : l'agro-écologie, la transition énergétique, le numérique (open source, hacking citoyen), et le vivre ensemble. Donc on a pris en main un lieu qui fait 30 hectares (20 bâtiments, 20 hectares de forêts, 4 hectares de terre cultivable). Il y a un an et demi, au moment de la mise en vente de sites qui étaient le siège d'une ONG, on a pu tester énormément de choses sur place grâce à la mobilisation citoyenne et à une campagne.

S : Donc vous avez racheté le titre ? Comment ?

H : C'est officiel depuis Lundi, on a pu racheter sous la forme d'une SCI. On a créé pendant un an donc une journée porte-ouverte en Mai 2017 qui a réuni 800 personnes, c'est un tout petit village de 700 habitants, qui marquait le lancement d'une plate-forme de crowdfunding, sur Ulule, l'idée étant de réunir des fonds pour préfigurer le projet sur site en mettant les mains dedans, en testant plusieurs activités en créant un asso... On a récolté 100 000 euros en 40 jours, avec 1200 donateurs. En accord avec le vendeur du site on a donc pu prendre en main la propriété, d'être comme chez nous en payant les charges pendant un an, on faisait venir des intervenants, une quinzaine d'atelier, et ce qui nous tenait à cœur c'était de ne pas être dépendants de subventions enfin d'avoir un modèle économique sur ce site. On a donc créé une SAS avec l'agrément Économie Sociale et Solidaire. On a accueilli 20 groupes, et des activités de conseil auprès des collectivités locales. [...]

S : Qui est payé pour monter ce truc là ?

H : Au tout début du projet on était tous bénévoles, car bon 100 000 balles pour une propriété de 30 hectares tu les gardes pour payer le fuel quoi, enfin ça couvrait les charges fixes et nous on vivait avec notre chômage jusqu'à il y a très peu, on a réussi à racheter pour 300 000 euros. Il n'y a pas de pression foncière là-bas, c'est dans un contexte rural, et il y a eu un donateur privé, donc une association, qui avait besoin de cash car elle était en difficulté. Et nous comme on avait un vrai projet structurant en lien avec ce qu'il se passait sur le site avant.

Y a une forme de transmission. [...] On occupe le site car pour nous, ne pas être sur un site, ça n'est pas le même rapport de force avec le propriétaire que d'y être.

S : Évidemment.

[Guillaume rentre dans la pièce]

S : Guillaume, notre architecte en permanence architecturale pour Encore Heureux !

H : Ah ben Encore Heureux sont venus à l'Hermitage justement et c'est comme ça qu'on a fait le lien entre nos projets, ils sont venus pour leur séminaire.

S : Ah oui c'est chez vous qu'ils ont fait leur gros séminaire ! Mais j'ai vu les photos, je connais le lieu, c'était énorme, extra !

H : Oui c'est ça. En fait l'Hermitage c'est un domaine agricole qui a été construit sur les ruines d'un village après la première guerre mondiale, ce village étant sur la ligne de front. Le bourgeois qui a construit ce site en a fait un lieu idéal pour la production de poulet industriel, il a fait faillite 20 ans après et c'est la communauté qui l'a récupéré et qui a fait en fonction des époques plusieurs bâtiments. [...]

S : Ce qui est intéressant dans ce que vous dites c'est que vous redevenez propriétaire de la chose. Et là, c'est la grande discussion qu'on a tout le temps, enfin nous on a la puissance publique qui est là, mais pour vous c'est intéressant de voir que vous êtes devenus propriétaires pour faire un lieu commun. Et ce système là se fait plus dans les pays du Nord, on a un ami de notre conseil collégial qui revient justement de Hambourg, où il y a un site à plus petite échelle mais qui ressemble un peu à Pasteur et où les gens ont fait un peu la même chose, parce qu'on est dans cette politique économique là où les gens sont beaucoup propriétaires des choses, y a pas de service publique et du coup le citoyen est parfaitement ... Et Ça démontre ça, ça démontre un manquement qu'il y a aujourd'hui dans nos

institutions et nos équipements publics.

H : Ça et puis aussi le fait que quand tu es dans le monde rural, le paradigme n'est pas du tout le même. Quand t'es pas propriétaire de ton outil de production pour utiliser les mots du métiers, tu ne pèses pas localement, on ne t'entend pas, on ne t'écoute pas, on ne t'identifie pas. Et pour nous l'accès à la propriété a été le premier acte fondateur de donner une place localisée à la société civile.

S : Alors tu sais que dans le monde rural ce qui est intéressant c'est de regarder le code civil, et le code rural, et de mettre en parallèle le droit d'usufruit, puisque c'est ça qui est intéressant, nous on travaille la dessus en milieu urbain. On se dit comment, en ville, on est capable de jouir aussi de l'appropriation du bien.

H : Si je peux me permettre un petit ajout, ce qui permet de faire la différence entre le code rural et ce droit d'usufruit c'est l'autonomie alimentaire. On protégera toujours celui qui produit en milieu rural. [...] Et à l'hôtel Pasteur, toute cette idée de faire naître le lieu ça nous parle. Ce qui est très particulier, pour faire le parallèle avec vous, c'est qu'on a des bâtiments fonctionnels mais difficiles à maintenir et on a à la fois cette maîtrise d'usage et cette maîtrise d'ouvrage en même temps. Donc si on prend le parallèle avec l'Hôtel Pasteur, on est à la fois la ville de Rennes qui pense à maintenir ce site et à lui donner une vocation ...

S : Je vois ce que tu veux dire mais je pense que je vais t'amener à revoir parce qu'on est, nous, maîtrise d'usage et maîtrise d'ouvrage sur le site. La ville de Rennes a délégué à la société publique locale d'aménagement, ce qui nous donne de la liberté car bon si on faisait avec les services techniques en direct on était mort. Ce qui est intéressant là, pour comprendre la methodo, c'est de revenir aux sources, et donc j'ai capté un peu ce que vous voulez pour qu'on échange et que ça puisse servir, donc effectivement Patrick Bouchain, à la suite de plusieurs laboratoires qu'il a mené en France notamment autour du logement social juste avant qu'il a appelé le grand ensemble, enfin comment construire ensemble le grand ensemble. Et là il a monté l'université foraine, qui est une méthode d'activation de sites liés à des problématiques ou urbaines ou rurales ou ce qu'on veut, en tout cas des sites liés à la question de la fabrique de la ville et de l'occupation

du patrimoine vacant abandonné, de l'occupation d'une friche qui n'a plus de valeur foncière, etc etc. Donc l'idée était de se dire, c'est une méthode et une philosophie que j'appelle souvent «école des situations» c'est à dire qu'on l'active à l'endroit même où le sujet de la problématique urbaine ou rurale se pose. Il fait ça à la suite du labo du grand ensemble, nous on a déjà testé, pour ma part une permanence architecturale ce qui rejoint ce que vous êtes en train de faire, c'est à dire d'occuper en amont du dessin d'un projet. Comme on l'a fait à Boulogne sur Mer et à Rennes. A Boulogne sur Mer, dans une petite rue d'habitat insalubre occupée par des personnes très marginalisées vivant en dessous du seuil de pauvreté, l'idée était de se dire «l'architecte va vivre sur site» et en habitant sur le site moi j'ai vécu pendant trois ans sur le site. L'idée c'était de faire au cas par cas, au plus proche des envies et des besoins des gens et de travailler sur l'appropriation, la valeur d'usage du logement social qui peut être redonnée au locataire et surtout de se dire que l'appropriation est une source de responsabilisation et qu'on peut permettre au bailleur social de se dire «si je laisse faire, les gens vont peut être prendre soin de chez eux». Et peut être que si je valorise le capital appropriation, car c'est une main d'œuvre, c'est une force de travail, si travaille donc sur la valorisation de cet effort contributif qui est de prendre soin de son logement car je suis chez moi. C'est pas parce que je suis locataire que je ne suis pas chez moi, c'est inadmissible de voir qu'au bout de trente ans on doit rendre son logement en blanc, c'est qu'on annihile le processus d'occupation de l'individu. Et donc la permanence de trois ans a permis de faire avec que dalle en terme de budget parce que l'ANRU était parti et l'OPHLM disait «on fait avec des fonds propres parce qu'il faut arrêter de démolir». Avec le prix de la démolition dans une opération démolition reconstruction (400 euros du m²), pour 38000 euros par maison. On a fait de la dentelle car on faisait au plus juste, j'étais avec eux tous les jours sur site y avait pas de réunion de chantier toute les deux semaines, on a fait bossé que les petits artisans car on a évité les majors du BTP qui répondent parce qu'on a fait des appels d'offre tout petits en faisant des romans photos maison par maison, on a presque pas dessiné de plan de façon numérique, moi j'arrivais je prenais des photos, je dessinais un plan et puis les artisans pouvaient répondre. Un mec et son fils au chômage qui bossaient dans la rue pouvaient répondre pour faire sur leur maison et sur leur voisin alors que généralement quand tu lances une commande avec 60 baraques ils peuvent pas. On a donc eu plusieurs menuisiers, il n'y en a pas eu qu'un seul, alors l'OPHLM

nous a regardé avec un air ... Vous imaginez. L'idée était de remettre du boulot là dedans, de faire des chantiers d'insertion qui permettaient aussi à des gens qui avaient des qualifications de refaire chez eux et d'être payés chez eux et chez leurs voisins. Ça si on n'était pas sur site, impossible de faire ça. On aurait été à Paris, on serait venu uniformiser les maisons sans rien. On croit donc à la permanence architecturale qui pour nous est une méthode de projet avant même le dessin du projet. Donc moi que je suis arrivée je savais pas si on allait y arriver, je savais pas si c'était possible de faire du 400 euros le m². Comme il y avait un échange culturel permanent, ils acceptaient que de temps en temps on ramène des personnes. Enfin il y avait de la confiance. On a donc réussi à mettre ça en place, Patrick a réussi depuis très très longtemps à faire le chantier acte culturel, en mettant en place une cité de chantier avant même que le chantier ne commence, ce qui permettait d'être le lieu de vie, ce que l'ANRU pourrait appeler la fameuse Maison de Projet mais qui ne marche pas, qui n'est absolument pas le lieu de débat, et donc Patrick mettait cela en place avec les futurs ou les utilisateurs qui étaient déjà sur le site. C'était donc le lieu qui concentrait toutes les parties prenantes. Et donc là il a voulu aller plus loin, en disant pour une situation très complexe comme Boulogne, si on n'habite pas, si on prouve pas que nous aussi on est capable de faire notre pas de côté et de comprendre les besoins pour ajuster la chose on n'y arrivera pas. Et on l'a fait et ça a marché. Lui a fait donc trois projets comme ça. Nous on l'a poussé jusqu'au bout à Boulogne, et on l'a pas fait forcément de cette manière sur les autres projets mais on a créé le bureau de l'architecte sur le site même du projet. Ce qu'on a continué pour l'Université Foraine dans la fabrique de l'Hôtel Pasteur. Il y a un bouquin qui est sorti qui s'appelle Pas de Toit sans Toi et un projet qui pourra vous intéresser c'est un lieu rural en Ardèche où le maire voulait fabriquer du logement social mais dans son village il ne pouvait pas fabriquer 50 logements sociaux, personne ne voudra venir là, donc les bailleurs sociaux ils n'allaient pas venir pour 10 logements sociaux, ils s'y perdraient. Du coup il s'est dit «comment je peux faire revenir une population qui n'a plus les moyens de s'acheter la pierre aujourd'hui car ça commence à devenir très cher dans ces coins là, et en même temps il y a un châtaigneraie, il y a un patrimoine à restaurer, il y a des jeunes qui voudraient essayer d'avoir un retour à la terre, mais qui n'ont pas les moyens.» Et donc le maire est devenu maître d'ouvrage, alors là ils ont été chopper les Nouveaux Commanditaires de l'Art, je vous les conseille d'ailleurs, de la Fondation de France.

H : Non

S : Ah ben j'y vais demain à la Fondation de France ! C'est une succursale de la fondation de France, donc nous c'est par eux qu'on est passé. En tout cas ils permettent à des collectifs non institués ou instituant, de citoyens aussi, de passer commande d'une œuvre d'art, mais une œuvre qui peut être à valeur d'usage. Et donc il y a des médiateurs par région. Nous on a construit un jardin commun à Boulogne avec le médiateur et on invite un artiste architecte constructeur qui on veut qui vient construire avec d'autres. Donc nous on avait choisi Kinya Mariyama qui est un architecte atypique qui fait que des workshops en local avec des matériaux locaux, on pouvait pas faire autrement de toute façon on n'avait pas trop de moyens, et on a piqué les rebuts de l'ANRU, les chantiers ANRU pour construire le jardin commun avec les gamins, et comme on avait tout construit - alors ça c'est une histoire que j'aime bien raconter - en bois de palette à l'arrache ou en bois de coffrage, que rien n'était aux normes, on a construit des jeux pour enfant, des cabanes, des terrains de boule, plein de trucs rigolo, utopique, et l'OPHLM est venu nous dire «vous vous rendez pas compte, c'est des enfants, c'est l'espace public, c'est pas aux normes, y a des clous qui dépassent» Bref et sans qu'ils nous demandent de démonter, l'été était passé à Boulogne et comme on a mis des poêles à bois multi combustibles dans les maisons puisque les gens ne se chauffaient qu'au bois et au charbon, on n'allait pas changer le système de chauffage, pitié, ils nous ont demandés «aller on a des fonds FEDER on fout des panneaux solaires» super ... Donc on a dit non non, laissez faire, les gens se chauffent au bois donc on chauffera au bois, on va éviter le charbon on va faire tout un cours là dessus mais quand même. Et donc les mecs, comme la période d'été elle est très très courte, ils ont démontés tout, les habitants ont démonté, et soigneusement, c'était pas du vandalisme, pour se chauffer. Donc c'est vachement développement durable, c'est le truc le plus simple ! tu construis l'été, en deux semaines avec un workshop on a construit le jardin, et l'hiver tu te chauffes avec quoi ! C'était intéressant. Ça on a fait avec les Nouveaux Commanditaires. Et quand on est arrivés ici, nourris de toutes les expériences précédentes, il décide, Patrick, de monter l'université Foraine. En gros il se dit, retraité il l'est pas vraiment mais bon il aime bien dire ça, il se dit je vais mettre à profit tout ce que j'ai appris durant ma carrière à profit de situations complexes, bloquées ou urbaines ou rurales, et je vais activer cette école des si-

tuations pour préfigurer ce qui pourrait se passer avant de lancer une commande publique ou privée de réhabilitation, d'investissement lourd et onéreux sur des sujets liés au patrimoine. Et donc la ville de Rennes est la première à activer cette idée d'Université Foraine, parce que tout ça ça dépend évidemment des rapports humains très forts et des prises de risques de la part du commanditaire, pour le coup l'élu, ancien maire de Rennes, le projet a six ans maintenant, moi ça fait six ans que je suis sur le territoire, Patrick Bouchain le lance en 2012 sous l'impulsion de Daniel Delaveau notre ancien maire, ils se connaissaient car il avait déjà œuvré, travaillé à la reconversion de la ferme du Haut-bois avec Bartabas, etc, et donc sur une petite commune à côté de Rennes où Daniel Delaveau était le maire. Donc ils se connaissaient ils avaient confiance l'un dans l'autre, et donc le maire se retrouve dans une situation bloquée, comme ça arrive dans d'autres villes, avec le patrimoine bloqué dans sa ville qui a toujours été, là, patrimoine public, ancienne faculté des sciences. Ils font le tour de huit bâtiments comme ça dans la ville dont les situations sont bloquées car il n'y a pas eu assez d'entretien lors des baux emphytéotiques qui ont été passés avec l'Université donc quand l'investisseur immobilier arrive dans le bâtiment il se dit qu'il rachète pour un euro symbolique car sinon il ne s'y retrouve pas, donc il peut pas le donner à un privé, en plus on est en périmètre historique car on est en centre-ville donc on est assujettis aux contraintes de l'ABF et aux contraintes de DTU qui nous mettent dans une situation très complexe parce que si on réhabilite pas la toiture au millimètre prêt comme on faisait avant, enfin voilà.

H : Juste une question, quand tu parles de cette question de l'euro symbolique, est-ce que tu peux préciser ?

S : Alors là il était question de faire un hôtel quatre étoiles il y a plus de dix ans. L'investisseur est venu, a visité et s'est dit « j'ai tellement de travaux que je mettrais trop de temps à m'y retrouver sur investissement, ça se compte en nombre d'année là ». Donc il a trouvé un autre endroit, donc maintenant il y a un centre des congrès, vous inquiétez pas que la ville de Rennes mettent le paquet sur le tourisme d'affaire ! Il a trouvé un autre endroit en cœur de ville, prêt du centre des congrès.

H : Donc on est d'accord que s'il y avait eu un intérêt pour un investisseur, la ville aurait lâché l'affaire.

S : Ah ben oui c'est ce que je vous dit ! Il était bloqué parce que l'investisseur ne rachetait pas. Ça c'était en 2006 quand la fac s'en va. Après Rennes gère son patrimoine, quand même Rennes est une ville qui gère son foncier comme jamais donc culturellement ils conservent et ils gardent tous les patrimoines c'est aujourd'hui les services techniques de la ville des bâtiments patrimoniaux. Donc ils gardent quand même leur patrimoine, ils évitent de le vendre sauf lorsque c'est obligatoire.

H : Est-ce que y a pas un sujet sur le fait que mettre à la disposition de services administratifs des bâtiments qui ...

S : Ben évidemment, ils se sont dit ça dans le but de conserver au point de départ à l'origine. Aujourd'hui ils sont en train de revoir la copie. Le point de départ c'est tu conserves, tu le vends pas mais faut que ça te serve, t'as des services, en plus la ville de Rennes est le premier employeur après le CHU donc ... Je pense que c'est une idée de gestion plutôt.

H : Quand on écoute votre histoire on a l'impression d'être, d'un point de vue culturel, assez révolutionnaire. Dans la manière dont on ... Ce que vous faites ici c'est révolutionnaire.

S : On arrive en 2012 oui, on monte l'université foraine, moi je sors de Boulogne, je fais ma valise et j'arrive sur le site pour monter l'Université Foraine avec Patrick et on est en permanence architecturale sur le site de la compagnie de Domesko, parce qu'on n'a pas encore les clés du bâtiment, donc ce qui est intéressant c'est qu'on ne questionne pas que ce lieu là. On questionne un lieu en périphérie, zone anciennement agricole, parce que l'idée c'est de réunir ville et campagne quand on questionne l'université foraine.

H : Donc ça nous rejoint là

P : Oui ça nous rejoint là

S : Bah oui c'est ça, ah ben tu es Éléonore ?

P : Oui c'est ça

S : Ah ben peut-être que vous pouvez très vite vous présenter

P : Ben nous on est à la Prévalaye, enfin on aimerait y être, je sais pas si c'est le même bâtiment que vous, c'est sur la basse court Méterie.

S : Ah ben j'avais fait le premier diagnostique de Méterie.

P : Ben nous on vient pour en savoir plus sur ce qui s'était passé avant sur la Prévalaye avec toi, mais nous on est arrivé avec Cécilia, donc il y a en périphérie de ville, un ensemble de fermes, qui appartenait au château de la Prévalaye, un espace naturel préservé juste derrière la rocade, où il n'est pas question qu'on y construise de l'habitat pour le moment. Il y a notamment un bâtiment qui est aujourd'hui impraticable et qui est en train d'être mis hors d'air hors d'eau par la ville donc c'est un bâtiment qui appartient à la ville, et il y a une ferme et un jardin écologique accolé depuis 2014. On a donc rejoint un collectif qui travail à la restauration réhabilitation de cette ferme autours d'un projet d'alimentation durable et plus. On est sur une dimension beaucoup plus restreinte, avec le Jardin des Mille Pas. A peine deux hectares, et le bâti fait 250 m² au sol avec 600 m² en tout. Donc tout est à restaurer. L'idée c'est que la ville veut faire un appel à projets sur ce bâtiment là et autours il y a plusieurs hectares de terre qui vont aussi être mises en appel à projet. Pour des maraîchers. Aujourd'hui on en est à la phase beaucoup plus en amont, car il n'y a pas eu encore d'appel à projet, on est un collectif aujourd'hui de cinq personnes qui travaillons sur le projet. Donc on en est à la phase où on a voulu proposer un modèle économique, en fait on se prépare, avant que l'appel à projets sorte, pouvoir y répondre sachant qu'on a peu d'informations. A priori ils veulent en faire un site avec un entrepreneur qui apparemment se débrouille, économiquement, pour ne pas investir dedans.

Notre collectif c'est le Collectif Agricole de la Prévalaye. Donc aujourd'hui la problématique c'est qu'on est sûr de la terre battue, donc il y a tout à refaire, c'est un projet qu'on chiffre entre 800 000 et 1 million d'euros, donc on peut pas porter tout seuls et la ville est pas prête aujourd'hui à ça. Ils ont refait la couverture. Et on arrive pas à communiquer avec les services.

S : Ah ben on a failli vous filer les ardoises de Pasteur. C'était en cours, j'avais deux palettes pour vous, et je sais pas pourquoi, ils les ont pas pris. Mais bon ça nous sert ! Je pense que ce qui vous manque c'est, ce que nous on a réussi à faire, qu'on est devenu maîtrise d'ouvrage. La permanence architectural permet d'avoir ce lien avec les services, les institutions ou le commanditaire en maîtrise d'ouvrage, et de faire en même temps un projet de maîtrise d'œuvre pour savoir combien il faut en investissement et tout, et en même temps de regrouper les acteurs locaux qui étaient des gens. Et aujourd'hui ce qui manque à la Prévalaye c'est cette gouvernance qui n'existe pas.

P : C'est ce qu'on voudrait oui. On aurait bien aimé avoir des billes pour pouvoir se positionner.

S : Ah ben je vais vous donner l'étude qu'on avait faite.

P : Parce que sur Pasteur la maîtrise d'ouvrage c'est quelle structure ?

S : Ben là aujourd'hui c'est Territoire Public qui est l'aménageur. Mais je vous explique, du coup l'université foraine elle dure trois ans, c'est une préfiguration de ce qui pourrait advenir avant de lancer une commande publique classique. L'idée c'était de se dire de travailler sur le non-programme, on fait confiance aux citoyens qui portent des initiatives, ceux qui ne sont pas révélés car ils ne rentrent pas dans les clous de l'institution, et la permanence architecturale c'est ce qu'elle permet, de révéler des gens invisibles. Quand on arrive sur site, avant d'avoir les clefs, on se dit que c'est pas mal de mener une étude de terrain pour comprendre quelles sont les forces vives, les acteurs, les forces ouvrières etc. Et donc on mène cette étude de terrain pour cartographier les acteurs non révélés, alors ça peut être des acteurs institutionnels qui ont besoin de faire un pas de

côté pour se redonner une liberté de faire, mais pour ça il faut absolument qu'ils sortent du monde institutionnel, comme ça peut être des acteurs associatifs qui sont sur le terrain, qui n'ont pas forcément de lieu d'appui mais qui prennent la ville comme terrain de jeu ou la forêt, etc. On agrège donc un certain nombre de gens autour de la santé, du bien-être de la culture, de la nourriture etc etc. On essaye donc de faire converger ces savoirs en vue de questionner par l'occupation du site ce qu'on pourrait y faire. Et pas par la programmation sur plan. On fait donc une étude de « faisabilité en actes », et pas sur plan. Vous nous faites confiance, on rouvre les lieux, par contre effectivement ils sont pas aux normes pour accueillir du public donc ça veut dire qu'il faut avoir le politique avec nous, c'est là que quand on change de mairie en 2014 il se passe un petit, voilà... Donc nous pendant deux ans on est sur le territoire, on fait ces rencontres publiques partout dans la ville, on va chercher les gens, moi je frappe à la porte des institutions, des associations, des machins, on rencontre des éducateurs, des étudiants, des toubibs, etc, et des gens qui adhèrent à cette philosophie. Qui se disent « mais bien sûr ville et campagne c'est essentiel ». On peut pas nous dire faut bouffer bio faut machin, faut cultiver machin, si tu rencontres pas le mec qui est à côté de chez toi et qui cultive autrement. Et comme il y a un truc assez, enfin c'est un cas d'école l'urbanisme de Rennes car Jean-Yves Chapuis, qui était urbaniste de la ville, a créé enfin a réfléchi ce qu'on pourrait appeler aujourd'hui la ville archipel, c'est à dire que Rennes n'a pas de banlieue derrière sa rocade, elle a su contenir, elle a racheté et préempté, c'est pour ça que je dis que ce sont de bons gestionnaires, leurs terres au fur et à mesure et ont plutôt réinvestis les petits villages avoisinant et donc ils ont construit autour. Bon ce qui crée quand même des cités dortoirs, car derrière si tu mets pas un réseau de transport hyper fort l'archipel elle marche quand même pas très très bien. Donc c'est pour ça que vous vous trouvez avec ce truc à la Prévalayé, c'est-à-dire que petit-à-petit quand les gens partaient ils préemptaient, donc ils gèrent. Pour l'instant il se passe pas grand chose si ce n'est les Mille Pas. Et donc si on veut questionner, l'Université Foraine ne doit pas séparer l'urbain du rural. Avant c'était le jardin de Rennes, les terres nourricières et vivrières. On doit faire cet aller-retour en permanence.

H : C'est sûr qu'il n'y a plus aucune autosuffisance alimentaire des nos grandes villes. La moyenne en France c'est 2% d'autosuffisance alimentaire. Nous on est sur des zones, des villes moyennes, ou tu as 0,2% de produits locaux ! Et si

tu regardes la courbe historique, c'est un effondrement du modèle entre 1970 et 1990. On est partis sur une logique politique. Et quand tu mets ça en lien avec l'effondrement logistique des systèmes (numérique, catastrophes sanitaires, climatiques). Il y a une mission résilience à la mairie de Paris. Paris par exemple c'est 24h d'autonomie alimentaire. En 24h on explose la vie publique. Il suffit qu'il y ait un message qui soit passé sur une problématique de crise et en 24h on ne peut plus maintenir l'ordre public. Parce que l'effet d'échelle de l'angoisse collective... Si les réseaux associatifs n'ont pas la possibilité de reprendre tout de suite la main en cas de crise sur le territoire, on a une société qui s'écroule en une semaine. [...]

P : Pour nous c'est pas gagné y a le stade rennais qui voulait réserver une partie des parcelles pour ses futurs terrains d'entraînement sur les terres de la Prévalayé. Ça fait flipper.

S : Alors moi je fais très attention à un truc. L'université foraine avait permis de révéler ça effectivement. Mais il faut toujours, toujours travailler ensemble et donc c'est pas l'agriculture contre le sport, car sinon on met tout le monde contre les autres. Non, ça peut être intéressant de faire du sport sur des terres agricoles et faire participer des mecs qui sont à la rue, bref retrouver quelque chose qui a du sens, et effectivement créer du gros équipement sportif c'est con, mais se dire que sur une terre elle peut-être à double usage, enfin voilà. Il faut trouver le pont. Au stade rennais, il faut trouver LA personne qui est un peu à côté, la choper. Nous on avait trouvé à Agrocampus Véronique qui était la seule, mais la seule à travailler à côté sur l'idée d'un laboratoire du dehors, et on l'a révélée. On monte une rencontre publique sur l'étang de la Bougrière, et donc c'était une hackeuse du système. Bref. On se dit que si dans tout on trouve la perle, le psychiatre qui a essayé de soigner autrement, et tu trouves des gens qui cherchent et qui sont dans l'action. Une fois qu'on a révélé tous ces gens, c'est là qu'on a un rapport de force. Tout d'un coup on n'est pas l'énième friche culturelle qui pourrait être la pire des trucs. Et donc après les deux ans on a les clefs, on occupe, et là on teste des activités avec des gens qui ont envie de faire autrement.

P : Et ma question, c'est sur la méthode, comment OK tu les trouves, tu tapes

aux portes, mais comment tu les mets autour de la table ?

S : C'est des rencontres publiques, on les fait toujours. On rend ce bilan si vous voulez voir, pour montrer ce que ça a fait.

R : *Vous le rendez quand ?*

S : Ça on le rend au bout de deux ans d'occupation à l'hôtel pasteur. En 2014.

H : [...] Le stade rennais quand même mets éclairer ses pelouses en continuité pour qu'elle soit belle, ça paraît pas très en accord.

S : Moi je regarde toujours la petite chose dans la grosse chose. Quand tu regardes le mec qui tond la pelouse du stade rennais tu peux en tirer quelque chose. Et donc c'est toujours de se dire, au lieu de zoomer sur le gros et de se dire ... Tu repars de l'individu. Ça je vous le dit, la méthode de l'université foraine, on a pas mal défriché le manifeste de Bruno Latour « Il n'y a pas de monde commun ». Et ça resitue ça. C'est à partir des intérêts particuliers, mais pas du petit intérêt privé, à moi, en fait on a annihilé l'individu dans notre société, à force d'être trop socialiste on a dit « y a la société », mais on a oublié que l'être avait aussi une compétence, quelque chose à donner. On est donc aller chercher ces personnes que l'on entendait jamais dans les débats publics. Et il faut trouver des tiers-acteurs et des tiers-lieux pour révéler peut être tout ça.

H : En effet, nous dans le contexte rural, on est obligé de partir des individus, c'est tellement petit et potentiellement conflictuel que tu dois partir des individus.

S : Ben voilà, une fois que tu as révéler ces individus là, moi je suis pas directrice artistique, je suis directrice artistique de l'ensemble de la chose, du projet archi, mais pas de la manière dont les gens veulent mener leur projet. Tu veux être agriculteur tu es agriculteur. Point, et l'intérêt pour moi c'est plutôt de coordonner ces intérêts individuels dans une œuvre collective. Et là, on a fabriqué un com-

mun à Pasteur à partir du moment où on a laissé faire les compétences de chacun là où ils sentaient qu'ils avaient besoin de le mettre au service de quelque chose de plus grand qu'eux. C'est refaire prendre conscience que le stade rennais, c'est plein de gens à des endroits différents qui font des choses différentes. Et c'est en révélant ces personnes là qu'on peut faire péter la chose. On peut pas s'attaquer tout de suite au mastodonte.

P : *Et vous étiez accompagné de pros de la concertation et de la mise en conflit ?*

S : Ah non pas du tout je me suis dit regardez, on est tous pros, c'est comme le concierge dans son tiers-lieu moi je crois à ça.

H : [...]

S : Donc on active ces lieux en les habitant, en les occupant, en révélant les personnes qui sont déjà sur site. On met en relation. On capte ces gens là, on parle d'agroforesterie, sur le foncier avec les services du jardin, etc. Et là, alors qu'on voulait mettre en lien le centre-ville et le rural, ici on fait de l'agriculture urbaine, on a activé une champignonnière et on a prouvé qu'on peut cultiver des champignons dans les sous-sols de la ville où il ne s'y passe rien, mais rien. Comme on est avec l'aménageur qui hérite d'un certain nombre de locaux, on peut mettre en lien la surface des caves avec l'aménageur qui peut faire des conventions précaires déjà pour commencer à activer ces sous-sols. On aimerait bien pousser ça, en tout cas on a réuni les acteurs qui étaient capable de faire ça.

H : *Ça c'est un projet dans le projet donc ?*

S : Mais oui, Pasteur c'est ça, jamais les gens ne restent à Pasteur, ils viennent pour expérimenter un truc et surtout après ils s'externalisent et font ce qu'on appelle la plus-valeur, on est en train de calculer l'économie contributive qui est mise à profit du territoire. Là une association qui a commencé par tester une ressourcerie ici est devenue aujourd'hui la ressourcerie du territoire. On a réussi à mettre l'opéra et les champs libre sur la question du recyclage des décors

grâce à eux. Car tout équipement public n'a plus le droit de vendre ou donner ses décors, donc ils partent à la destruction. Donc il y a eu un lien avec cette ressourcerie locale qui transforme les décors et leur redonne une seconde vie. Nous ici on fait rien en terme de mobilier, on fait tout à partir de réemploi sur les déchets des expos etc. On a réussi car ça passe par la ressourcerie. Qui a le droit de récupérer les déchets car c'est un bien public pour l'intérêt général issu d'une institution publique etc.

P : Mais vous faites ça à combien ? Enfin à la fois identifier et accompagner des projets et derrière ça penser la coordination de ce lieu

S : Alors j'étais toute seule pendant un peu, mais avec des gens autour de nous, les forces vives qu'on a révélé, on a construit tout de suite une assemblée des partenaires qui s'est transformée en 2016 en association collégiale. Ça c'est un combat. Et ensuite Élise est arrivée il y a un an et demi sur site à plein temps et on est deux à plein temps. L'idée c'était aussi de se dire, les gens ont des intérêts, donc arrêtons de se dire qu'il faut 10 000 salariés pour le truc, les gens qu'on a révélé c'est des gens qui bossent, qui ont leur asso, qui ont leurs trucs, donc c'est juste mettre à disposition des lieux. C'est du contributif pur. Il faut juste une logique systémique pour mettre en résonance tous ces gens là.

R : *Ça c'est ce que vous appelez l'Hôtel à Projet ?*

S : Alors je vais peut-être refaire les grandes lignes. On rend le bilan, de ce qu'on a fait, la carto où on révèle tout sur le territoire, enfin tous les gens qui ont voulu participer à un moment donné à cette question de ce qu'on fait de ce patrimoine, que ce soit l'hôtel Pasteur ou les terres agricoles. Par exemple quand on rencontre cet éducateur sportif qui nous dit «mais moi j'ai créé des séjours rupture parce que l'équipement sportif n'est pas ouvert si t'as pas ta carte de membre mais moi je bosse avec un public qui est à la rue, les SDF, donc eux ne peuvent pas aller faire du tennis s'ils ont pas leur adhésion.» Donc il s'est dit «moi je vais bivouaquer en pleine nature» Et lui avait un réel intérêt à bivouaquer chez les agriculteurs et faire un lien, imaginons par exemple qu'on peut partir en vacances à Rennes sur la zone de la Prévalaye pour les gens qui n'ont pas les

moyens de partir en vacances, il y a une zone magnifique, et on pourrait partir en vacances dans sa propre ville. En collectif on se réunit de manière collégiale une fois par mois pour parler de ces sujets, pour se dire qu'on continue de faire tourner la machine, et eux, surtout, continuent de faire des activités sur le site, ils redonnent une valeur d'usage au site alors qu'il n'y en avait plus et permettent de révéler des possibles avec très peu de moyens. Donc on fait un état des lieux, on invite à faire la fête dans Pasteur. Rennes est une ville de culture assez libriste et les mecs chargés de missions de la ville sont biens aussi. L'idée c'est donc de faire école en invitant des étudiants et des chercheurs. Ça c'est pareil, je vais pas chercher la direction, je vais chercher l'enseignant qui fait le pas de côté.

H : On fait ça aussi nous. [...]

S : Donc voilà on continuait nos rencontres publiques, à côté de ces occupations de terrains, et dans ces rencontres publiques on menait à chaque fois une action, si on parlait des malheurs du corps, on mettait tout le monde à l'épreuve de quelque chose, d'une pratique ... On n'était pas que dans la parole. On a questionné l'illumination du bâtiment aussi, enfin bref on a traité de beaucoup de sujets qu'on montre dans ce livret. Ce qui est rigolo c'est que quand même on était dans un bâtiment pas aux normes et que les pompiers venaient faire des formations premier secours, donc à partir du moment où on a pu faire ça, personne ne pouvait rien nous dire !

P : Alors justement comment vous avait fait pour obtenir cette fameuse dérogation ?

S : Ah ben ça c'est parce qu'on est archi, donc comme on est archi on sait faire ! C'est à dire qu'on va chercher le bureau de contrôle, on va voir les pompiers tout de suite, on sait leur parler la bonne langue, et donc forcément on connaît le bâtiment, c'est là que je dis que mon intérêt c'était la réhabilitation du bâtiment, c'est ça qui était intéressant. Après faut embarquer les mecs avec toi quoi. Faut mettre au service tes compétences pour pouvoir faire ce pas de côté, et c'est pareil il faut trouver les bonnes personnes. Évidemment que la norme, si tu la requestionnes, elle n'est pas que technique et si tu lui redonnes une valeur

humaine elle devient intéressante. Donc voilà, la ville nous voyait faire mais elle avait les boules. Vraiment. Elle avait délégué à une association «notre atelier commun», avec laquelle on avait monté l'université foraine, moi j'étais chez notre atelier commun, et du coup pendant deux ans on avait une subvention d'occupation, on avait une convention d'occupation. Le maire a pris ce risque là. 2014, les élections arrivent, on rend le bilan, il sait qu'on est mal barré donc il refait passer une convention d'occupation sur l'année 2014, parce qu'il sait que c'est des projets expérimentaux, et incrémentaux, tu avances en marchant, c'est le temps long de l'expérimentation qui te permet d'avoir un rapport de force et de prouver que tu fais tes preuves. Pendant les élections, l'opposition est fort farouchement opposée à notre projet et notamment d'anciens scientifiques retraités qui se disent qu'ils doivent hériter de ce bâtiment puisqu'il était la face de science, et en plus nous comme on s'appelle université foraine et qu'on n'est absolument pas des universitaires, terrible... On se prend le monde universitaire ... Sauf qu'ils voulaient faire un musée des sciences, ce qu'il y a de plus simple et de plus banal, on n'a pas les moyens c'est 50 millions d'euros nous on l'a chiffré ici juste pour le remettre aux normes, sans le fonctionnement du musée. La ville est incapable de verser cette somme aujourd'hui. Elle est surendettée. Ils ont ralliés l'UDI, c'était les anciens présidents des facs. La droite défendait ce projet pour se faire élire mais bon c'était infaisable.

R : Et comment vous avez réussi à les dévier ?

S : Ben on l'a dévié par le rapport de force citoyen, déjà on avait fait nos preuves, on avait fait office de service public et d'aide à la personne, j'étais toute seule à ouvrir les lieux, avec une subvention de 80 000 par an. On avait 3000 m² ouverts à la société civile qui faisait des activités publiques, démocratiques et en même temps moi je faisais des plans, je chiffrais, et je dis voilà comment on pourrait remettre aux normes, ça rejoint votre idée, nous on se dit année après année, on pourrait faire un truc. Bon on n'a pas réussi à faire ça mais l'idée c'était ça, on teste plein d'usage sur la zone de la Prévalaye et Pasteur, en fonction de ces usages on se dit que ce qui est magnifique, l'appropriation elle a lieu que quand on ne sur-assujetti pas l'espace, on laisse donc un espace très libre, qu'on anime et qu'on gère. C'est pas parce qu'on a fait de la danse dans cette salle qu'on la trans-

forme en salle de danse avec des grands miroirs et que tu fermes à clef parce que tu n'as pas envie de te faire piquer les projecteurs. Et donc le non-programme c'est le projet, et c'est la gouvernance de tout ça qui va être intéressante à mettre en place, et nous derrière on va juste remettre un minimum aux normes pour passer d'une occupation de 50 personnes à une occupation de 700 personnes, à mettre des fluides là où il faut, pareil on questionne la norme pareil parce qu'avec nos hauteurs sous-plafond, si t'écoutes la norme, là je viens de changer les fenêtres, elles sont double-vitrage, si tu chauffes à 20 degrés, tu regardes la RT 2012 tu te dis que tu es obligé de rajouter un isolant plus un parement etc. et là tu te dis «mais je vais quand même pas avoir un faux plafond à 1m20 !». C'est l'horreur, c'est souvent le problème du patrimoine. Nous on a dit «attend, on a vu que pendant deux ans d'occupation, dans certaines ailes du bâtiment il y avait une superposition d'activités différentes dans la journée, tu pouvais avoir le matin un cours universitaire, le midi une grande tablée, l'après-midi t'avais un cours de danse et le soir tu avais un concert. Les gens ne stagnaient jamais, on a une diversité spatiale qui fait qu'on n'a jamais poussé de murs, cassé de murs, les gens à chaque fois prenaient l'espace qui leur correspondait. Si il était derrière son ordi il préfère prendre une petite salle cloisonnée plutôt que d'être tout seul dans un grand espace, et du coup les petites salles cloisonnées on se dit qu'on va les chauffer, et les grands espaces qui ont hérités de différents types d'occupation tout au long de la journée, on met donc la norme au service de l'usage, et c'est là qu'on est bon, et qu'on dit à nos DTU et à nos bureaux de contrôle «écoutez, ça fait deux ans qu'on met à l'épreuve l'usage de ce bâtiment, on a vu ce qui se passe, et on n'a pas besoin de chauffer à 20 degrés partout !». Et donc au lieu de chauffer à 20 degrés on se dit qu'on met des têtes thermostatiques sur les radiateurs et on se dit qu'on chauffe qu'à 13. Et donc nous le bâtiment n'est pas chauffé depuis 5 ans, tout le monde l'a occupé été comme hivers ! Mais parce que les usages étaient différents en hivers, les gens étaient en mentaux, et l'idée avait été aussi de se dire qu'avec Prévalaye, l'été on était en campagne, et l'hiver on était dans le bâtiment ! On suit les saisons. Et donc dans le bilan, on chiffre la manière dont année après année avec les services de la ville qui sont très compétents et qu'il faut valoriser, et année après année, aile par aile, on refait voter de façon démocratique un budget avec le conseil municipal et on se dit il nous faut 500 000 cette année, etc, toujours en occupant tous les espaces. La base c'est de mettre hors d'eau hors d'air, et une fois que ça c'est fait on remet

aux normes accessibilité, incendie, électricité etc..

H : [...]

S : Et donc on fait ça, et on fait aussi un deuxième chiffrage, pour qu'il y ait les deux possibilités, où on fait tout d'un coup. On continue pendant une année l'occupation donc après les élections, alors que la mairie a changé mais est quand même resté PS, elle lance les États Généraux de la Culture, nous on rend ce bilan là, fin 2014 elle nous dit « merci, on va voir ce qu'on en fait de cette étude et on ferme le bâtiment ». Et là on fait une grosse fête malgré l'interdiction qu'on a eu d'ouvrir le bâtiment et de faire la fête alors que nous on voulait faire une grosse fête pour dire merci aux rennais qui ont participé au projet. Et donc on avait la police devant le bâtiment mais on y est quand même allé. Et les institutions sont aussi là ! Plein d'acteurs ! Et puis après on ferme, on est quand même sympas, ils font un état des lieux, imaginez un état des lieux du bâtiment Pasteur, ils regardent les fissures et nous ce qu'on avait fait c'était l'améliorer, on n'avait fait que de la plus-value, l'occupation c'est l'entretien. T'occupes t'entretiens quoi. Donc début 2015 on ferme à clef.

H : Et ils ont compris les élus cette idée d'occupation-entretien ?

S : Maintenant on commence seulement à les acculturer à ce truc là. Avec la biennale de Venise, on a fait venir la maire à Venise. Mais avant c'était pas, enfin ils ont compris le principe de la permanence architecturale et là ils se sont dit « quand même, l'architecte elle ouvre le site, elle est concierge, elle passe le balais, c'est pas mal ». Et la ville se dit « il y a quelque chose qui s'y passe. » Et quand on ferme, il se passe quatre mois.

P : Par rapport à ce rapport de force, c'était un rapport de force que vous aviez dès le début avec Patrick Bouchain au début du projet ?

S : Alors non ça c'était pas un rapport de force, c'était un contrat de confiance, c'est plutôt que la commande est passée par un maire qui ne savait tellement pas

quoi faire de ces lieux là qu'il teste autre chose. C'était une discussion entre le maire et l'architecte, et c'est pour ça qu'on a pris cher aussi, parce que forcément, Patrick Bouchain, il est parisien, c'est l'élite qui débarque. En Bretagne. Mais je comprend aussi, les gens se sont dit pourquoi Patrick Bouchain viendrait ici avec son Université Foraine à Rennes ! On était l'école du site quoi !

H : Et du coup tu fermes pendant 4 mois ?

S : Oui pendant 4 mois ça ferme, y a les États Généraux de la Culture, tout le monde dit « ouais pourquoi vous l'avez fermé », il se passait un truc. Moi je faisais d'autre chose, c'est les gens qui eux-même lors des États Généraux de la Culture, lors des rencontres publiques disent ça. La maire entend tout ça, qu'un toubib soigne différemment, qu'un éducateur sportif, etc. Elle entend qu'on a rendu un rapport qui n'a rien coûté, on leur a dit ça vous coûtera 10 millions et aujourd'hui elle a investi 10 millions pour l'investir. On a donc rendu le rapport, et donc quand on est parti on a dit « il vous faut une maîtrise d'ouvrage qui connaît, car vous ne pourrez pas réhabiliter tout le lieu ». Alors il y avait le centre de soin dentaire qui était toujours en vie au rdc, c'est pour ça qu'on a choisi ce bâtiment, il était déjà identifié par des gens qui ont plus la chance d'habiter au centre ville et qui se soignent gratuitement les dents. On a toujours dit nous, le RDC peut rester d'utilité publique, peut être un équipement. La maire dit « bon j'ai une démographie croissante en centre-ville, j'ai un manque de place en école maternelle de plus en plus de jeunes parents qui arrivent. Je positionne une école maternelle au RDC de Pasteur », ce qui marche bien, c'est une ancienne fac, bâtiment construit entre deux cours, un grand huit. Donc voilà, elle nous dit pas qu'on continue le projet Pasteur, elle dit rien, on ferme, mais on lui dit avant de partir « vous êtes obligé de déléguer à une maîtrise d'ouvrage vous ne pouvez pas faire ça dans vos services en interne, ça sera trop compliqué. ». Quatre mois après, Jean Badarou, directeur de Territoire Public, la société publique locale d'aménagement de la ville de Rennes, débarque à Rennes après Roubaix, la réha il connaît, il avait entendu parler de Pasteur, et il connaissait Patrick Bouchain puisqu'il avait fait la condition publique à Roubaix, et quand moi je faisais Boulogne sur Mer il a fait un projet de logement social à Tourcoing. Et donc quand il arrive ici et que la maire lui parle de Pasteur et de l'historique, il dit ...

Ah oui ce que je vous ai pas dit c'est que le conflit Métropole ... Préalaye c'est un territoire à gouvernance métropolitaine, Pasteur c'est ville, la maire quand elle se fait élire elle ne prend pas la Métropole. C'est Emmanuel Couet qui prend la métropole. C'est pour ça qu'on n'est plus avec Préalaye. Et donc forcément il y a une scission entre les deux. Jean Badarou veut bien s'occuper du projet de Pasteur quand elle lui demande et elle dit «mais faudrait du coup le refaire vivre comme l'avait fait l'Université Foraine», on peut pas penser ça en continuant de le fermer. Et au début il n'était pas question que ce soit moi, mais bon si c'était pas moi les gens n'allaient pas être contents quoi. Donc moi j'avais pas forcément envie de revenir mais je rencontre Jean Badarou, on s'entend bien, et je décide de pas me faire salarié et de dire «OK mais tu me missionnes, je reste à mon compte» Pour ma liberté. Je suis auto-entrepreneure depuis 10 ans. Donc je reste à mon compte pour garder une liberté d'action et pour être le pivot entre l'institutionnel, le politique et les gens. Et Territoire Public est missionné pour assister à maîtrise d'ouvrage à la fois sur la maîtrise d'usage et sur la maîtrise d'usage, la ville de Rennes, pour la reconversion du lieu, son occupation, l'aide aux modalités de gouvernance du lieu, la façon dont on pourrait gérer le lieu demain, activer son modèle économique après la réhabilitation, donc on pense tout ça en fonction des usages qui se sont passés et avec les acteurs qui se sont révélés, là notre dead line c'est de faire signer une convention d'occupation donc là on se ré-approprie l'outil juridique car si on laisse ça aux services ça ne va pas marcher. Donc on essaye quand même de mettre des juristes avec nous parce que sinon on va devoir rendre l'énième bilan d'activité fin d'année et là si ils sont pas d'accord ils nous virent, donc on est en train d'écrire pour qu'on puisse, comme on est un projet incrémental, faire en sorte qu'on acte, au fur et à mesure, on invitera, le conseil collégial invitera un comité ville, service ville, tous les mois, tous les trois mois, on fait ça en ce moment, avec ça, OK on est en réunion, on acte ça. Et vous ne nous demandez pas un bilan à la fin de l'année. Donc l'idée c'est de faire voter cette convention au mois d'Avril, faut faire gaffe il y a 2020 quand même qui arrive, avec les élections, donc nous on essaye de se dire qu'en 2019 on fait voter la convention d'occupation, on a réussi à faire en sorte que ce soit 5 ans, on a dit on a mis 5 ans à monter Pasteur, il nous faut 5 ans derrière. Ils ont été d'accord, ce qui est déjà pas mal.

P : Et les travaux doivent durer ?

S : On ré-ouvre nous en Janvier 2020. L'école entière elle ouvre en milieu d'année scolaire car il y a de l'amiante, il pourra y avoir quelques classes avant, ils pourront s'approprier le chantier, enfin bref on travaille avec les instits. En Mai donc normalement on a la convention qui lie l'association à l'immobilier sur 5 ans, on essaye de fabriquer un modèle économique sur 5 ans même s'ils ne peuvent pas valider au conseil municipal un modèle économique sur 5 ans puisqu'il est obligé d'être re-débatu tous les ans, mais l'idée c'est qu'on aie une close, enfin sauf si nous on rempli pas la mission que nous on s'est donné qui est toujours l'émancipation sociale et sociétale de l'individu quoi, et son activation sur le territoire. On peut peut-être donner la parole à Élise qui est arrivée donc effectivement, notre rapport de force c'est aussi de dire aux élus «voici les personnes qui vont gérer Pasteur demain» pour ne pas qu'ils les choisissent, c'est nous qui les choisissons avec le conseil collégial. Et donc c'est ça qui est important, Élise elle est là depuis 1 an et demi, elle est géographe sociale et moi je suis architecte concierge. Et l'idée c'est qu'on a coopté une personne à côté de nous aussi qui vient du TNB. Bref on va faire un gros conseil collégial qu'on met en place la semaine prochaine sur la question du recrutement et on invite la ville. Parce que la ville est pas d'accord avec nous, elle veut qu'on fasse un appel d'offre, la démocratie selon eux c'est l'appel à candidature public. Et donc là on met tout le monde dans la boucle pour sécuriser le fait qu'Élise soit la première salariée de l'association puis qu'aujourd'hui l'association collégiale Pasteur est une asso de réflexion, la gouvernance c'est la maîtrise d'ouvrage qui la porte, c'est Territoire Public, moi je suis en prestation pour territoire public, je fais la facturation à Territoire Public. Élise est, elle, salariée par Territoire Public aujourd'hui. Élise demain sera la première salariée de l'asso et ce qu'on veut c'est à partir d'aujourd'hui !

P : Et toi pourquoi est-ce que tu bouges pas sur l'asso ?

S : Parce que moi je veux partir, j'ai monté le projet je veux pas rester, c'est de la gouvernance tournante. Et ce statu de nomade, et aussi parce que je revenais de Boulogne sur Mer où c'était ultra social, enfin ça assoit une légitimité, tout de suite on a dit que c'est les gouvernances tournantes qui font que le lieu se régénère, et donc faut arrêter d'avoir des mecs qui gèrent des équipements

pendant 30 ans.

E : Moi j'ai prévu pour l'instant de donner trois ans pour faire un an et demi avant la livraison et un an et demi après, pour faire la transition, avant de transmettre à mon tour et de partir. Avant d'être là moi j'avais déjà fait un stage en recherche-action à Pasteur donc ça fera 5 ans que j'ai donné à Pasteur c'est honnête et voilà on continue à transmettre.

H : Et pendant le chantier il se passe quelque chose ?

S : Ben ça c'est notre ambition. L'idée c'était de se dire que pendant deux ans on voulait pas qu'il se passe plus rien, nous ça nous laisse le temps de souffler sur l'accueil et de réfléchir au modèle économique, modalités de gouvernance, le lien avec la ville, les partenaires, etc, ça on prend ce temps là en ce moment, on a profité de Venise cet été on a embarqué une quarantaine de rennais en résidence pendant une semaine sur le Lido et on autour de la maire on était une délégation de 7 personnes qui est venue nous écouter, avec ses services qui nous soutiennent. On voit que ça influe dans les politiques publiques ce qu'on est entrain de faire, c'est ça qui est intéressant. Et donc on s'est dit le chantier c'est aussi une zone d'expérimentation énorme. Donc on a essayé de le laisser ouvert dans de grandes phases, dans de grands moments, pas tout le temps mais tous les vendredi on accueille les étudiants de l'ESIR et de l'école des Beaux Arts qui travaillent dans la cité de chantier, on a laissé des espaces ouverts, qui est la cité de chantier, qui est le lieu d'accueil, la cuisine, où tous les artisans mangent, voilà. Donc on a notre bureau maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, artisans sont sur le site même du chantier et on met surtout à l'épreuve ce qu'on a vu en insérant les gens qu'on a pu rencontrer et qui en ont besoin dans ce chantier d'insertion. C'est pas pour le quantitatif, là on veut mettre toutes les institutions sociales dans la boucle. On a un lien très fort avec le CCAS qui veut expérimenter avec nous un chantier expérimental d'insertion autour d'une ATE et avec l'hôpital psychiatrique Guillaume René qui a mis en place des thérapies communautaires depuis 4 ans démedicalisées dans Pasteur, dans un lieu de vie, en estimant que c'est mieux qu'un lieu traditionnel hospitalier, et donc qui pourraient être présent sur le chantier d'insertion. Ça c'est surtout Guillaume René qui s'en

occupe.

H : [...]

S : Un tiers-lieu est une maison de santé. Nous on met en place ça l'année prochaine là, il y en a trois ateliers différents, et ce qui est intéressant c'est que le CCAS a fait un truc, on a remonté symboliquement l'université foraine dans le chantier en disant «le chantier c'est aussi un lieu de ressource, de savoirs-faire et d'échange», et Philippe Leférand, psychiatre, a décidé dans le cadre du chantier, pas de faire des thérapies communautaires ça il le fera dans le cadre du chantier d'insertion, mais on a fait un partenariat avec le CCAS et les travailleurs sociaux de la ville pour qu'ils puissent être formés à ce que propose Philippe Leférand (la question de la précarisation de l'individu dans la société) et donc là le CCAS a dit OK, les travailleurs sociaux peuvent aller à Pasteur. Et une fois par mois il y a un cours fait par Philippe à destination des travailleurs sociaux. Après il aimerait l'ouvrir un peu plus. On va les mettre en ligne.

H : [...]

P : Du coup tout ça c'est des projets qui visent à la pérennité en fait ?

S : Alors moi je fais attention avec le mot pérennité parce que pour moi, l'éphémère c'est ce qu'il y a de plus durable. Donc, on parle jamais de pérennité. Étant donné que voilà, Élise elle restera cinq ans, on veut une gouvernance tournante, l'idée c'est aussi que moi je suis gestionnaire je pourrai passer collègue des sages, etc, t'as les hôtes utilisateurs qui peuvent passer gestionnaire et t'as les gestionnaire qui pourront repasser sages. Bon sage c'est un peu con mais bon la sémantique c'est important pour nous. Et donc effectivement, l'éphémère c'est ce qu'il y a de plus durable. Pourquoi la ville nous a fait confiance, parce que de toute façon on mettait deux fois moins d'argent (on a dit que c'était 10 millions d'euros la réha) donc en investissement on est deux fois moins chers que n'importe quelle équipement, et dans l'équipement, on fait l'école maternelle, on fait tout, et à partir de l'hôtel Pasteur on remet un minimum aux normes ce qui fait qu'on a fait le delta on est quand même 2 millions d'euros moins

chers qu'un équipement culturel classique. Ensuite on prouve qu'en terme de fonctionnement, on a fait notre modèle économique, on peut fonctionner à 300 000, pour 3000 m², en étant ouverts H24, en ayant trois salariés et les charges de maintenance. 300 000 c'est vraiment pas beaucoup pour un équipement comme ça. Et donc on lui dit ça parce qu'on se dit, trois salariés ça pourrait suffire, que derrière, comme on valorise l'économie contributive et qu'on s'est rendu compte qu'en cinq ans d'occupation, les gens quand ils occupaient le lieu d'1h à trois mois, ils participaient de par leur occupation à des modalités de fonctionnement donc on peut valoriser le fait que quand j'étais pas là le week-end, de temps en temps, tu donnes la clef et ils ouvraient le lieu au public. Donc on re-responsabilise la personne qui ouvrait. Ça faut qu'on l'écrive aussi dans la convention d'occupation. Donc c'est la que la ville elle trouve ça intéressant d'une part on n'a pas mis trop d'argent dans l'investissement ce qui fait que s'il y a une urgence sociale dans la ville dans dix ans, le bâtiment on l'a mis hors d'eau hors d'air, on l'a mis aux normes, on l'a pas assujetti à un besoin qui n'existerait peut-être plus dans dix ans. Si l'asso pendant cinq ans elle marche bien c'est bien, et si elle arrive à faire signer une énième convention d'occupation parce qu'elle aura coopté d'autres gens, en fait le projet il est mouvant, comme il est basé sur le non-programme et que sa valeur d'usage est redonnée par la société civile qui invente, forcément il y a un renouvellement permanent de la valeur d'usage qui est redonnée à ce bâtiment. Ce qu'on veut rendre pérenne c'est peut-être les modalités de gouvernance qui permettent le renouvellement.

H : Moi j'ai une question justement sur cette gouvernance tournante. En partant du principe que t'as un modèle économique, tu as ton bâtiment à gérer, tu as ton flux à gérer, tu as tes sous à gérer, à faire rentrer, il y a des décisions qui à mon sens ne peuvent pas être prises en collège, dans le sens où il y a certaines prérogatives qui doivent rester celles des gestionnaires. Mais comment tu fais une gouvernance tournante, typiquement, avec des non gestionnaires ?

S : Ah non, t'as les gestionnaires toujours, dans notre système collégial t'as le collège des hôtes utilisateurs, le collège des gestionnaires et le collège des sages. Dans le collège des hôtes utilisateurs t'as des représentants de la société civile qui représentent des disciplines et des pratiques différentes, art, culture, santé,

social, pas un seul même type d'individu. Et lui il tourne enfin là ça fait deux ans, on a fait l'assemblée constitutive en Septembre 2016, depuis on n'a pas fait d'AG donc on va la faire en Juin, donc voilà ce conseil il bouge tous les ans, à chaque AG, il y a des nouvelles personnes qui représentent des besoins. Après t'as le collège des gestionnaires, moi j'en fait partie, avec Le Mari-Bayard qui lui est chargé d'opération chez Territoire Public et donc plutôt technicien du suivi de chantier, et Jean Badarou, qui est le directeur général de Territoire Public. Demain on va plus être là, on va tous partir, du coup l'idée c'est que Lise soit la première salariée et se mette dans le collège des gestionnaires salariés, nous on passe peut-être dans le conseil des sages, ce sont les gens qui sont un peu là garants de enfin ce sont des gens que tu actives sur certaines réunions.

H : Et donc pourquoi ce collégial est pas SCIC tout de suite ?

S : Ah non, nous SCIC on veut pas, SCIC c'était au tout départ parce qu'on s'est dit «où on va chercher les 300 000 ?».

R : C'est quoi une SCIC ?

S : Une Société Civile d'Intérêt Collectif. Une des premières SCIC culturelle qui s'est montée en France c'est la friche Belle de Mai à Marseille. Et du coup ce qui est intéressant dans la SCIC c'est les modalités de gouvernance partagées. Après ce qui est intéressant c'est de gérer une économie avec des fonds publics et des fonds privés, c'est comme une société d'économie mixte. Donc ça c'est intéressant pour nous car on se disait qu'on n'aurait pas 300 000 que de la ville, faudra qu'on aille chercher de l'argent. Et nous on a dit non après juste parce qu'on n'est pas générateurs de recettes. Donc pourquoi on monterait une société alors qu'on n'est pas générateurs de recettes ? Alors on s'est dit Pasteur c'est 300 000 demain, alors la ville elle peut dire «bah écoutez vous n'avez qu'à louer maintenant, vous louez des mètres carrés, les adhésions c'est des locations, et du coup vous rentabilisez.» Mais du coup tu te coupes de tout objet social quoi. Si tu fais ça ça y est on partitionne on fait le co-working enfin moi je crois pas à ça. Donc nous on se bat, en conseil collégial à la suite de Venise on a acté tous ensemble le fait qu'on ne voulait pas faire payer de mètres carrés. Mais ça on ne

le veut pas, en plus tout simplement la temporalité c'est trois mois maximum donc voilà, on tourne, les gens tournent dans le bâtiment de la même manière que la gouvernance tourne. Car sinon il n'y aurait pas assez de place pour toutes les demandes en plus, il faut s'adapter à la demande, si quelqu'un a juste besoin d'1h pour faire un shooting voilà enfin la bonne temporalité c'est trois mois. T'as pas en bas un panneau d'affichage avec toutes les associations qui y habitent tout le temps, non. C'est pas Darwin. Tu affilies pas des espaces à des gens. Si, mais sur un temps donné qui est entre 1h et trois mois. Sauf qu'on s'est dit, il y a dix règles à l'hôtel Pasteur, et la dernière des règles à l'Hôtel Pasteur c'est de pouvoir toujours déroger à la règle et donc l'association des migrants, on s'est réunis collégialement, puisqu'ils n'avaient plus la maison des associations qui les accueillait à Rennes. Donc on s'est dit, on se réunit, c'est une urgence sociale, et ils sont restés un an. On a dérogé à la règle. Alors pour vous c'est autre chose en milieu rural, nous en ville on se fait happer, pourquoi on choisirait nous les associations qui pourraient s'installer, j'étais contre. Mais vous en milieu rural c'est autre chose. Rien n'est reproductible, l'hôtel Pasteur n'est pas reproductible. Aucun tiers-lieu n'est reproductible surtout que les méthodologies de gouvernance peuvent être des méthodologies reproductibles, mais l'objet même, impossible ! Tu ne peux pas. Donc on a inventé le renouveau permanent dans une architecture.

H : C'est ahurissant l'impact que ça implique sur l'architecture en général.

S : Ah ben moi je pense que là ça peut aider beaucoup de maires, qui héritent, et de propriétaires, qui héritent de patrimoines comme ça et qui se disent mais qu'est ce que j'en fais, on peut pas le figer dans un truc, là on lui redonne vie pour 50 ans, 100 ans, en lui disant on peut faire du sport, on peut faire ci, etc. Donc comment avec peu de moyens, dans une liberté d'action en refaisant confiance à l'individu par l'appropriation on est capable de transformer les espaces, après j'ai des situations ... Enfin quand Erwan Godet me dit que l'équipement sportif n'est pas ouvert aux gens en grande précarité, quand on lui dit tu peux avoir un fac de science, il dit «bah c'est super», il a jamais vu le bâtiment, il occupe le bâtiment et il réinvente le sport, on a monté des terrains de tennis, alors qu'il n'y a pas la place de faire du tennis ! La ville maintenant fait appel à lui, il est sur

la question politique urbaine quartier politique de la ville ANRU, ils l'ont mis là-bas, y a plus le cercle Paul Bert, c'est lui qui a la mission d'ouvrir un lieu avec les jeunes ! Les tiers-lieux sont au cœur des projets politiques. Pasteur n'est qu'un outil de valorisation de lieux et de gens sur un territoire c'est pas un nouvel équipement. C'est un outil dans un réseau avec une grande économie contributive.

P : Ça veut dire que les élus, en tout cas à Rennes, ont compris ça ?

S : Je sais pas. Mais l'idée c'est que ça infuse. A chaque fois. C'est juste une autre méthodologie. On a de la chance à Rennes c'est une bonne échelle, 200 000 habitants.

H : [...] Les aménageurs tu te rends compte qu'ils sont toujours là. Ils sont en train de repenser leur action.

S : Mais vous savez que c'est avec eux qu'on fait demain, il faut leur redonner un combat politique, c'est les aménageurs qui peuvent avoir les mains libres. Et il faut leur redonner une valeur politique de leur métier, pas une valeur technique. Malheureusement c'est des techniciens qui partitionnent les ZAC, qui gèrent du foncier, et il faut leur redonner, ce que les élus ont du mal à faire quand même parce que là tu vois les élus ont redonné à l'aménageur, sauf que moi je suis à mon compte donc tout va bien mais c'est eux qui font quoi, alors que Territoire a permis aussi de continuer l'expérimentation même juridiquement. Juridiquement c'était plus simple de le donner à une société publique d'aménagement. Mais ça doit surtout venir du bas ça doit pas venir d'en haut. Moi je pense qu'il ne faut pas décréter qu'à tel endroit tu fais un tiers-lieu, non il faut activer des choses qui existent déjà. Moi j'y crois. Après tu peux avoir des ambitions, comme nous on en avait, mais tu ne décrètes pas.

R : Comment vous pensez que ça peut se développer du coup cette idée de tiers-lieu ?

S : Ça se développe parce qu'il y a une urgence à un moment donné, parce qu'il y a un besoin, parce qu'il y a des gens un peu fous qui se disent qu'il y a ça à côté

de chez eux, enfin je sais pas. Il faut être simple. C'est des gens avec des besoins, ils faisaient des choses en plus, à l'utilité social. C'est se dire, mais pas seul, c'est pas «l'architecte» qui se dit «on va faire ça puis ça va devenir ça pour la ville ça va être super» non, l'architecte, comme n'importe quel spécialiste dans son domaine ne fait va accompagner les choses, comme l'ingénieur d'une autre manière, comme le géographe accompagne d'une autre manière, et c'est de se dire, et là c'est une question de gouvernance, c'est à dire que nos élus c'est pareil, ils doivent retrouver une posture de «j'ai été élu pour, je ne dois pas venir en tant que souverain gestionnaire». Il faut accompagner, par le biais d'outils juridiques aussi. Et nous on travaille sur un rapport d'utilité, pas sur un rapport d'activité, enfin le rapport d'utilité il est acté au fur et à mesure, c'est juste de reposer la question de comment on se parle les uns les autres, c'est pas l'association contre le modèle institutionnel qui accorde sa subvention et qui rend des comptes, mais c'est de se réinstaller un dialogue permanent, c'est permanent, il faut pas qu'il y ai de rupture de dialogue. Là on voit bien la rupture de dialogue qu'il y a eu avec toute une partie de la France en ce moment. Bon et maintenant je vais vous parler de la preuve par 7 évidemment, c'est ça la duplication. Ce qu'il faut maintenant c'est surtout le faire rentrer dans une loi. La méthode elle est duplicable, mais effectivement l'objet n'est pas duplicable puisqu'il dépend d'un contexte. Par contre l'idée qu'a Patrick c'est surtout de se dire qu'on forme des réseaux.

H : Matei Diordiou est en train de préparer une thèse à l'université Paris Dauphine sur les réseaux d'innovation et les tiers-lieux. C'est un sociologue. Et on en parle beaucoup, il est conseiller scientifique du réseau des fablabs de France, il suit de très près le rapport Levi Weiss et ce qu'on appelle la «mission co-working tiers-lieu».

S : Ah ben très bien, on va aller le choper là dessus.

H : Oui il a d'ailleurs écrit une prise de parole publique pour le RFF en réaction à ce rapport.

S : Ah c'est intéressant ça parce qu'ils sont tous montés au créneau !

H : Justement, lui met en garde. On a beaucoup discuté politique, il met en garde contre le risque de l'appât du gain, parce qu'ils ont pas mis 110 millions sur la table par hasard dans ce rapport. Et ces 110 millions y en a pas un qui est budgété. Donc ça c'est du macronisme de base c'est-à-dire.

S : Bien sûr tu sais que là on va avoir la DRAC pour ça, ils se retrouvent tous à pas savoir quoi faire de cet argent. Ils savent pas à qui comment pourquoi.

H : Ben là c'est pire que ça car il n'y a pas de fric, les 110 millions ils sont pas budgétés dans la boîte finance, ils sont pas inscrits, il n'y a aucune ligne et c'est un effet d'annonce. Et les gens vont se bagarrer.

S : Je pense pas non plus car nous ici on en a quand même. Après je sais pas si ça vient de la mission co-working ou d'autre chose. Mais en tout cas sur la question des tiers-lieux ils en ont. Bon c'est peut-être pas la même échelle, j'en sais rien.

H : Oui parce que par ailleurs 110 millions pour un enjeu 1500 tiers-lieux aujourd'hui, ben 30000 tiers-lieux dans 10 ans c'est peu, par rapport aux enjeux qu'on évoque ce matin. Le risque c'est que si on n'a pas de loi, le réseau, la culture de compagnonnage qui est en place aujourd'hui, avec les limites que représentent d'un côté la totemisation du numérique et celle du co-working, et de la culture, fait que si on n'a pas de lois, on risque d'avoir un feu de paille.

S : Mais c'est sûr. On l'a vécu sur des enjeux institutionnels forts comme l'ANRU, ou forts comme Cœur de Village, mais c'est pareil, si la gouvernance ne marche pas, c'est de l'argent qui va être mal mené.

P : Et donc Bouchain ?

S : Alors Bouchain il part sur l'idée c'est qu'on essaye de faire jurisprudence. Lui a travaillé à l'époque où Fleur Pellerin était ministre de la culture, à la rédaction de l'article 88 de la loi création architecture et patrimoine (CAP), qui s'appelait le Permis de Faire. Donc c'est lui qui a rédigé le Permis de Faire,

donc c'est passé aux mains de Filipeti, bref et quand Macron est arrivé ça s'est transformé en Permis d'innover et là c'est toujours pareil c'est les majors du BTP donc grand paris, grand Lyon, Bordeaux, avec leurs SEM, et couplé à Bouygues. Donc là c'est pas possible, l'idée c'était surtout que les maires puissent l'activer, que n'importe quel commanditaire puisse l'activer. Ce qu'a permis de produire l'université foraine, en faisant ce pas de côté, de déréglementer, de réquisitionner un patrimoine vide sans pour autant que l' élu aille en prison, le faire rentrer dans une loi pour permettre aux élus qui héritent d'un patrimoine dont ils ne savent pas quoi faire, qu'ils puissent outrepasser la réglementation pour leur permettre de faire, d'activer, d'occuper, etc. Lui il revient car il a quand même réussi à avoir un peu d'argent du ministère de la culture et de la cohésion des territoires pour mener la preuve par 7. Donc c'est un dispositif des deux ministères accompagnés par la Fondation de France visant à valoriser 7 territoires en France, 7 projets d'expérimentation, qui à la fois présentent des problématiques ou urbaines, ou sociales, ou rurales, enfin pardon une problématique d'ordre constructif, et d'ordre social et sociologique. Toutes les gouvernances vont être différentes sur ces projets là et surtout d'agrèger d'autres gens. Il faut trouver un truc qui est capable de nous rassembler, et ce projet là, si on arrive à le soutenir, car pour l'instant il n'est pas soutenu par Macron, il a galéré pour avoir un petit peu d'argent du ministère parce que ça a été fait avant, sous Hollande. Donc c'est 100 000 euros par an, c'est rien, ça permet de payer la coordinatrice qui met en place le dispositif, ils ont un bureau à Porte de la Chapelle, et après ils sont partout sur le territoire. Il en est à la deuxième année mais c'est compliqué. En tout cas il faut le texte le plus basique du monde pour pouvoir mettre dedans tout ce que tu veux, c'est trois lignes.

H : [...] Soit on arrive à faire un lobbying au niveau national et avec l'assemblée actuelle c'est pas gagné parce qu'ils sont très libéraux et qu'ils préfèrent jouer la carte des aménageurs ou des investisseurs plutôt que celle du dialogue civil dans une ville. Donc bon. [...] On a quand même la chance avec les tiers-lieux d'avoir ce concept, qui surprend les élus, et en fait on a fait du lobbying où ils n'avaient jamais entendu le mot, puis ils l'entendent, puis je leur balance quelques infos et petit à petit ils veulent être dans le coup, et quand c'est la mode, et donc ils le réemploient dans un discours. Mais il faut bien dire que le tiers-lieux c'est pas juste un espace de co-working. Si on se fait planter par le lobbying des co-wor-

kers, parce que c'est ça qui peut arriver. C'est ça qui nous dérange parfois, de se dire que le côté tiers-lieu est dénaturé.

Entretien Tibo Labat

Entretien fait le Jeudi 6 décembre à 16h avec Tibo Labat à l'ensa Nantes. Tibo, diplômé en 2008 de l'école d'architecture de Paris-la-Villette, est l'un des premiers membres du Collectif Fertile. Les citations qui ont été tirées de cet entretien ont pu être légèrement modifiées, pour fluidifier la lecture de certaines expressions orales sans en changer le sens. Durée : 1h10

R : Romain Cazaux

T : Tibo Labat

R : Alors tu es qui dans le collectif Fertile ? Le fondateur ?

T : Non, c'est une rencontre entre des gens Fertile, y a pas un fondateur. C'est des projets, des points communs pour articuler une pensée une action entre les gens. Là on n'est pas définit dans cette asso précisément. Fertile en l'occurrence c'était au Louis Blanc, au début c'était des apéros dans des bars Fertile. J'arrive à Nantes, je croise un paysagiste que je connais qui bossait sur la base de St Nazaire qui nous invite à un apéro et qui venait d'arriver à Nantes, à la recherche d'un boulot. Donc on s'est revu tous les Jeudi, ça c'était Mathieu Piquot, qui a depuis fondé l'agence Campo, une agence de paysage. Et un jour, au Louis Blanc, on rencontre des amis qui étaient partis en Angleterre, c'était en 2009 et moi j'étais avec eux et ils voulaient faire quelque chose dans le parking qui était en face de la carrière, et moi je voulais bosser sur la Carrière, donc de ça naît quelque chose qu'on voulait faire ensemble.

R : Et vous ne vous connaissiez pas ?

T : Non moi Mathieu je ne le connaissais pas du tout avant, Greg et Marie je les avait juste croisés à Londres, et ils voulaient faire un truc mais ils se sont vite rendus compte que c'était très compliqué de faire un truc sur le parking car il y a plein de propriétaires. Eux revenaient d'une résidence sur la question des parking dans la ville, et donc depuis ils ont monté une agence qui s'appelle Tika. Donc après s'est entamé le truc sur la Carrière

R : D'accord donc moi je fais mon mémoire sur...

[j'explique le sujet de mon mémoire]

R : Et donc est ce que tu peux me raconter un peu les débuts du Caillou ?

T : Ben la première phase, Jérôme était pas là encore. Le premier truc c'était la carrière Misery, d'ailleurs le 14 Décembre il y a un atelier d'écriture avec l'association d'édition La Criée parce qu'il y a des habitants du quartier qui se

sont motivés à écrire un livre en questionnant ce qu'il va advenir avec un arbre au héron génial, trop beau, qui est plutôt un gros instrument touristique pour ramener de l'argent, enfin ils essayent de décrire les mécanismes de ce truc là, et à se détacher de l'imaginaire super beau et facile de ça. Donc c'est une exploration en cours, je me remets un peu là dedans, je voulais que Fertile aie une part là-dedans car ça les avait inspiré. Donc tout ça pour dire que c'est un peu d'actualité, mais qu'en 2010, c'est la carrière qui nous intéressait et pas le Caillou. Moi la carrière j'ai grandit pas loin, le déclencheur de ce truc là c'est que je bossais dans une agence à Paris là dessus, pour faire une étude Plan Paysage et Patrimoine, d'ailleurs tu pourrais le retrouver à la bibliothèque, étude des formes urbaines et paysage, moi j'ai bossé deux ans là dessus et j'étais à cheval sur mes études, j'écrivais des textes pour Nantes pour ça, je me baladais à vélo avec un paysagiste c'était une sorte d'analyse de la ville en amont du PLU pour essayer de capter. Toujours est-il qu'à un moment donné ils nous ont donné une carte avec «oui il y a une carrière dans le Bas Chantenaye, vous voulez pas réfléchir un peu dessus ?». En fait souvent les villes quand elles ont des agences elles demandent des petites questions en plus, une petite note. Et du coup je fréquentais ce lieu ado, j'avais une pratique un peu de faire, pas des conneries parce que c'est pas des conneries mais tu fais des trucs, tu explores des trucs dans des lieux autres, et on avait écrit un truc genre «la carrière c'est un lieu hyper emblématique de Nantes» et donc ce qui a du sens c'est d'ouvrir un débat sur un lieu comme ça, une vision évolutive. Moi j'étais là dedans, on a fait une petite note avec l'agence. Et moi ça me trottait en tête du coup. J'étais pas mal impliqué avec un groupe qui s'appelle Exyst aussi, et ou je faisais des chantiers avec eux. Je leur avait proposé donc de venir sur la carrière, avec Coloco. On avait monté des dossiers, on était allé voir Laurent Thierry de la Samoa, présenter un truc, après s'étaient agrégés les copains nantais que j'avais rencontré, et finalement de ça, il a accueilli notre truc mais il devait peut-être avoir le... En fait la Samoa c'est l'île de Nantes, et à l'époque c'était en discussion, qui va gérer le bas Chantenaye. Ça aurait pu être la Samoa, mais non. Laurent Thierry est parti après. Donc nous, le gars nous avait bien reçu mais ça marchait pas quoi, ayant disparu. Et en même temps on a rencontré un gars quand on est allé sur place il était jardinier et il essayait de faire des trucs, il faisait un jardin de lignes, il essayait de planter des graines dans toutes les lignes de béton, et il essayait de les voir de là-haut, il était en intérim, il faisait des chantiers un peu bizarre et dès qu'il avait du temps il fonçait à la

carrière et il jardinait tout seul. Donc nous on s'est dit qu'on allait aussi y aller à la carrière. Et c'était marrant parce qu'on voyait bien que quelqu'un jardinait mais on ne l'avait pas encore croisé. On voyait que c'était en train de défricher certains endroits. On se disait «c'est pas possible, c'est pas la ville ils feraient pas ça aussi doucement, d'ailleurs la preuve c'est qu'en ce moment ils sont en train de le faire avec une tractopelle. Mais on se demandait quand même du coup on avait laissé des mots, interposés et tout, et un jour on s'est vraiment capté, c'était marrant on était dans une sorte de jeu. Et on s'est dit vas-y nous l'été ça nous intéresse toujours de provoquer le truc dans cet endroit là. Et du coup on s'est retrouvé à camper l'été en se disant qu'il fallait qu'on se confronte au lieu, à cinq, un barbecue, 30 personnes, et on fait la ballade des ateliers c'est tous les ateliers du quartier qui ouvrent fin Septembre, donc plein de gens qui ramènent des potes artistes et tout donc on se retrouve à 30.

R : Ça ça existait déjà ?

T : Oui oui, ça c'est un truc qui existe depuis 10 ans, 18 ans maintenant. Et donc nous on a dit que la carrière c'est un atelier qui ouvre, c'est un atelier à ciel ouvert, de paysage, c'était chouette. Et en fait il y a télé Nantes qui est venu la veille ce qui a fait que plein de gens ont débarqués alors qu'on n'avait pas du tout le droit d'être là. Donc la veille y avait des gens avec des cravates et tout qui nous ont dit «attendez ici vous êtes chez nous, on est Nantes Métropole, bon le coup est lancé, on saura qui venir chercher s'il y a des problèmes.» C'est toujours un peu flippant et en même temps on avait mis un petit panneau genre chacun rentre la tête sur les épaules, on avait zoné des zones. Et donc il y a eu 500 personnes qui sont passées dans le week-end ! il y avait des potes qui ramenaient des moutons, un truc un peu bizarre dans ce lieu complètement friche qui tout d'un coup devenait public, on avait fait un truc qui ressemble un peu à ce qu'a fait la mairie pour Complètement Nantes, où ils avaient fait une énorme structure, et l'année d'avant ils avaient fait une teuf avec les Machines de l'Île et pendant une semaine ils avaient invité les assos pour faire là un atelier de dessin, là un truc d'escalade. Donc nous on avait fait plutôt «là un mouton, là un passage dans les broussailles». Que tu le fasses de manière autonome ou avec la ville ça se ressemble un peu. Et donc on avait senti après ce truc là que c'était

compliqué de rester à cet endroit là et le Caillou c'était juste à côté, un copain avait repéré ce lieu là.

R : Compliqué ? C'est à dire ?

T : Parce que tu as été pris pour un pirate quoi donc bon, on avait fait beaucoup de choses et on voyait pas comment on arrivait à tenir une énergie dans ce lieu là, qui est hyper grand, visible et tout, puis ça a été l'hiver donc on a un peu rien fait, et au printemps un copain a dit «venez, il y a ce lieu juste à côté de la carrière». Et quand tu rentres par derrière l'arrêt de bus, c'est un lieu qui a un peu tendance à l'entropie, enfin à redevenir déchet lui-même, puisque c'est un lieu qui est dessous, donc tu te retrouves sous le niveau de la surface de l'intelligibilité du déchet et les gens jettent des trucs par dessus, tu te retrouves dans l'envers du décor de canettes et frigos. Qui sont lancés par en-haut. Donc la première fois qu'on y est allé, c'était impossible de rentrer, enfin il a vraiment fallu faire «fchiou fchiou fchiou» pour rentrer, personne n'était venu depuis un moment quoi, et du coup on a fait des trucs ici, il y a eu un énorme week-end avec plein de copains pour nettoyer les déchets, on a créé une montagne de déchets, et donc voilà. Commencer une aventure qui a duré jusqu'à, moi je suis parti à Paris en 2012, donc le Caillou je l'ai lancé mais après je l'ai moins suivi, enfin je l'ai suivi un peu depuis Paris, et ça s'est un peu essoufflé après au bout de deux trois saisons.

R : Et au début, c'était quoi votre ambition ? Vous aviez trouvé ce lieu après la carrière donc, et ce que vous vouliez y faire c'était ?

T : Ben de l'expérience d'avant, ce qu'on a fait c'est cette fois on pose un dossier et on y va, sans savoir qui c'est le propriétaire. Donc c'était marrant parce que la mairie de Nantes avait un peu selon les personnes une sorte de «ah en fait c'est les mêmes pirates qui avaient squatté la carrière» ou «putain c'est génial ce qu'ils font». Il y avait un peu un double regard selon les personnes, et c'est intéressant, ça provoque des choses, et le fait que tu sois pas que le PDF mais que tu sois aussi tous les dimanche à jardiner, provoque du réel, comme des occupations de rond-point aujourd'hui, ça provoque du réel, qui fait que ta colère s'exprime au delà

de «j'écris un truc». Donc voilà nous ce qu'on a eu, d'avoir demandé des rdv et tout, on a rencontré le SEV, on a dit à un moment «c'est le SEV qui pilote», on a eu tout un moment où on a regardé le truc foncier, est-ce qu'on fait un contrat et tout, en fait ça appartient à plusieurs personnes, Nantes Métropole, le port et tout. Et à la fois eux ils étaient proactifs à regarder, nous on avait un projet, eux n'avaient pas d'argent, pas de ligne avec de l'argent en face, puis en fait c'est trop compliqué donc le truc n'avance pas car c'est pas si simple, c'est pas «ah OK c'est chez nous, allez-y». C'est pas chez nous. Mais c'est intéressant. Donc nous heureusement qu'on faisait des trucs parce que sinon il se serait passé deux ans, l'énergie collective tu la perds. Et là l'énergie collective elle s'est ... pas perdue mais disons qu'on a fait des trucs pendant des années, il y a eu plein d'événements, et qu'au bout d'un moment les gens avaient des gamins, enfin ils avaient monté leur agence à côté, enfin donc le concept qu'on avait un peu c'était l'événement aménageur. C'était l'idée de se dire qu'on aménageait ce lieu là en faisant des événements un concert un machin, et donc on avait un peu ce truc de dire aux assos «tu veux faire tel truc ? OK ben on jardine un week-end et on fait l'événement le week-end d'après». Et le jardin c'est lié à préparer la pièce, faire d'autres trucs dont il y a besoin.

R : Et comment vous aviez rencontré ces gens là ? Les acteurs qui ont participé au projet ?

T : D'une part nous on était devenu une quinzaine, parce que chacun connaît des gens dans ce réseau là, parce que quand tu as ce lieu là les gens passent, le voient une fois et ça leur donne des envies selon leurs affinités. Ça provoque des choses, c'est une rencontre entre des personnes avec un lieu. Après la logistique, tout ça c'est fait avec pas d'argent, c'est des trucs très spontanés, après une fois on a eu de l'argent de la ville de Nantes, vers la fin, on avait demandé et on a eu un truc des jeunes je sais pas quoi, c'était assez drôle parce que du coup tu as de l'argent, mais tu es habitué à fonctionner sans, donc ça demande une sorte d'autre gouvernance de savoir ce que tu fais avec ça, et comme tout le monde est très poli sur la façon d'utiliser le budget ben tu l'utilises pas vraiment, enfin t'as pas l'essence de l'utiliser. Donc c'était 5 000 euros, ce qui est à la fois rien et beaucoup.

R : Donc vous aviez fait une demande ?

T : Oui la mairie de Nantes a dit «si vous voulez des sous vous pouvez demander ce truc là», ça s'appelait «Projet Émergent», un truc comme ça. Du coup l'argent était mis dans des trucs mais ça a mis deux trois ans à se dépenser dans des trucs c'est vrai. Donc du coup c'était l'événement aménageur. Et l'autre truc qui est intrigant c'est qu'en même temps avec Mathieu, nous on avait monté un autre truc avant Fertile, on avait créé ce qui s'appelait «explo», il y a un blog «explo 2010». En fait on connaissait pas si bien Nantes, et on s'est dit qu'on aimerait bien que les gens nous ouvrent les portes de chez eux. Donc on voulait organiser des balades pour provoquer des trucs, on avait une sorte de tour de Nantes, où tous les derniers dimanche du mois tu faisais une dérive, tu donnais rdv à un point A, le point B tu le connaissais à la fin de la journée, puis tu te donnes rdv au point B la dérive d'après. On s'est retrouvé dans des réseaux de retraités marcheurs, certains connaissaient les lieux, là c'était ensemble capter des choses. Il y avait une posture d'émancipation, enfin de casser les expertises, les visites guidées, nous on faisait juste un peu de com sur le rdv mais derrière le trajet et tout on ne savait pas, on construisait ensemble, pendant 4h. C'est bien que ça durait 4h, le temps de se sentir légitime de bifurquer et de raconter des histoires. Donc voilà, après nous on en a fait beaucoup, moi ça fait parti de ma pratique aujourd'hui, enfin des dérives ou convoquer des groupes en marchant, faire des diagnostics en marchant ... Mais en essayant toujours que ce soit des moments d'interaction. Le fait que tu sois en mouvement, par rapport à dans une salle, c'est bien. Tu as un rapport différent.

R : Et l'objectif de ces ballades c'était de faire des analyses urbaines ?

T : Visiter un peu, voir s'il y a pas de spot marrant pour faire des trucs, des projets, rencontrer des gens, poser un discours sur la ville qui soit plus participative avec toute la naïveté que tu as en sortant des études. Puis un format qui n'est pas lourd, la préparation, on imprimait juste une carte du coin, on l'avait dans une pochette, et de faire un peu de com, puis après c'est parti. C'est pas un truc que tu réfléchis pendant trois semaines avant. Sans trop organiser, faut se laisser surprendre par ce qui se passe.

R : Et comment tu le relies à ?

T : Ben du coup après c'est devenu Fertile, ce projet là a été porté par Fertile. D'ailleurs au début il y a eu une ballade qui est passé par la carrière avant même qu'on s'installe vraiment, car on kiffait ce lieu là. On n'avait pas vu le caillou par contre.

R : Et est ce que tu sais comment ça se fait qu'un lieu comme ça existe ? Le caillou ?

T : Ben c'est un interstice, on peut vraiment l'appeler comme ça, et c'est marrant parce que quand t'en parles avec les aménageurs et tout, eux ils ne l'avaient même pas vu, tu vois sur une carte c'est un trait, c'est entre deux murs. Donc la valeur de ce lieu là elle est justement dans sa discrétion. Après il y a des textes comme TAZ, Temporary Autonomous Zone, que j'avais lu étudiant, ça parle de ces trucs là, c'est les zones autonomes temporaires. C'est une pensée qui fait suite au mouvement free party techno, une sorte de communauté qui peut apparaître sans les pouvoirs, autonomes, et qui se font écrasés tout de suite et donc pour continuer d'exister ça disparaît puis ça réapparaît ailleurs plus tard. C'est espèce de truc un peu champignon, les friches c'est des lieux qui apparaissent, qui disparaissent, qui sont utilisés par des gens comme Fertile qui le racontent par exemple et il y a plein d'usages des friches qui sont pas médiatisés et tant mieux. On en parlait hier, un gars qui me parlait de cet espèce de monde parallèle, il a récupéré un hangar et on lui a demandé de tout enlever, et il y avait une mini salle à côté, cachée, il a péter le mur et a tout mis dans l'autre pièce. C'est trop bien si tout le monde avait sa petite pièce à côté, un truc qui n'existe pas dans le cadastre, tu le vois pas. Donc le Caillou y a un peu ce côté d'un endroit qui n'existe pas. Dès lors qu'il n'existe pas ... La friche nous elle avait grossi quand on est arrivé et y avait vraiment pas d'accès. Il y avait 20, 30, 40 mètres de grosse touffe. Après se posent d'autres questions, chez Fertile il y avait tout un projet qui s'appelait Friche and chips, et beaucoup de questions politiques, en fait faire une carte des friches ça pose plein de questions, faire des cartes c'est un peu ramener une carte à des promoteurs pour dire «c'est où qu'on peut construire» enfin la question se pose. D'ailleurs pour faire une suite, moi j'ai rebossé l'année dernière sur les 15 lieux, je devais organiser la journée où il y avait la visite des 15 lieux enfin avec

un gros bus, une sorte de grosse ballade sur ces 15 friches, et c'est marrant parce que Johanna Roland elle est venue sur le caillou avant d'être élue, et ça faisait parti de ses points de mandat, le point 40, les friches, et du coup les 15 lieux c'est un peu coché dans le programme, tu vois. Nous on a rencontré les élus, c'était un peu étrange, on n'avait pas la même vision sur le truc, nous on était prêt à bosser et pour eux c'était plutôt ... Mais c'était intéressant, ils ont du foncier disponible et la question c'est comment tu le rends à disposition. Et donc là t'as la ville qui propose ce truc qui est un peu bizarre des 15 lieux qui fait que tu as une énorme différence entre la réalité et la com qu'il y a eu autour.

R : Et comment ça s'est passé pour le Caillou justement ?

T : Ben le caillou c'est génial parce que personne n'a répondu. Nous je sais plus s'ils nous avaient demandé mais on s'est dit qu'on n'allait pas répondre pour avoir zéro euros, parce qu'ils proposaient zéro euro, c'est ça qui était un peu bizarre, on n'allait pas refaire le truc qu'on avait fait il y a cinq ans. Tu vois si il y a 100 000 balles et qu'on peut faire une installation de ouf, une sorte de pièce associative, oui on y va mais si c'est pour refaire la même chose c'est pas la peine.

R : Oui parce qu'au début c'est un peu ce que vous aviez imaginé de faire une grosse installation ?

T : Oui dans l'idée, nous il y avait cette perspective que le quartier allait changer, il y avait cette idée du périscope, un lieu caché au milieu de ce gros chantier et qui puisse être un lieu ressource pour les habitants, évolutif, et que in fine, ça devienne une sorte de pièce jardinée pour le quartier en amont du Parc des Oblates qui a ouvert en 2013. Le Bas-Chantenay tout le monde savait que ça allait changer, mais en fait par rapport au rythme de la fabrique de la ville, si on voulait bosser avec la ville pour ce genre de projet, ben c'est maintenant qu'il faudrait le faire en fait, genre pour des gens qui seraient diplômés genre l'année prochaine pour toi. C'est maintenant que la ville se transforme machin, qu'arrive un intérêt pour le quartier, des financements, et que tout la machine de l'urbanisme se met en place, et dans lequel depuis 10 ans il y a cette espèce de pratique participative des collectifs et tout qui font des projets culturels en amont et en même temps

que le chantier. Et le caillou aurait sans doute eu une légitimité à prendre du budget pour déployer des projets, mais bon on était trop en amont, quand la ville enfin l'urbaniste c'est pas la poésie des friches, c'est d'abord comment du fric arrive sur un territoire et comment tu le répartis, l'éléphant tu vois c'est fait pour attirer du fric. Chantenaye c'est un peu ça. Moi après j'ai bossé avec Stefan Shankland et là on bossait pour faire des projets artistiques dans les chantiers. Le 1% de la friche c'est le 1% de quasi rien du tout, tu vois c'est juste entretenir la friche, mettre une palissade, alors que le budget du chantier c'est pas 100 000 ni 1 million mais plutôt 10, 100 millions qui peuvent débarquer dans un quartier. Ou plus. Donc si tu fais un projet artistique tu peux déployer des choses. Et leur manque à eux c'était un peu, pour l'arbre aux hérons, c'est «on maîtrise bien l'échelle de la ville etc, mais on maîtrise pas trop la question habitants», comment ça va être pris dans le quartier. Après voilà nous sur la carrière il y avait plutôt cet imaginaire d'une école internationale auto-construite, que pendant 15 ans les gens venaient construire une école sur les savoirs-faires, fablab géant, qui s'autoconstruit pendant 15 ans, une propre infrastructure que tu pourras utiliser après quoi. D'une part on l'a pas trop matricé comme projet donc bon. Il y a une forme de capacité de la façon de faire la ville, de faire de la politique, où on se dit souvent qu'il n'y a pas d'alternative, tu vois ce monde là il existe parce que ... Bon là c'est des critiques sur la question du capitalisme, c'est Thatcher qui disait «there is no alternative» donc on va dérouler une forme de projet, qui est une forme d'interaction entre humains, qui est liée à l'économie, et la forme de se relationner aux autres ça va être l'économie et c'est ça. C'est soi-disant l'histoire de l'économie, c'est comme ça qu'on est, le marché et tout, sauf que si tu dé-zoomes bon ça s'auto-écrit, c'est un récit qui s'auto-écrit lui-même et qui invite à ce que la ville c'est forcément du fric qui débarque avec des promoteurs et tout ce qui est à peu prêt vrai mais tu peux aussi avoir d'autres bases de valeurs et commencer à faire d'autres trucs quoi.

R : Et tu arrives à le mettre en place un peu cette ambition d'une alternative ?

T : J'en sais rien, tout le monde est un peu pris dans ce truc là, il y en a qui existent, Notre Dame des Landes par exemple c'est un endroit où d'un coup y a des gens qui testent des trucs, certains amis qui voient Notre Dame des Landes

comme un Caillou de 1600 hectares. Enfin voilà je trouve que ce qui se passe en ce moment, malgré le fait que vu des villes les gens captent pas forcément trop, mais c'est hyper intrigant ce qui se passe en ce moment, sur les questions de transition écologique et de question de voiture, enfin c'est bien au-delà de «nous on veut rouler plus» comme un truc posé comme ça, non, c'est un moment intrigant, un peu flippant, parce que tu sais pas trop qui mène ça, ça mène où, en tout cas sur des questions d'écologie, qui m'intéressent, enfin bloquer un Leclerc un Samedi alors que c'est là que tu vas faire tes courses d'habitude, c'est un truc hyper puissant dans l'interrogation et la capacité de se mettre en geste comme tu dits, ou tu te trouves confronté à demander à ce que ton pouvoir d'achat pour continuer à subvenir dans ce monde là il existe mais du coup peut-être à commencer à capter que enfin à détricoter une sorte de situation. Et ces révolutions personnelles, ou collectives, de capter un système et de comprendre comment tu es pris dedans au quotidien c'est intéressant.

R : Et pour revenir au Caillou, comment ça s'est déroulé vers la fin du Caillou ?

T : Après il y a eu d'autres trucs, il y a eu le summer lab qui était à Chantenaye, on a refait une soirée, il y a eu des petites choses enfin voilà Fertile d'une part tout le monde a des gamins, donc ça nous a bien fait rigoler, maintenant faudrait qu'on le renomme le collectif «thunes» pour que ça ramène de l'argent. Ça a servi à faire des projets pros, par exemple pour signer pour des résidences artistiques. Mais voilà on était content de ce truc un peu pirate. Moi j'ai été appelé à Paris pour travaillé sur «Rurban», un projet de ferme urbaine et du logement en auto-promotion, je bossais en sous-traitance pour faire des plans de ça. Puis bon de fait le truc se délite un peu sans qu'il y ait vraiment un acte de fin. Après c'était un peu un labo de recherche sur des questions écologiques et sociales, en parallèle c'était pas le labo d'une agence, tu vois parfois il y a des agences ou des collectifs qui font un peu «leur» labo, là c'était un mélange de plein de gens. C'est logique que ça dure un temps et que ça s'arrête, à la rigueur c'est pas grave en fait, il y a des structures qui deviennent pérennes.

R : Et qu'est ce qui permet de pérenniser un peu ?

T : Ben déjà de s'y projeter personnellement, de se dire que ça va être ça ton boulot, de tenir un truc collectif, après ça correspond pas à tout le monde, il y en a qui partent, il y en a qui restent. C'est drôle comment parfois les architectes qui font ce truc de collectif répètent le truc du «branding», où tu es obligé d'avoir un logo, des petites plaquettes et tout donc tu recrée un univers qui est très créatif, start-up un peu. Parce que tu veux répondre à des appels d'offre, ce qui est pas mal ou bien mais ça te remet dans une forme de relation aux autres qui est un peu ... Voilà.

R : Et donc la semaine prochaine tu retournes à une réunion de quartier c'est ça ?

T : C'est un atelier d'écriture, pour avoir des fragments, avec des voisins, dans une future publication, sur la carrière, autour de la carrière, son jardinage au bulldozer, sur oui on a le droit de parler et d'avoir d'autres imaginaires qu'un arbre en métal. Un québécois a écrit un très beau truc sur le CAP 44, il imaginait le CAP 44 comme une sorte de lieu où il y a des animaux qui reviennent dedans, un lieu d'accueil de migrants, un lieu où il y a des mètres carrés disponibles et qui devient une sorte de vrai arbre, il appelle ça l'arbre aux étourneaux, versus une sorte d'arbre en métal financé par une entreprise. C'était marrant ce contraste, cette forme de l'arbre aux hérons qui est hyper poétique mais derrière c'est tout un mécanisme pour la visibilité, ramener des touristes et de l'argent. Enfin voilà. Et voilà, sur les alternatives, c'est à dire si on veut faire autre chose, on est tellement pris dans les maillages de quelque chose qu'il faut arriver à prendre du temps de déconstruction collectivement.

Crédits

Place Léon Aucoc - photographie de la place

Date : 1996

Crédits : Lacaton & Vassal

<https://www.lacatonvassal.com/index.php?idp=37>

Caillou de Bougainville - photographie de l'occupation de Fertile

Date : 18 juin 2013

Crédit : Fertile

<https://lecaillouchantenay.wordpress.com>

Jungle de Calais - photographie

Date : 15 mai 2016

Crédit : Capucine

<https://reinventercalais.org/atlas/home>

Boulogne-sur-Mer - collage des façades de la rue Auguste Delacroix

Date : Mars 2013

Crédit : Sophie Ricard

<http://construire-architectes.over-blog.com/ensemble-%C3%A0-boulogne-sur-mer>

Mayotte - axonométrie du bidonville de Mahabourini

Date : Septembre 2017

Crédit : F. Le moigne, M. Maniere, N. Mercier, sous la direction de C. Hanappe

<https://www.actesetcites.org/guide-de-bonnes-pratiques>

Granby Four Streets - photographie des objets manufacturés

Date : 2015

Crédit : Assemble

<https://www.granby4streetsclt.co.uk/housingproject>

Granby Four Streets - photographie de la maquette
Date : 2015
Crédit : Assemble
<https://assemblestudio.co.uk/projects/granby-workshop>

Hôtel Pasteur - photographie de l'Hôtel en chantier
Date : 2017
Crédit : Association Hotel Pasteur
<http://www.hotelpasteur.fr>

Collectif Etc - photographie de «Place au changement»
Date : Mars 2011
Crédit : Collectif Etc
<http://www.collectifetc.com/realisation/place-au-changement-chantier-ouvert>

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Je tiens à remercier Sophie Ricard et Lise Buisson pour les échanges conviviaux et fructueux que nous avons pu avoir au sein de l'hôtel Pasteur, ainsi que Guillaume Jouin-Trémeur pour sa visite commentée du chantier de Pasteur.

Je remercie également Tibo Labat de m'avoir raconté l'histoire du Collectif Fertile et de m'avoir invité à participer à l'atelier d'écriture de l'association Commune de Chantenay. Je remercie également Jérôme Sautarel, autre membre du Collectif, pour les documents qu'il m'a prêtés témoignant de l'occupation du Caillou de Bougainville.

Je tiens à remercier particulièrement Marie-Paul Halgand de sa disponibilité et de son écoute lors de l'accompagnement de cette étude.

Je remercie enfin les membres de ma famille et mes proches des discussions que nous avons pu avoir sur le sujet, de leurs précieux conseils et de leurs multiples relectures.

ROMAIN CAZAUX

~~Révéler~~ Réparer, Réunir, et si trois gestes suffiraient ?

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE NANTES
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR